

## Résistances éthiopiennes

Le « Négus rouge » se cramponne à son trône. Le colonel Mengistu Haile Mariam, le dernier des grands dictateurs africains, n'entrevoyait toujours pas d'autre solution que militaire pour mettre fin aux rébellions qui ravagent l'Éthiopie depuis déjà un bon quart de siècle. Dans un discours fleuve très attendu, diffusé, vendredi 19 avril, sur les ondes de la radio nationale, il a fait mine d'offrir sa démission « si cela peut sauvegarder l'unité du pays ».

Personne n'a pris au sérieux ces propos de circonstance d'un homme aujourd'hui bien seul au pouvoir, qui a évité de faire la moindre allusion à un quelconque compromis avec les rebelles érythréens et tigréens, sauf à annoncer une prochaine réunion du Parlement en session extraordinaire « sans en préciser l'ordre du jour. Au contraire, plus combatif que jamais, le colonel Mengistu a voué aux gémonies l'Irak, la Libye et le Soudan, accusés de soutenir la guérilla éthiopienne.

À la lettre ouverte de quelques deux cents intellectuels éthiopiens, largement diffusée début avril, n'a inspiré aucun commentaire public au maître d'Addis-Abeba. Pourtant, les termes de cette courageuse missive étaient sévères, qui appelaient à la formation d'un gouvernement de transition, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution et d'ouvrir le passage vers le multipartisme. Ne rappelait-elle pas aussi que « le fédéralisme est une tradition éthiopienne », prenant ainsi ses distances vis-à-vis des vues centralisatrices du pouvoir aussi bien que des revendications indépendantistes des maquisards érythréens ?

Toujours est-il que les rebelles, rassemblés au sein du Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien, se trouvaient, aujourd'hui, à une centaine de kilomètres d'Addis-Abeba. Depuis le début de leur offensive, fin février, qui a suivi l'échec de pourparlers avec le pouvoir central, ils n'ont cessé de marquer des points sur le terrain face à une armée gouvernementale pour le moins démoralisée. Ils viennent d'annoncer la prise de la centrale électrique de Finch, qui alimente la capitale éthiopienne.

INVITANT ses compatriotes à « prendre les armes contre les rebelles », le colonel Mengistu leur a déclaré, avec un aplomb qui confine à l'aveuglement, que « la stratégie de développement militaire de l'Éthiopie n'avait été que partiellement achevée ». Les appels à la mobilisation restent sans grand écho. Étudiants et lycéens tentent d'échapper aux campagnes d'enrôlement forcé. Quant aux fournisseurs d'armes étrangers, ils se font rares, qu'ils soient soviétiques, voire israéliens.

Alors que les rebelles parlent de le « jeter honteusement » et de le faire passer en jugement, le colonel Mengistu tente en vain de réveiller le nationalisme de ses compatriotes en évoquant le spectre d'une désintégration du pays. Mais ce militaire sans scrupules et sans morale n'est plus en mesure de se faire entendre des siens, tant est décrié son régime brutal et ensanglanté. Le « tombeau » du Roi des Rois sera-t-il le théâtre de la fin du pouvoir de la manière dont il l'a confisqué, il y a dix-sept ans ? Dans le sang.

M 0146 - 0422 0 - 6.00 F



La tournée du secrétaire d'État américain au Proche-Orient

## Longs et difficiles entretiens de M. Baker en Israël

À l'occasion de son troisième séjour en Israël en moins de deux mois, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, devait s'entretenir, samedi 20 avril, à Jérusalem avec trois personnalités nationalistes des territoires occupés. Au cours de cette rencontre, la délégation palestinienne devait remettre à M. Baker un mémorandum évoquant notamment la position de l'OLP sur le processus de paix au Proche-Orient. Vendredi, le secrétaire d'État a eu deux entretiens, longs et ardu, avec son homologue israélien, M. David Lévy, ainsi qu'avec le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir.

JERUSALEM

de notre correspondant

Les autorités israéliennes avaient sans doute annoncé un peu vite qu'elles étaient parvenues, ces derniers jours, à un large accord avec les États-Unis sur une possible relance des négociations de paix au Proche-Orient. On en est, apparemment,

encore assez loin. Une certaine morosité était perceptible, vendredi soir 19 avril, à Jérusalem, alors qu'une série de nouveaux entretiens avec M. James Baker s'étaient achevés sans résultat tangible.

Les deux parties l'ont reconnu, chacune à leur manière.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

## L'arrivée des troupes alliées au Kurdistan

Lire page 4 les articles

de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et SERGE MARTI

## Face-à-face franco-maghrébin

Alors que M. Roland Dumas se rend lundi en Libye, les relations entre Paris et le Maghreb oscillent entre le cœur et la raison

par Jacques de Barrin

Abdelatif a vingt et un ans et la tête bien faite. Ni révolté ni frustré, sage et raisonnable comme on peut l'être à son âge. Etudiant en deuxième année de droit à l'université de Rabat, il avait choisi de s'inscrire, l'an prochain, dans la section droit international. Il vient d'y renoncer. « Après tout ce qui s'est passé dans le Golfe, ça ne rime plus à rien », explique-t-il sans baisser le ton. « Choqué et écarté », il hésite maintenant entre droit public et droit privé.

D'un bout à l'autre du Maghreb, de Tunis à Rabat, la colère est

retombée mais l'amertume et le ressentiment ne sont pas encore dissipés. « C'est un peu comme si on avait fait la guerre aux Maghrébins », souligne M. Moncef Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Et que la France se soit trouvée étroitement mêlée à cette « agression anglo-saxonne » aux côtés des États-Unis, dépasse l'entendement, vu de cette rive-là de la Méditerranée.

Assis près de sa bibliothèque sur les étagères de laquelle s'alignent dictionnaires et encyclopédies Dalloz, M. Abdelaziz Bennani, vice-président de l'Organisation marocaine des droits de l'homme, a

beau vouloir faire preuve d'indulgence, il ne réussit pas à comprendre ce « surréalisme béat » de la France, cette « comédie onusienne ». Personnalité en vue de l'opposition marocaine et secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir, M. Habib El Malki dénoce, quant à lui, cette « conception inférieure du droit international ».

Simple question de personne ? « De Gaulle, lui, qui avait une vision du monde arabe, n'aurait jamais fait ça », réplique-t-on à satiété. Ce serait donc, pour tout simplifier, s'il se fût agité de Mitterrand.

Lire la suite page 5

Après la décision des magistrats d'Angers sur l'affaire Urba

## La droite demande la démission de MM. Henri Nallet et Georges Kiejman

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers a déclaré, vendredi 19 avril, « conforme au droit » l'ouverture de la procédure menée au Mans par le juge Thierry Jean-Pierre dans l'affaire Urba. L'instruction, qui avait été confiée à M. Jacques Liberge après le dessaisissement de M. Jean-Pierre, peut donc se poursuivre. Cette décision est un camouflet pour la garde des sceaux, M. Henri Nallet, et la ministre déléguée à la justice,

M. Georges Kiejman, qui avaient dénoncé à plusieurs reprises des erreurs de procédure. Plusieurs responsables de l'opposition ont immédiatement demandé la démission des deux ministres.

À l'Hôtel Matignon, on indiquait samedi matin que MM. Nallet et Kiejman avaient émis une opinion juridique contredite par la chambre d'accusation d'Angers, mais que cette situation n'affectait pas leur autorité politique.

## Sans péril

par Bruno Frappat

La démocratie n'était donc pas « en péril », puisque moins de deux semaines après le rattachement et le démantèlement du juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba, il s'est trouvé trois juges, ceux de la chambre d'accusation d'Angers, pour juger « conforme au droit » la procédure menée par le juge contesté lorsqu'il s'était saisi du dossier d'Urbatech, pompe à finances du Parti socialiste.

L'indépendance de la magistrature n'était donc pas en péril, puis-

que ces juges, dont les motivations ne seront signifiées que dans quelques jours, n'ont pas eu à tenir compte du fait — pour ne pas user de termes plus crus — fait autour de cette affaire : des irrégularités judiciaires du principal intéressé ; de l'utilisation politique du dossier par une opposition requinquée ; et pas plus des opinions émises par le ministre délégué à la justice sur le « cambriolage judiciaire » qu'il reproche à M. Jean-Pierre, dont on sait maintenant que le dessaisissement n'était pas légitime.

La dignité de la magistrature

n'était donc pas en péril puisque le juge Jean-Pierre a pu, en toute indépendance, se livrer vendredi au petit jeu des questions-réponses sur la ligne du Minut, via le 3615-Libé, au moment même où ceux d'Angers étudiaient gravement son cas pour le déclarer dans la ligne du droit. La régularité de l'ouverture de la procédure consécutive à l'accident du travail du Mans n'était donc pas menacée puisqu'elle pourra continuer, entre les mains du juge Liberge, puisque le dessaisi reste dessaisi.

Lire la suite page 6

## Pour la liberté de la presse



Un milliard et demi d'humains vivent dans des régimes de contrôle systématique de la presse ; quarante journalistes assassinés dans l'exercice de leur métier ou pour leurs opinions en 1990. Ces chiffres, qu'elle publie dans son rapport annuel, ont décidé l'association Reporters sans frontières à faire du samedi 20 avril 1991 la première Journée internationale de la liberté de la presse, à laquelle s'associent de nombreux médias français.

Au 28<sup>e</sup> Marché international des programmes

## La télévision des polémiques

Grand rendez-vous de la planète télévision à Cannes, le 28<sup>e</sup> Marché international des programmes (MIP-TV) s'est ouvert, comme souvent, sur fond de polémiques franco-françaises. L'une d'elles oppose M. Jack Lang au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui refuse, contre l'avis du ministre de la culture, d'attribuer à la chaîne musicale Eurovision le septième réseau hertzien. L'autre grande controverse porte sur les quotas imposés aux chaînes de télévision. Diffuseurs privés et producteurs hexagonaux, réunis pour la première fois dans une association, Télévision pour demain, lancent un cri d'alarme : « L'accumulation des réglementations entrave le développement de l'industrie française des programmes de télévision et l'empêche de tenir sa place en Europe. » Ils proposent un assouplissement des quotas de production et de diffusion.

Le ministre de la communication, M<sup>me</sup> Catherine Texier, leur répond que « le gouvernement ne saurait envisager d'aménagements qui ne serviraient pas l'objectif central de contribuer au développement de l'industrie de programmes tout en protégeant l'identité nationale ». M<sup>me</sup> Texier refuse une logique purement commerciale, qui ignorerait les droits du public, des créateurs. Et des enfants : inaugurant le MIP-TV, le ministre s'est particulièrement intéressé aux producteurs de dessin animé japonais mis à part. Sur ce marché, des firmes américaines comme Hanna-Barbera tentent de sortir de l'ombre du géant Disney.

Lire page 8 les articles de PIERRE-ANGEL GAY et de JEAN-FRANÇOIS LACAN

## La fin du voyage de M. Mitterrand en Roumanie

Le pari optimiste du président de la République page 3

## Flambée du dollar

page 21

## « Grand-jury RTL - le Monde »

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, invité dimanche à partir de 18 h 30

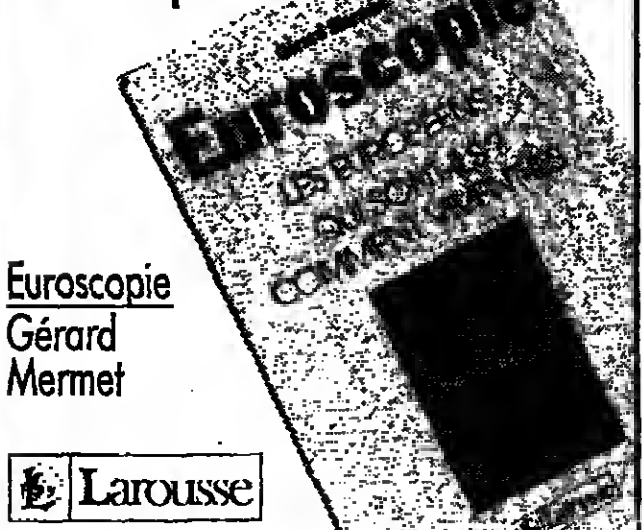
## HEURES LOCALES

### Montpellier technopole

Comment Montpellier a conçu sa technologie et la « vend » : quelles sont les retombées des innovations de la capitale sur l'ensemble de la région, pages 9 à 14

## VIENT DE PARAÎTRE

N'attendez pas 1992 pour tout savoir des Européens





50:10:11

## DATES

Il y a soixante-quinze ans

# L'insurrection de Dublin

Le 23 avril 1916, lundi de Pâques, était jour de congé en Irlande. Il faisait beau à Dublin, la ville était calme et paisible. Les gens se préparaient à passer la journée sur les plages, au nord et au sud de la capitale, ou aux courses de Fairyhouse. La guerre faisait rage dans les Flandres, mais c'était bien loin de Dublin.

Personne ne fit attention à la centaine d'hommes qui marchaient en direction de la rue principale de la capitale, Sackville Street, aujourd'hui O'Connell Street. Les habitants de Dublin avaient l'habitude de voir des groupes de gens armés défiler dans la ville depuis un certain temps. Les Irish National Volunteers avaient été fondés à Dublin en novembre 1913. C'était un défi lancé aux Ulster Volunteers, formés dans le nord-est du pays, armée protestante illégale, dont le but était de s'opposer à tout projet d'octroi de la Home Rule par Westminster à toute l'Irlande, du moins, à une partie de l'Ulster, où les protestants étaient en majorité.

Les Irish National Volunteers avaient le soutien de l'Irish Parliamentary Party à Westminster, qui, avec John Redmond à sa tête, avait réussi, par des moyens constitutionnels, à obtenir l'instauration d'un Parlement à Dublin. Par conséquent, la campagne de recrutement pour la guerre contre l'Allemagne menée par Redmond connut un grand succès en Irlande, et des milliers d'Irlandais répondirent à l'appel.

Cependant, d'autres Irlandais considéraient la guerre et le destin de l'Irlande sous un jour entièrement différent. Pour l'Irish Republican Brotherhood (IRB), société révolutionnaire secrète fondée au milieu du dix-neuvième siècle, les intérêts de l'Irlande dans cette guerre ne coïncidaient pas avec ceux de l'Angleterre.

La formation de l'Irish National Volunteers était une aubaine pour cette organisation. L'IRB put s'infiltrer dans ses rangs avec pour objectif secret l'importation d'armes et, éventuellement, des préparatifs pour un soulèvement contre la couronne. L'un de ses animateurs, Patrick Pearse, un jeune instituteur-poète, prêchait le martyre pour la cause de l'Irlande. « Il faut s'habituer aux armes », écrivait-il. On risque de faire des erreurs ou de tuer ou d'être tué. Mais verser du sang est une chose purifiante et salutaire. Il existait aussi un autre groupe qui manœuvrait ouvertement : l'Irish Citizen Army, fondée à la fin de 1913, après une grève prolongée des ouvriers de Dublin. Son chef, James Connolly, marxiste d'origine écossaise, ajoutait une dimension socialiste à la question irlandaise. Dublin et les centres urbains de l'Irlande avaient à l'époque les plus faibles salaires en Europe. Pour Connolly, il ne s'agissait pas d'instaurer une République en substituant le drapeau irlandais au drapeau britannique : il voulait l'indépendance, mais, surtout, une république des travailleurs.

### Une longue tradition

C'est ainsi qu'il se retrouva, ce lundi de Pâques, aux côtés de Pearse, à la tête d'un groupe de volontaires se dirigeant vers la grande poste centrale (General Post Office) pour accomplir un coup de force : l'instauration de l'Irlande libre. Connolly était le seul à avoir reçu une formation militaire. Parmi les autres leaders se trouvaient le jeune poète Joseph Plunkett, l'universitaire Thomas McDonagh, le fonctionnaire Eamonn Ceannt, le journaliste John MacDermott, ainsi que le patron d'un bureau de tabac, Thomas Clarke, qui avait déjà passé quinze ans dans les prisons anglaises.

Tous avaient conscience d'être les héritiers d'une longue tradition de rébellions contre la couronne britannique et les descendants directs d'hommes comme le leader protestant de la rébellion de 1798, Theobald Wolfe Tone, inspiré par l'idéal de la Révolution française, aujourd'hui révérité comme le père du républicanisme irlandais et qui mourut en prison. Pearse et ses camarades

ne pouvaient aussi qu'avoir à l'esprit le souvenir du jeune Robert Emmet, un autre protestant révolutionnaire, qui, après une rébellion courte et mal organisée à Dublin en 1803, fut pendu en public. Mentionnons aussi la révolte manquée de 1848, organisée par le mouvement Young Ireland (Jeune Irlande), inspirée par les événements de Paris, écrasée à son tour mais dont de jeunes dirigeants réfugiés en France devaient essayer une nouvelle fois en 1867 d'affronter les forces de la couronne, pour finalement subir une nouvelle défaite humiliante.

Le leader en titre de l'Irish Volunteers, Eoin MacNeill, apprenant ce qui se préparait

par ses voix, appelle ses enfants autour de son drapeau pour conquérir sa liberté. Ayant organisé et entraîné ses hommes au moyen de son organisation révolutionnaire secrète [...], ayant résolu d'attendre le moment propice pour se manifester, elle [l'Irlande] saisit maintenant ce moment, aidée par ses enfants exilés en Amérique et par les braves alliés d'Europe [l'Allemagne] moins comptant d'abord sur ses propres forces, et morche pleine de confiance vers la victoire [...].

Toutes les générations du peuple irlandais ont affirmé leur droit à la liberté et à la souveraineté nationale. Six fois au cours des trois cents dernières années, elles l'ont

expert du Moyen-Orient, pour agir de façon décisive. Le jeudi, des incendies faisaient rage dans le centre de Dublin, tandis que les Britanniques avançaient avec l'aide de l'artillerie et de bombes incendiaires. Jusqu'alors, il y avait eu peu de victimes parmi les rebelles, mais Connolly était blessé d'une balle dans la jambe alors qu'il conduisait un groupe d'hommes pour occuper un bâtiment à la grande poste. Il se traîna dans le poste et fut transporté à l'infirmerie. Le commandant des rebelles était épuisé mais pas démoralisé. Le jeudi soir, la chaleur dans la grande poste était intense. Les explosifs dans le bâtiment risquaient de s'enflammer. L'air devenait irrespirable. Pearse publiait ce qui devait être son dernier « manifeste » dans lequel il rendait hommage à la bravoure de ses hommes.

« Nous nous préparons à la défense finale du quartier général », écrivait-il, « nous sommes déterminés à résister tant que le bâtiment tiendra. Je voudrais aussi, car je n'aurai peut-être pas l'occasion de la faire plus tard, rendre hommage à la vaillance des soldats pour la liberté de l'Irlande qui, depuis quatre jours, gravent avec le fer et le feu le chapitre de l'histoire récente de l'Irlande. »

Le vendredi, les conditions dans la grande poste étaient insupportables, et les quatre cents républicains, lassés au nez-de-chausse, allaient devoir évacuer le bâtiment. On fit d'abord sortir les femmes, puis on envoya une avant-garde de trente hommes. Ils n'allèrent pas loin. Vingt et un d'entre eux tombèrent sous une grêle de balles. Connolly, à l'agonie sur son brancard, fut le dernier avec Pearse à quitter le vendredi soir le bâtiment dévot par les flammes. Ils se réfugièrent dans des maisons avoisinantes où ils passèrent la nuit, mais continuèrent à refuser de se rendre. On finit par envoyer l'une des infirmières, Elizabeth O'Farrell, avec un message proposant des négociations au commandant de Dublin, le brigadier général Lowe. Refus : il n'y aurait pas de négociations, seulement une capitulation sans condition.

Le samedi après-midi, vers 15 heures, le premier président de la République d'Irlande, Patrick Pearse, renouait la parole avec l'ennemi O'Farrell, tenant un drapeau blanc et rendant ses armes et ses munitions à un officier britannique. La rébellion était terminée. Le centre de Dublin était en ruine. On comptait plus de soixante morts parmi les rebelles et cent trente-quatre dans l'armée britannique et la police, ainsi que près de quatre cents blessés. Les pertes dans la population civile étaient élevées avec plus de deux cents morts et plus de six cents blessés. La population était en colère devant l'importance des dégâts et surtout les pertes en vies humaines infligées par les rebelles, sans gain apparent.

Le 3 mai 1916, Thomas Mc Donagh, Thomas Clarke et Patrick Pearse, après s'être confessés et avoir communiqué, étaient exécutés à l'aube dans la prison de Kilmainham. Malgré les appels à la clémence, le chef d'état-major, le général Maxwell, continua les exécutions pendant une semaine encore. Le 12 mai, on transporta James Connolly de l'hôpital militaire au lieu d'exécution où il fut fusillé assis sur une chaise. L'opinion publique, impressionnée par les témoignages sur la bravoure des chefs rebelles devant la mort, et choquée en particulier par les circonstances de la fin tragique de Connolly, commençait à virer.

Le nationalisme irlandais avait désormais quinze martyrs de plus. L'un des leaders rebelles, Eamon De Valera, ayant échappé au peloton d'exécution, devait à sa sortie de prison prendre la tête du parti nationaliste Sinn Féin. Il allait devenir le premier ministre puis le président d'une nouvelle République d'Irlande, mais du Sud seulement, car le pays, entre-temps, avait été divisé. Au Nord, en Ulster, l'armée républicaine irlandaise (IRA) poursuivait la lutte. Elle la continue encore aujourd'hui.

JOE MULHOLLAND



Servants d'artillerie britannique tirant contre le palais de justice de Dublin où sont retranchés des rebelles.

pour Pâques, tenta d'intervenir en publiant un appel dans un hebdomadaire, le dimanche de Pâques, envoyé par ailleurs à tous les chefs des volontaires dans toute l'Irlande, pour annuler toute action. MacNeill était persuadé qu'une rébellion à ce moment-là, sans soutien populaire, se terminerait par un échec lamentable. Les choses se présentèrent mal, mais, le dimanche soir, Pearse envoya un contre-ordre, appelant au soulèvement immédiat. La confusion régnait, la peur aussi. Et, à l'aube du lundi de Pâques, 1 300 hommes en tout prirent les armes dans tout Dublin, et le groupe mené par Pearse et Connolly - qui comptait moins de 150 hommes - s'arrêta devant la grande poste.

A la surprise de quelques badauds, James Connolly lança l'ordre : « A gauche ! Tournez ! Chargez ! » Les volontaires se précipitèrent dans la poste ouverte. Les clients et le personnel, pris de panique, quittèrent les lieux, tandis que les assiégeants occupaient les étages du bâtiment, faisant prisonniers quelques soldats britanniques. Ils brisèrent les vitres, fortifièrent les fenêtres et barricadèrent les portes. Deux drapeaux furent ensuite hissés sur le toit, l'un vert, avec une harpe au centre et les mots « Irish Republic », l'autre, tricolore, vert, blanc et orange, symbole du désir d'unité entre les traditions catholiques et protestantes et qui devait devenir le drapeau national de la République irlandaise indépendante.

Aux côtés de James Connolly, devant une foule indifférente, Pearse lut la proclamation de la République d'Irlande, qu'il avait rédigée lui-même en s'inspirant de la proclamation de 1803 de Robert Emmet. « Irlandais, Irlandaises, au nom de Dieu et des générations disparues dont elle hérite son ancienne tradition de nationalité, l'Irlande,

affirmé par les armes. Se basant sur ce droit fondamental, elles l'offrent encore par les armes à la face du monde [...]. »

Les rebelles s'installèrent, mais l'attente ne fut pas longue. Lundi soir, tous les officiers et soldats de l'armée britannique étaient rappelés de permission. La grande ironie est que le soulèvement devait être en partie coréalisé par des troupes irlandaises qui composaient la majorité des forces britanniques à Dublin, telles que les Dublin Fusiliers, dont la bravoure était reconnue sur les champs de bataille des Flandres. En fait, l'actin des Irish Volunteers provoquait non seulement des réactions de surprise et d'incrédulité dans la population en général, mais aussi de haine et d'hostilité. De nombreuses familles, particulièrement à Dublin, étaient en deuil d'un père ou d'un fils mort sur le front, dans l'armée britannique. Elles se sentaient trahies par les insurgés.

### Le dernier manifeste

Le mercredi matin, l'artillerie britannique bombardeait le quartier général vide de l'Irish Citizen Army et la maison du syndicat de Connolly, Liberty Hall, prouvant que Londres était prêt, s'il le fallait, à détruire le centre de Dublin pour déloger les insurgés. Plus tard, on vit la seule grande bataille de l'insurrection, avec l'embuscade des forces britanniques sur l'unique pont à l'entrée de Dublin contrôlé par les rebelles. Un petit groupe de Volunteers installés dans des bâtiments alentours réussit à faucher deux cent trente soldats qui tentaient de traverser le pont. Quatre Volunteers furent tués. En fin de journée, le gouvernement britannique décida d'envoyer un homme fort, le général John Grenfell Maxwell,

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des factuels du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-01-87 et 45-55-01-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. : 45-55-04-70, Société filiale  
de Journal Le Monde et RSG Presse SA.

Reproduction intégrale de tout article,  
sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40-65-29-23  
LE MONDE TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMB.	AUTRES PAYS hors Europe et compte d'été
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	700 F	1 123 F	1 540 F
1 an	1 400 F	2 206 F	2 940 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne tarif sur  
demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO  
Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an

Nom : ☐ ☐ ☐  
Prénom : ☐ ☐ ☐  
Adresse : ☐ ☐ ☐

Code postal : ☐ ☐ ☐  
Localité : ☐ ☐ ☐  
Pays : ☐ ☐ ☐

Veuillez avant l'abandonner d'envoyer tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie  
PP Page 10 111 MON 02

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappat  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amalric  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)  
Thomas Ferracci  
Philippe Vermeulen  
Jacques-François Simon

Daniel Vermet  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauriol (1959-1982)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

CLAUDE  
EVIN

dimanche 18h30

en direct sur

animé par  
Olivier MAZEROLLE

RTL

MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ  
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

avec André PASSERON  
et Michel NOBLECOURT (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Catherine MANGIN (RTL)



# ÉTRANGER

La fin de la visite officielle du chef de l'Etat

## M. Mitterrand a promis de faciliter l'ancrage de la Roumanie à l'Europe

Au détour d'une « petite phrase », mi-aveu, mi-confiance, M. Mitterrand résuma parfaitement, vendredi 19 avril (avant de regagner Paris dans la soirée), l'esprit des retrouvailles franco-roumaines. En affirmant le caractère irréversible de la démocratie en Roumanie, le chef de l'Etat a dit, au beau milieu de la conférence de presse qu'il tenait aux côtés de son homologue M. Ion Iliescu : « Je m'attends à ce que la Roumanie soit un peu plus ouverte et mes espérances. »

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Là, réside, en effet, toute l'ambiguïté constructive de M. Mitterrand face au régime qu'il incarne, depuis seize mois, le tandem Ion Iliescu-Petre Roman. Le président français fait sur l'équipe au pouvoir à Bucarest un pari. Sa démarche tient à la fois de la méthode Caillé et du contrat de confiance. Il veut croire à la sincérité des sentiments démocratiques des dirigeants roumains. En conséquence, il les prend au mot en espérant les rendre capables de leur profession de foi.

Mais M. Mitterrand n'ignore pas que beaucoup restent à faire pour consolider l'Etat de droit et instaurer, une fois pour toutes, l'économie de marché. Aussi ne se prive-t-il pas de répéter à ses hôtes que le respect de leurs engagements est la condition sine qua non du retour définitif de la Roumanie au sein de la nouvelle Europe démocratique. « Je ne suis pas venu vous donner des leçons », déclare vendredi M. Mitterrand devant le Parlement réuni au grand complet, avant de rappeler aux élus du peuple roumain « et sur un ton de pédagogie » l'existence de « quelques orientations universelles », gages d'une authentique démocratie. « Je mesure, leur a-t-il dit, le travail considérable déjà accompli. Vous n'en avez pas fini de cette œuvre qui se bâtit chaque jour. Mais le plus tôt sera le mieux. Le chemin que vous avez pris me paraît irréversible. C'est ce qui doit s'ancrer dans les esprits. Nul ne doit accepter qu'on revienne en arrière. »

Le problème des minorités

L'ancrage à l'Europe, voilà donc la récompense promise aux dirigeants de Bucarest. « La Roumanie est en Europe et nulle part ailleurs », cette évidence géographique, prononcée à la manière d'une invite politique, valut un tonnerre d'applaudissements à M. Mitterrand. « Nous sommes du même continent. Nous relevons de la même civilisation. Nous devons appartenir au même avenir. » Le chef de l'Etat mettait ainsi du baume sur le vieux complexe que la situation géographique amène périodiquement à douter de son identité européenne. La France, a-t-il ajouté, fera son possible pour aider la Roumanie à conclure un accord d'association avec la CEE et à s'intégrer dans la future confédération européenne.

GRÈCE : sept morts à Patras

## Le gouvernement s'inquiète de la multiplication des attentats

ATHÈNES

de notre correspondant

L'attentat à la bombe qui a fait sept morts et huit blessés à Patras (le Monde du 20 avril) est le plus sanglant depuis l'affaire du City-of-Poros où neuf personnes avaient été tuées en juillet 1987. Les raisons de cette action, qui n'a pas été revendiquée, restent obscures. Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, a fait part de son « inquiétude » devant la multiplication des attentats depuis six mois. Il a souligné que son gouvernement allait « intensifier » la lutte contre le terrorisme, qui porte notamment un rude coup au tourisme, l'une des principales ressources du pays. L'attentat s'est produit quelques heures avant les funérailles de M. Koutsoyorgas, ancien vice-premier ministre socialiste et qui était l'un des principaux accusés dans le scandale Koskotas. Le lien entre ces deux événements a été évoqué, car l'ancien dignitaire du PASOK

qu'il appelle de ses vœux. Autres gestes appréciés à Bucarest : les deux pays ont procédé à un échange de lettres, prélude à la signature d'un traité « d'amitié et de solidarité » ; la Roumanie participera au prochain sommet franco-phonie à Paris en octobre ; un consulat roumain ouvrira à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, auprès duquel Bucarest jouit d'un statut d'observateur.

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand est revenu sur le problème des minorités, « qui est aussi un problème roumain ». Il a réitéré son attachement à la préservation de l'identité culturelle des minorités. « Il faut que chacun se sente bien là où il vit, ce qui suppose qu'il soit respecté » - et son hostilité à « l'éclatement des Etats », du moins lorsque ceux-ci « se comportent démocratiquement ». « Si vous voulez, les uns et les autres, récupérer tous les groupes minoritaires projetés par l'histoire dans des pays voisins, vous n'en sortirez pas ». Il a émis l'espoir que la Constitution roumaine, en cours d'élaboration, prendrait en compte le respect des minorités : « Quand elle sera publiée, j'en jugerai. »

Recevant, au petit déjeuner, six dirigeants de l'opposition parlementaire - dont MM. Campenau et Ratiu -, M. Mitterrand avait pu, une nouvelle fois, écouter les doléances de ceux qui s'inquiètent de voir sa visite servir de caution au régime en place. Rappelant les voyages de ses prédécesseurs au temps où la Roumanie était une dictature, il s'est interrogé sur l'opportunité de ce qu'il y avait « eux visites de ceux qui m'ont précédé ? ». « Évidemment, il n'y avait personne à l'époque pour leur poser la question. C'est toute la différence. Si je n'estimais pas que la Roumanie est sur le chemin de la démocratie, je ne serais pas venu. »

« C'est cela la démocratie », observait en souriant Petre Roman à l'intention de M. Mitterrand, alors que plusieurs centaines d'étudiants de l'institut Polytechnique, haut lieu traditionnel de la contestation, leur réservaient un accueil turbulent au cris de « A bas le communisme ! A bas la nomenklatura ! Vive le roi Michel. »

Vendredi après-midi, au cours de son escapade à Iasi, capitale de la Moldavie roumaine, le chef de l'Etat réentendit les mêmes slogans, auxquels s'en ajoutait un autre à la tonalité plus régionale et qui exaltait la « Besarabie, terre de Roumanie ! », province annexée par Staline en 1940. A Iasi, M. Mitterrand prit un bain de foule, visita le chantier du centre culturel français et le superbe monastère de Golia. M. Iliescu y remporta aussi un petit succès populaire. C'est dans cette ville, il est vrai, que l'actuel président roumain avait été envoyé en disgrâce par Ceausescu entre 1974 et 1979.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

URSS : à la faveur des conflits sociaux

## Les Républiques renforcent leurs prérogatives face au « centre »

Les déboires japonais de M. Gorbatchev risquent d'être légers au vu des problèmes qui l'attendent à son retour dans un pays sous pression. Les premiers débats, dont les comptes rendus ont été publiés samedi 20 janvier, autour de son plan anti-crise, confirment son intention de gommer les pouvoirs acquis par les Républiques soviétiques en échange d'une promesse d'accélérer le « passage au marché ». Mais les conflits sociaux annoncent une évolution en sens contraire.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

On voit mal comment les Républiques accepteraient de se dessaisir de leurs prérogatives, surtout au moment où trois d'entre elles, et non des moindres - Russie, Ukraine et Biélorussie, le noyau slave de l'Union - tentent, en négociant avec leurs grévistes, d'atténuer les tensions dont M. Gorbatchev et les communistes sont rendus responsables.

La Russie et l'Ukraine peuvent même se prévaloir d'un début de succès : il aura suffi qu'elles acceptent de négocier avec les comités de grève des mineurs pour que ces derniers décident, ou envisagent, la suspension d'un mouvement entamé début mars. La fin des grèves était, certes, encore loin d'être acquise samedi 20 avril, mais le déblocage, dû au changement d'interlocuteurs, est clair : le 3 avril, ces mêmes comités avaient rejeté une offre de M. Valentin Pavlov, le premier ministre soviétique, de doubler les salaires des mineurs en échange d'un arrêt de leur mouvement.

En Ukraine, un protocole en neuf points a été signé jeudi entre les autorités locales et le comité de grève. Les mineurs ont obtenu l'indexation des salaires, et aussi la satisfaction d'une de leurs revendications politiques : l'engagement que

l'Ukraine ne signera pas le traité d'Union avant l'adoption de sa nouvelle Constitution, laquelle sera rédigée sur la base de la déclaration de souveraineté de la République.

Cet engagement revient à défier M. Gorbatchev, même s'il est jugé insuffisant par les indépendantistes. Or il a été signé, selon un porte-parole des comités ouvriers, par M. Leonid Kravtchouk lui-même, président du Parlement ukrainien, et auparavant deuxième secrétaire du comité central du Parti communiste local. Ce qui n'est pas sans susciter d'être un dangereux irresponsable explique cette semaine dans les Nouvelles de Moscou qu'il s'apprêtait à franchir ce pas avant même l'envoie des grèves, car il estime inacceptable le plan de M. Gorbatchev. Ce dernier, dit-il, veut « le maintien de structures périmées » et une signature du traité de l'Union « avant que soient délimitées les fonctions des

pouvoirs centraux et républicains » (voir encadré).

M. Kravtchouk s'est donc résolu à organiser sa propre table ronde au Soviet suprême de Kiev, avec ses grévistes et ses partis d'opposition. Auparavant, le Parlement d'Ukraine avait voté le principe du transfert sous autorité ukrainienne des bassins houillers de la République. Le contenu concret de ce transfert n'est pas encore très clair, mais le Kremlin n'a pas réagi. Or le projet de traité d'Union stipule clairement que le secteur de l'énergie doit rester de la compétence du centre, soumis même à un « régime spécial » selon le plan anti-crise.

Le silence du Kremlin

Le silence du Kremlin a en tout cas incité M. Silaev, le premier ministre de Russie, à suivre l'exemple de l'Ukraine. Il a formé, avec des représentants des grévistes et des

## Le plan « anti-crise » de M. Gorbatchev

La plan anti-crise de M. Gorbatchev a été présenté au conseil de la Fédération, groupant les dirigeants des Républiques, qui s'est abstenu de l'approuver. Il stipule, selon l'agence Interfax, que les Républiques refusant de signer le traité d'union ou de contribuer aux finances de la Fédération devront commercer avec elle-ci sur la base des cours mondiaux des matières premières et marchandises.

Il ne prévoit aucun partage de propriété entre les Républiques et le centre des entreprises dépendant des ministères fédéraux, mais envisage pour celles-ci des procédures de privatisation assez nébuleuses.

Enfin, il maintient l'intarction des grèves, un régime « spécial » de contrôle des secteurs de l'énergie et des transports, et menace de poursuivre les responsables ne respectant pas les accords.

Ce plan et ces mesures sont « inapplicables » en l'absence de consensus avec les Républiques, ont estimé vendredi des économistes ayant participé aux débats. En outre, l'absence presque totale de chiffres rend ces intentions purement formelles, a estimé le directeur de l'Institut d'économie politique, M. Galdar, dans un entretien aux *Nouvelles*.

S. Sh.

directions des mines de Vorkouta et du Koubass, une commission qui devra définir d'ici dix jours les mécanismes de passage de leurs mines « sous juridiction russe ». Lors des débats, jeudi, des grévistes ont reconnu que leur motivation principale était « patriotique ». Ils sont avec la Russie, avec Boris Eltsine, contre le pouvoir communiste, responsable à leurs yeux de leur malheur.

Le contexte de tous ces mouvements sociaux est, depuis le 2 avril, le doublement ou le triplement des prix des biens de consommation et la perte du pouvoir d'achat qui en est résultée, malgré les conventions salariales. La presse parle d'enfants perdant connaissance à l'école, car ne pouvant plus prendre leurs repas dans les cantines, devenus trop chers. Des grèves ou des préavis de grève sont signalés dans un nombre croissant de secteurs. En Biélorussie, le mouvement commencé spontanément le 3 avril risque de se poursuivre, face à la rigidité des dirigeants locaux, sur lesquels le souffle de la perestroïka n'est guère passé. En Géorgie, la grève de « résistance civile » décrétée par le président Gamsakhourdia a paralysé les transports, et Moscou a menacé d'arrêter dans les deux jours les livraisons à cette République.

Face à ces troubles, les syndicats officiels tentent d'opérer un réajustement. En Russie, rebaptisés depuis un an en Fédération des syndicats indépendants, ils ont lancé une offensive s'inspirant visiblement des ex-syndicats officiels polonais. Lors d'une conférence de presse tenue vendredi à Moscou sous les lambris de l'immense Maison des syndicats, ils ont appelé à la fois à une grève d'« avertissement » d'une heure le 26 avril en Russie et à la convocation d'un Congrès extraordinaire des députés soviétiques. Jusqu'à présent seul le groupe parlementaire Soïouz, champion du maintien de l'emploi, avait demandé la tenue d'un tel Congrès, menaçant d'y réclamer la démission de M. Gorbatchev.

SOPHIE SHIHAB

## EN BREF

○ LITUANIE : un poste frontalier occupé par des soldats soviétiques. — Un poste lituanien à la frontière avec la Biélorussie a été occupé, vendredi 19 avril, par des soldats soviétiques, qui avaient auparavant chassé tous les représentants des douanes lituaniennes, a indiqué un communiqué du Parlement de Vilnius. Le poste frontalier est situé à Medininkai, à 60 kilomètres à l'est de la capitale de la Lituanie. — (AFP)

○ ALLEMAGNE : Mathias Rust condamné. — La cour d'assises de Hambourg a condamné, vendredi 19 avril, Mathias Rust à deux ans et demi d'emprisonnement pour tentative de meurtre sur une jeune infirmière qui refusait ses avances. Le procureur avait requis huit ans de prison. Mathias Rust était devenu célèbre pour s'être posé en avion sur la place Rouge en mai 1987, ce qui lui avait valu une condamnation à quatre ans de camp de travail en URSS. Il avait passé 432 jours à la prison Lefortovo à Moscou. — (AFP)

○ ITALIE : M. Andreotti obtient la confiance à la Chambre des députés. — Les députés ont accordé, vendredi 19 avril, par 349 voix contre 207, leur confiance au nouveau gouvernement présenté par le président du conseil sortant, M. Giulio Andreotti (démocrate-chrétien). Il s'agit du septième gouvernement présidé par M. Andreotti, et du cinquantième cabinet italien depuis la fin de la seconde guerre mondiale. — (AFP)

○ Le pape sifflé à l'université de Rome. — Jean-Paul II a été longuement sifflé, vendredi 19 avril, à l'université de Rome, par des petits groupes de contestataires de gauche alors qu'il s'adressait à cinq mille étudiants rassemblés devant la chapelle de l'université, la Sapienza, où il avait été invité à l'occasion d'un symposium des recteurs des universités de l'Europe de l'Est et de l'Ouest sur le thème « La grande Europe des cultures ». « On ne peut pas nier qu'un réveil réconfortant soit à enregistrer parmi les jeunes d'aujourd'hui. Un réveil que nous pouvons non seulement voir, mais même entendre de nos propres oreilles », a commenté en souriant Jean-Paul II qui n'a pas pris très au sérieux cette contestation. — (AFP)

## Côte Ouest, Côte Est. L'Amérique pour 1095 F.



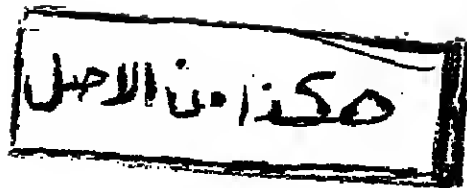
Si vous pensez que l'Amérique se limite à New York, vous prenez le risque de passer à côté de toutes ses autres merveilles. Découvrez-les avec le Twaipass de TWA. C'est le moment d'en profiter. Le Twaipass vous ouvre le réseau intérieur TWA pour seulement 365 F par vol et vous offre le choix parmi une centaine de destinations. Alors, si vous pensez, en plus, aux tarifs très avantageux que TWA pratique en ce moment au-dessus de l'Atlantique, c'est vraiment maintenant qu'il faut découvrir l'Amérique ! Appelez tout de suite votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11. Réservez vite votre super Twaipass. Vous partirez à ces conditions si vous achetez vos billets avant le 15 mai 1991.

**TWA**  
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Validité : 7 jours min., 30 jours max. 3 coupons min., 5 coupons max. Le 1<sup>er</sup> vol doit être effectué au plus tard le 30 juin 1991. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente, de transport et sujets à approbation gouvernementale.

صك زامن الاصل





## PROCHE-ORIENT

L'aide occidentale aux réfugiés et le règlement du conflit au Kurdistan

### Une rencontre entre officiers alliés et irakiens n'a débouché sur aucun résultat

La coordination des initiatives américaines, françaises et britanniques en faveur des réfugiés kurdes avec les efforts déployés par l'ONU ont fait l'objet d'un entretien, vendredi 19 avril, à Paris, du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères a rappelé que l'intention de la France n'était pas de « s'émanciper » en Irak, tandis que le premier ministre a souligné la nécessité d'une étroite coopération avec l'ONU. « Si possible sous son chapeau, sous sa couverture juridique et, peut-être même, sous son contrôle ». Au Kurdistan d'Irak, une rencontre entre militaires alliés et irakiens ne semble pas avoir débouché sur des résultats concluants.

SILUPI (frontière turco-irakienne)  
de notre envoyé spécial

On aurait pu croire un instant que l'échec apparent de la première rencontre entre des officiers généraux des forces alliées et une délégation militaire irakienne, vendredi 19 avril, au poste-frontière de Habour, allait reléguer l'opération Prodiges au chapitre des bonnes intentions. L'après-midi, les hélicoptères de l'US

Navy étaient restés à terre, et les quarante camions chargés d'assurer le transit des vivres entre les aéroports et la base de Silopi luisaient, immobiles, sous un soleil de plomb. Prévue à 12 h 30, la rencontre s'est finalement tenue avec plus de trois heures de retard. Après quelques vols de reconnaissance, les généraux américains John Shalikashvili, français Maurice Le Page – commandant de la 11<sup>e</sup> division de parachutistes – et britannique Michael Willocks ont atterri sur le parking d'un bâtiment duanier à Habour, au poste-frontière, à quelques kilomètres de Silopi. Les généraux prirent place dans un hangar, non sans avoir fait ostensiblement un bout de chemin avec les membres de la délégation irakienne, conduite par le général Abdul Hafiz Gezali.

Quel fut le contenu de ces négociations ? Au terme d'un entretien de cinquante minutes, le général Shalikashvili se limitait à ce commentaire, sous forme de lapidisme vaguement pessimiste : « Nous avons eu une explication très franche, qui m'a permis de dire ce que j'avais à dire. C'est toujours le cas dans ce genre de discussions préliminaires. Il reste beaucoup de points à discuter. (...) Nous nous sommes mis d'accord pour résoudre le problème de l'aide humanitaire par d'autres voies. C'est notre intention de déployer toutes les forces nécessaires pour assurer la sécurité de l'aide humanitaire. C'était notre intention au départ et cela le demeure aujourd'hui ».

Selon lui, les négociateurs ne se sont fixé aucun nouveau rendez-vous.

De source française autorisée, on précisait cependant, vendredi soir, que les discussions n'étaient pas interrompues. Les négociateurs auraient, en fait, dressé la liste des problèmes à résoudre, qui porteraient notamment sur les conditions dans lesquelles des interventions d'aide humanitaire pourraient être réalisées sur le territoire irakien et sur le degré de liberté d'aller et venir dont disposeraient les réfugiés kurdes à l'intérieur de cette zone.

#### « Manifeste sa bonne volonté »

Les Irakiens ont fait savoir quels étaient, à leurs yeux, les types de missions de sécurité admissibles sur leur territoire. Ils auraient notamment émis des réserves sur l'acheminement de vivres par voie exclusivement aérienne. Toujours sur un plan logistique, le projet de mise en place d'un grand centre de ravitaillement à l'intérieur de l'Irak – que les Américains auraient, semble-t-il, voulu installer dans la ville de Zakho – aurait été repoussé par les Irakiens.

Afin de vaincre les réticences et « manifester une bonne volonté », selon la même source française, les Occidentaux auraient accepté « d'employer d'autres voies » pour leur ravitaillement, notamment en ventilant leurs convois par des moyens terrestres. « Nos avions-cargos ne sont en aucun cas déprogrammés », précise cette source : nous réfléchissons simplement aux problèmes logistiques qui se posent sur place ».

Cent trente militaires français

devaient débarquer, ce week-end, sur la base de Silopi : cent quatre-vingts autres devraient les rejoindre plus tard, en attendant l'arrivée d'un hôpital de campagne – un effectif de deux cent cinquante hommes – qui partirait de France par bateau et atterrirait à la frontière dans une quinzaine de jours.

Côté américain, la base de Silopi connaît une croissance hyperbolique. Des tractopelles englobent des hectares de pâturages pour y aménager de nouvelles pistes d'atterrissage. Les tentes prévues pour dix personnes sortent de terre comme des champignons afin de répondre à une augmentation des effectifs, qui vont passer de huit cents à deux mille cinq cents soldats américains au cours du week-end. La débâche de matériel est impressionnante : le camp fourmille de véhicules lourds et d'équipements de confort, tels que ventilateurs dans les tentes ou ces armures chauffantes destinées à sécher les vêtements, inutilisés sous la chaleur qui accable désormais la région.

En face du camp, les palettes de vivres réservées aux réfugiés s'élevaient sur plusieurs centaines de mètres. Les hélicoptères – au nombre de quarante-deux, dont quatorze basés en permanence à Silopi – accroissent leurs capacités de largage au-dessus des montagnes : 90 tonnes mercredi, 180 tonnes jeudi. « Nous espérons atteindre notre objectif de 500 tonnes dans les prochains jours », confie le major Ron Gahgan.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

### Des négociations auraient été engagées entre le régime de Bagdad et les insurgés

Alors qu'un cessez-le-feu entre les insurgés, qui tiennent toujours une partie du Kurdistan, et l'armée irakienne (le Monde du 20 avril) paraît être toujours observé de part et d'autre, le régime de Bagdad et les responsables du soulèvement seraient engagés dans des négociations.

Quatre représentants du Front du Kurdistan irakien, représentant l'opposition kurde, se trouvent depuis jeudi à Bagdad pour mener des négociations avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodair, a-t-on appris, vendredi 19 avril, à Téhéran, de sources proches du Front. Les représentants kurdes refusent, cependant, « tout accord politique avant la libération de l'ensemble des prisonniers », a-t-on précisé de même source.

Ces représentants sont deux membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), MM. Fadel Motni et Omar Othman, et deux représentants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mais « ni Masoud Barzani, président du PDK, ni Jalal Talabani, président

de l'UPK, ne sont à Bagdad ». Ces « contacts » avaient été annoncés implicitement le 10 avril par M. Talabani, qui avait indiqué : « Les responsables irakiens ont essayé de rencontrer les dirigeants kurdes afin de parvenir à un accord politique ».

Les responsables du Front – essentiellement l'UPK et le PDK, mais aussi une dizaine d'autres mouvements kurdes de moindre importance – ont posé comme conditions préalables « l'arrêt des attaques contre les Kurdes, l'annulation de tous les prisonniers ». Ils ont toutefois accepté « le principe de négociations » tout en maintenant « leur totale défiance » envers le président irakien, et réclament « des garanties internationales pour les Kurdes ».

M. Saddam Hussein a en outre envoyé « à quatre reprises des émissaires » auprès des dirigeants kurdes, notamment, lundi, « un général de très haut rang ». C'est à la suite de ce dernier contact qu'un cessez-le-feu a pu être établi. – (AFP)

### Les entretiens de M. Baker en Israël

Suite de la première page

Dans un langage assez direct, un communiqué du porte-parole de M. Baker expliquait que M. de ce dernier avait fait « un certain nombre de suggestions » à ses interlocuteurs pour trouver un terrain d'entente entre les positions de l'Etat hébreu et celles des pays arabes sur la possibilité de réunir une conférence de paix régionale.

« Très normalement, le premier ministre [israélien] a demandé qu'on lui laisse le temps pour étudier ces suggestions avant d'en repartir avec le secrétaire d'Etat », poursuit le communiqué, qui ajoute : « Si l'on veut vraiment enclencher un processus de négociation, alors il va falloir résoudre un certain nombre de problèmes importants ». M. Avi Pazner, conseiller de M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement, a expliqué que les « suggestions » de M. Baker

des Palestiniens de Jérusalem – préalablement difficilement acceptables pour l'autre partie. Enfin, Arabes et Israéliens interprètent très différemment les résolutions 242 et 338 de l'ONU devant servir de base aux conversations : pour les premiers, elles conduisent inévitablement à un compromis territorial en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et sur le plateau du Golan ; c'est inacceptable pour le Likoud (droite), le parti de M. Shamir, qui entend que ces territoires, occupés en 1967, restent à jamais sous souveraineté israélienne.

A l'issue de deux heures de conversation dans la matinée, le secrétaire d'Etat et son homologue israélien, M. David Levy, s'étaient refusés à tout commentaire devant la presse, se séparant sans un mot d'amabilité l'un pour l'autre. M. Baker a ensuite rencontré

### Alors que Washington accuse l'Irak de sous-évaluer ses stocks d'armes non conventionnelles Bagdad affirme n'avoir jamais disposé d'ogives nucléaires

NEW-YORK

de notre correspondant

Dans une lettre remise en temps voulu à l'ONU et concernant l'armement et les quantités d'armes chimiques et de missiles à longue portée dont il dispose encore (le Monde du 19 avril), l'Irak reconnaît bien détenir du matériel nucléaire (conforme aux exigences de l'Agence internationale pour l'énergie atomique), mais affirme ne pas posséder d'armes nucléaires, ni de matériel destiné à fabriquer des armes nucléaires, pas plus que d'armes biologiques.

Déclarations qui ont aussitôt soulevé des réserves de la part du département d'Etat américain, lequel soupçonne le régime de M. Saddam Hussein d'avoir sous-évalué ses stocks d'armes chimiques et bactériologiques, et, en tout cas, d'avoir fourni des informations qui « sont loin de correspon-

dre à celles qui sont généralement admises ».

Dans ce document, requis par les diverses dispositions de la résolution 687 du 3 avril dernier, qui jeterait les bases d'un cessez-le-feu formel, Bagdad commence par noter que le Conseil de sécurité oblige l'Irak, « et lui seul », à entreprendre la destruction de ses armes non conventionnelles sans contraindre « les autres pays de la région, y compris Israël », à faire de même.

#### Une cinquantaine de missiles Scud

Mais, dans la mesure où l'Irak « n'a pas d'autre choix que de se conformer à la résolution », il communique le détail des armes chimiques et bactériologiques, et, en tout cas, d'avoir fourni des informations qui « sont loin de correspon-

détruites durant la guerre, d'après les informations publiées en annexe.

Selon ce document, l'Irak dispose encore de 6 920 roquettes de 120 mm chargées de gaz sarin, de 2 500 têtes de missiles de type Scud-30 contenant également du gaz sarin, et l'armée de l'air possède 200 bombes DB-2 au gaz sarin. Enfin, 75 tonnes de gaz sarin et 150 de gaz taboun sont stockées, ainsi que 280 tonnes de gaz moutarde.

En ce qui concerne ses armes balistiques, l'Irak indique ne plus détenir, dans sa base de Tadjil, qu'un missile Scud de type 8K14E d'une portée de 50 à 300 km et 51 missiles de même type mais modifiés (Al-Husseini) d'une portée maximale de 650 km. Dans cette base, Bagdad livre le détail de ses plate-formes, de ses ogives conventionnelles et de ses lanceurs de fusées répartis sur une demi-

douzaine de sites différents et totalisant environ une centaine de pièces.

Conformément au texte de la résolution, l'Irak réaffirme enfin ses obligations au regard du protocole de Genève de 1925 sur la prohibition de l'emploi de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, de la convention de 1972 sur l'interdiction de fabrication et de stockage d'armes biologiques et du traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Autant d'engagements qui seront vérifiés, d'une part, dans les cent vingt jours après l'adoption de la résolution, par l'Agence internationale pour l'énergie atomique, d'autre part, au moyen de la commission spéciale chargée de veiller à la destruction de toutes les armes mentionnées dans ce document et dont la constitution est prévue dans cette même résolution 687.

SERGE MARTI

#### KOWEÏT

### Le rapport d'Amnesty sur les droits de l'homme embarrasse les autorités

Le sévère rapport d'Amnesty International sur les violations des droits de l'homme au Koweït (le Monde du 20 avril) a plongé les milieux officiels dans un profond embarras. Samedi matin 20 avril, aucun commentaire officiel n'avait encore été rendu public au sujet du réquisitoire de l'organisation humanitaire, qui confirme la pratique de la torture pour extorquer des informations aux personnes – en grande partie des Palestiniens – détenues après avoir été arrêtées plus ou moins légalement par les forces de sécurité ou des milices parallèles.

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

Le ministre du Plan koweïtien, M. Souleymane Montawa, a reconnu dans une déclaration à la BBC que des « abus » avaient pu être commis au cours des journées qui ont suivi la libération du Koweït, mais que tout était désormais rentré dans l'ordre.

Cette « mise au point » n'a cependant pas convaincu tout le monde. Pour la communauté palestinienne

du Koweït – 350 000 membres avant la guerre, environ 170 000 aujourd'hui – la « chasse aux sorcières » se poursuit, bien qu'à une moindre échelle, depuis le rappel à l'ordre que le prince héritier Cheikh Saïd a adressé au début d'avril aux jeunes princes de la famille régnante. Ceux-ci s'étaient apparentés à des justiciers à la tête de milices, dans le but de « se venger » de ceux qui avaient collaboré avec les Irakiens. Certains avaient, à l'époque, affirmé que ces milices avaient en fait pour objectif de réduire au silence les voix discordantes.

Une personnalité palestinienne qui, par crainte de représailles, tient à garder l'anonymat, affirme que ces jeunes princes sont toujours actifs et supervisent personnellement les interrogatoires « musclés » des détenus dans le quartier de haute sécurité de Jiwani, situé dans les bâtiments du ministère de la défense à Chouaïkh. Selon d'autres sources, des cas de torture ont été rapportés dans les locaux situés à proximité d'un camp militaire à Jahara, dans le nord du Koweït. Il existe cependant, de l'avis général, une amélioration certaine des conditions de détention des suspects, qui, il y a dix jours, ont été transférés – à la demande de Cheikh Saïd – de la prison militaire de Koweït-Ville, où

ils étaient entassés, vers le centre de détention des délinquants mineurs, relativement plus « confortable ».

#### Les milices responsables

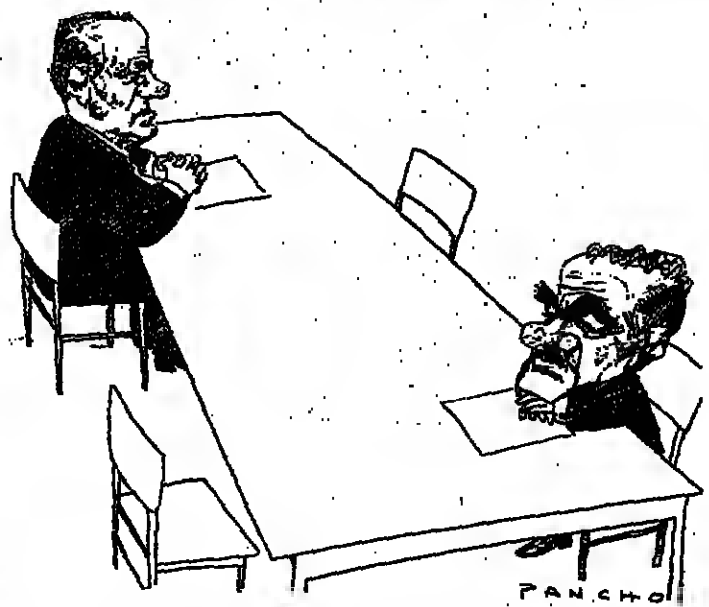
Il n'empêche que, toujours selon des sources palestiniennes sûres, les détenus continuent à subir toutes sortes de tortures, depuis des brûlures à l'aide de cigarettes jusqu'à la *falaka* (bastonnade sur la plante des pieds). L'Association de défense des victimes de la guerre, créée au début de mars, expose dans ses locaux une indéchiffrable panoplie d'instruments de torture, une cinquantaine environ, laissés derrière eux par les Irakiens. « Qui aurait pu imaginer, s'exclame un jeune universitaire, que les Koweïtiens apprendraient aussi rapidement à manipuler ces mêmes engins contre des Palestiniens ? ». Un militant chiite, pour sa part, résume ainsi la situation : « Avant l'occupation, la cinquième colonne était chiite, maintenant elle est devenue palestinienne ».

La personnalité palestinienne modérée que nous avons interrogée reconnaît que Cheikh Saïd « fait de son mieux pour mettre fin à cette situation ». Mais, dit-il, « malgré tous ses efforts, il n'a pu contrôler les activités des milices de la famille

régnante, qui portent 90 % de la responsabilité de ces exactions. Si rien n'est changé rapidement, il arrivera un moment où des personnes telles que moi ne pourront plus contrôler la rue. Je crains alors le pire avec les Palestiniens à Koweït ou en dehors de l'émirat qui, eux aussi, voudront venger leurs morts. Où irons-nous dans ce cas ? », se demande notre interlocuteur, qui appréhende « une escalade incontrôlable et sanglante de représailles et de contre-représailles ».

Certains des activistes pour la défense des droits de l'homme ne partagent toutefois pas la sévérité du rapport d'Amnesty International. « Je pense plutôt que les atteintes aux droits de l'homme ont tendance à décroître d'une manière spectaculaire », souligne M. Ghanem El Najjar, l'un des responsables de l'Association pour la défense des victimes de la guerre. Il ajoute qu'un certain nombre de personnes ont été arrêtées pour avoir eu recours à la torture et qu'il « espère » qu'elles seront bientôt jugées. « Certes, dit-il, le gouvernement pourrait faire mieux. Mais je ne pense pas qu'il soit à l'origine de ces procédés déplorables. Il n'existe pas de politique officielle tendant à appuyer et encourager les violations des droits de l'homme ».

JEAN GUEYRAS



« réclamaient de plus amples discussions », qu'on avait débattu de « problèmes vifs » et qu'il était « trop tôt pour dresser des conclusions ».

Israéliens et Américains ont observé le même le plus total sur les « suggestions » formulées par M. Baker. Les conversations paraissent toujours tourner autour des mêmes difficultés. Il y a bien accord sur le principe d'une conférence de paix régionale qui se réunirait sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS pour traiter des conflits israélo-arabes ; mais les blocages apparaissent dès qu'on cherche à en préciser les modalités.

#### Interprétations divergentes

Privilégiant le dialogue direct avec ses ennemis, Israël veut que la conférence se limite à une cérémonie d'ouverture ; les pays arabes entendent que les parrains de la réunion, les Etats-Unis et l'URSS, puissent jouer un rôle actif et se mêler des conversations.

La composition de la délégation palestinienne est tout aussi litigieuse : l'Etat hébreu exerce la moindre participation de l'OLP et

M. Shamir durant plus de trois heures. En fin de journée, il s'est rendu à la vieille ville de Jérusalem. Il devait s'entretenir samedi avec une délégation de trois personnalités des territoires occupés – Fayal Hussein, Zacharia El Agha, Hanaan Ashrawi – avant de se rendre en Jordanie, première étape d'une tournée dans plusieurs pays arabes. A en croire la radio israélienne, le secrétaire d'Etat pourrait revenir à Jérusalem au milieu de la semaine prochaine.

Dés jeudi, la presse israélienne, citant des sources gouvernementales, faisait état d'une certaine amertume à Jérusalem. Les autorités reprochaient aux Etats-Unis d'être « revenus » sur un certain nombre de promesses faites à l'Etat hébreu lors des précédents séjours de M. Baker dans la Ville sainte. Côté américain, on laissait entendre que les Israéliens avaient, pour des raisons tactiques, largement exagéré les résultats obtenus lors des conversations de la semaine dernière avec M. Baker. Enfin, celui-ci aurait été particulièrement mal disposé par le refus d'Israël de « geler » les implantations en Cisjordanie.

ALAIN FRACHON



## DIPLOMATIE

Lors d'un bref séjour en Corée du Sud

### Le président Gorbatchev réitère son souhait d'une « nouvelle ère du Pacifique »

Au cours de ses entretiens avec le président de la Corée du Sud, M. Roh Tae-woo, samedi 20 avril, M. Gorbatchev a proposé la conclusion d'un traité de coopération et d'amitié destiné à renforcer les relations entre les deux pays. Troisième sommet soviéto-coréen en dix mois, cette rencontre rehausse le prestige international de Séoul et confirme le rôle que Moscou entend jouer en Asie. Les déclarations de M. Gorbatchev, de l'ouverture d'une « nouvelle ère du Pacifique », qui serait le pendant aux changements intervenus en Europe.

CHEJU

de notre envoyé spécial

Les Coréens, qui nourrissent une solide amitié à l'égard des Japonais, ont, non sans une certaine satisfaction, bénéficié des étonnantes déclarations de M. Gorbatchev et de son chef de l'Etat soviétique a dû prolonger sa visite en Corée du Sud jusqu'à samedi. C'est à la demande de Mos-

cou que l'île méridionale de la Corée a été choisie comme lieu du sommet : M. Gorbatchev a cherché à éviter de trop froisser la susceptibilité nord-coréenne en se rendant à Séoul. Il a néanmoins déclaré à Tokyo qu'il avait l'intention de se rendre prochainement à Pyongyang.

A Séoul, dix mille étudiants (et huit cents à Cheju) ont violemment manifesté contre la venue de Gorbatchev dont ils estiment qu'elle contribue à renforcer le « régime Roh Tae-woo » et constitue un acte de trahison à l'égard de la Corée du Nord. Radio-Pyongyang pour sa part n'a cessé

de critiquer cette visite, affirmant qu'elle contribue à prolonger la division de la péninsule.

Par une ironie de l'histoire, Cheju, aujourd'hui lieu des voyages de noces et des touristes, fut aussi le lieu de la dernière des grandes insurrections communistes qui éclatèrent en Corée au lendemain de la libération du joug japonais. Le mouvement de Cheju fut brutalement réprimé : on estime que la répression fit près de 38 000 morts, soit un quart de la population de l'île. Quelques mois plus tard, la péninsule était partagée en deux. M. Gorbatchev n'a dit mot de ces milliers de

### Le président Kim Il-sung lie réunification coréenne et sécurité en Asie

La Corée du Nord a réagi à la visite en Corée du Sud de M. Gorbatchev, par un long entretien du président Kim Il-sung, publié, samedi 20 avril, par le quotidien japonais Mainichi. Le président nord-coréen, soixante-dix-neuf ans, insiste dans cette interview — la première accordée en onze ans à un journal nippon — sur le lien existant entre la question de la réunification de la péninsule et la sécurité en Asie. « La réunification de la Corée doit être le fait du peu-

ple coréen mais elle ne peut être dissociée de la sécurité en Asie », a-t-il déclaré.

Sur la question de l'inspection des équipements nucléaires nord-coréens, M. Kim Il-sung a affirmé : « Les armes nucléaires américaines qui se trouvent en Corée du Sud constituent une menace pour notre pays et il est juste de nous demander de nous soumettre unilatéralement à une inspection sans en faire autant au sud ».

PH. P.

La visite à Paris du chef de l'opposition québécoise

### M. Parizeau veut resserrer les liens entre la France et le Québec

Le chef de l'opposition québécoise, M. Jacques Parizeau, en visite à Paris jusqu'au 26 avril à l'invitation du Parti socialiste, doit rencontrer le président François Mitterrand lundi 22 avril. Cette visite a deux grands objectifs : promouvoir l'idée de la souveraineté de la province et resserrer des liens politiques qu'elle a peu distendus entre la France et le Québec.

MONTREAL

de notre correspondant

Autonomie, indépendance politique ? Où va le Québec ? M. Jacques Parizeau, le chef du Parti québécois, tentera, au cours de sa visite d'une semaine à Paris qui commence lundi 22 avril, de convaincre ses interlocuteurs français que la « souveraineté » que le Québec revendique n'est pas une simple revendication mais une véritable « société distincte », devenue inéluctable.

Le leader de l'opposition québécoise devra d'abord décrire le lent processus en cours ainsi que les tenants et aboutissants de son option, deux chapitres pour lesquels les explications ne sont pas superflues à l'étranger. Refusant d'organiser à court terme le référendum sur la souveraineté que le Parti québécois réclame depuis que le reste du Canada a refusé d'accorder à la province, en juin dernier, un vague statut de « société distincte », le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a préféré le mois dernier donner « une dernière chance » au fédéralisme canadien. Il a invité Ottawa à soumettre d'ici à la fin de 1992 des propositions visant à réaménager le système politique du pays, de manière à satisfaire les principales revendications autonomistes des Québécois, qui rejettent unanimement le statu quo. Dans l'hypothèse où aucun terrain d'entente ne pourrait être trouvé, M. Bourassa envisage de consulter la population sur « une souveraineté québécoise dans un cadre confédéral canadien », concept sur lequel il ne se gène pas.

Si son parti remporte les prochaines élections normalement prévues pour 1993, M. Parizeau a quant à lui promis d'organiser « dans les plus brefs délais » un référendum portant sur la souveraineté d'un Québec qui se serait doté entre autres de la « capacité

exclusive de faire ses lois, de prélever ses impôts sur son territoire et de conclure toute forme d'accords ou de traités avec d'autres Etats indépendants ». On se sait si cette consultation devrait intervenir au début, au milieu ou à la fin des négociations que le Parti québécois se propose d'entamer pour obtenir le maintien — largement souhaité — d'un libre-échange et d'une monnaie commune avec le reste du Canada.

Un « Etat souverain »

La Constitution actuelle du Canada ne faisant pas mention du droit pour une province de faire sécession, il faudrait que les autres membres de la fédération approuvent les termes du divorce. A défaut, il faudrait que, « conformément au droit international, d'autres Etats reconnaissent le Québec comme Etat souverain », comme l'a récemment souligné la commission parlementaire élargie qui s'est penchée pendant six mois sur l'avenir politique de la province. Jusqu'où Québec éventuellement amené à imposer sa souveraineté ? M. Parizeau aimerait bien avoir une idée de la réponse à cette question, qui peut paraître prématurée tant que les Québécois ne se seront pas eux-mêmes prononcés sur leur propre avenir. Le soutien à l'option du Parti québécois, rejetée une première fois lors du référendum de 1980 par 60 % des votants, paraît plus fort qu'ailleurs mais d'ici à 1992, les termes du débat peuvent changer.

M. Parizeau s'est rendu à deux reprises au cours des dernières semaines aux Etats-Unis, pour y répéter, devant les milieux d'affaires notamment, qu'un Québec souverain ne remettrait en cause ni l'accord de libre-échange, ni les autres traités canado-américains. A ses yeux, la France doit constituer le deuxième grand axe de la politique extérieure du Québec. Un axe que l'actuel gouvernement de la province a négligé, selon M. Parizeau, ne serait-ce qu'en attendant exactement un an avant de nommer, en janvier dernier, un nouveau député général du Québec à Paris. D'autant que la visite que M. Rocard devait effectuer dans la province en septembre dernier, a été reportée à la demande de M. Bourassa, victime de graves ennuis de santé. Aucune nouvelle date n'a encore été fixée.

MARTINE JACOT

Le président Mitterrand se rendra à Moscou le 6 mai. — Le président François Mitterrand se rendra le 6 mai à Moscou pour une visite de travail, a confirmé le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, vendredi à Bucarest. Cette visite avait été annoncée à Paris par M. Anatole Loukianov, président du Soviet suprême d'Union soviétique, qui a précisé que M. Mikhaïl Gorbatchev voulait « remettre les pendules à l'heure » en ce qui concerne la coopération avec la France. — (Reuters).

Voyage du président de Croatie en Hongrie. — M. Franjo Tudjman, président de la Croatie, est arrivé vendredi 19 avril à Budapest, où il a entamé des entretiens avec les dirigeants hongrois. Il a fait valoir, lors de ses entretiens avec le premier ministre, M. Jozsef Antall,

que la Fédération yougoslave devra donner naissance à une communauté de Républiques souveraines, mais que si certaines d'entre elles rejettent cette solution, la Fédération se désintégrera et les Républiques deviendront indépendantes. Cette visite en Hongrie intervient alors que les relations entre Budapest et Belgrade demeurent tendues après l'affaire des livraisons d'armes par la Hongrie à la Croatie. — (AFP).

Reprise à Genève des négociations START. — Les négociations américano-soviétiques START sur le désarmement stratégique, qui doivent aboutir à une réduction sensible de l'arsenal nucléaire des deux puissances, ont repris, vendredi 19 avril à Genève, après un mois de pause, a-t-on appris auprès de la mission américaine. — (AFP).

### Face-à-face franco-maghrébin

Suite de la première page

Membre du comité exécutif de l'Étalon et ancien ministre marocain, M. Abdelhak Tazi, l'avoue : « On s'est laissé prendre à des discours sociaux ».

Ce traumatisme est plus durement vécu par tous ceux qui, intellectuellement et culturellement, avaient parié sur l'ancienne métropole et qui, par dépit amoureux, lui reprochent, aujourd'hui, de leur avoir fait le « coup du mépris ». A cheval sur deux sociétés, ces « Franco-Tunisins » et ces « Franco-Marocains », en mal d'identité, se retrouvent, après-guerre, comme désemparés. « On a détruit notre modèle », constate, ébahi, un universitaire maghrébin.

Que pendant et après la guerre du Golfe, une cohorte d'émigrants français — ministres, parlementaires et élus locaux — leur ait rendu visite, qu'ils leur aient adressé des discours apaisants et parfois embarrassés, donne à penser aux Maghrébins que leurs interlocuteurs sont dans leurs petits souliers et ont, à l'évidence, quelque chose à se faire pardonner. Ce retour-magasin politico-médiatique les a convaincus, si besoin était, de leur bon droit. Ce qui n'était peut-être pas l'objet de la manœuvre.

Par les temps qui courent, la guerre du Golfe devient un peu, pour les Maghrébins, un sujet tabou. A quoi sert de vouloir, les uns et les autres, chercher à se justifier et à se convaincre puisque les points de vue sont pratiquement inconciliables, confie-t-on ici et là ? Sans pour autant donner quittance à la France, n'est-il pas plus sage et plus utile de passer au point suivant de l'ordre du jour, d'essayer de repenser la coopération avec l'ancienne métropole ?

### Une forte charge d'affectivité

Au plus fort de la guerre du Golfe, que ne s'est-on promis de faire payer très cher à la France sa « trahison », d'aller chercher ailleurs, jusqu'au bout du monde, d'autres partenaires, chinois, indiens ou japonais par exemple ? Mais où qu'ils tournent leur regard, les pays du Maghreb n'y trouvent aucune solution de rechange viable. Ils réalisent sans peine, au-delà des slogans creux et faciles, le poids des contraintes historiques et géographiques.

Tel universitaire, qui appelait à la rupture des liens culturels avec la France, déposait en même temps une demande de stage auprès du CNRS ! Tel opposant tunisien, qui souhaitait que soit coupée la réception d'Antenne 2, possédait, lui, une colieuse antenne parabolique pour capter cette chaîne ! Combien de Maghrébins, attentifs à ce qui se passait du côté de Bagdad, priaient pour obtenir un visa qui leur ouvrirait la route de Paris ou de Marseille ? Les signes sont là, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, d'une sorte d'enchevêtrement de coutumes, de réflexes et d'intérêts dont on ne peut faire fi.

Mais, il y a quelque chose de fran-

chement archaïque dans les relations que la Maghreb entretient, depuis des lustres, avec la France. Relations, constate un universitaire marocain, mêlées « de alliances, de complaisances, de reproches et de déceptions ». M. El Malki note, dans ces rapports, « une très forte, voire une trop forte charge d'affectivité ». A son avis, « le face-à-face, partout, est malsain ».

Co-fondateur, en Tunisie, du mouvement islamiste Ennahdha avec lequel il est, aujourd'hui, en délicatesse, M. Abdelhadi Mourouci n'hésite pas à affirmer — par calcul ou par conviction ? — que ses compatriotes sont « presque français », qu'il n'a « rien contre la civilisation française », que la crise économique, voilà l'ennemi public numéro un. Le premier ministre, M. Ahmed Karoui, n'est pas, lui non plus, avare de bons sentiments envers l'ancienne métropole. « C'est depuis la France, raconte-t-il, que j'ai buté pour l'indépendance de mon pays et ça ne s'oublie pas ».

Mais, aux yeux des jeunes Maghrébins, qui maîtrisent mal notre langue, qui ne connaissent pas la France et qui sont d'autant plus frustrés qu'on les empêche d'y aller chercher un emploi, ce genre de discours sonne creux. Quelles images de l'Occident ont-ils retenues à travers la guerre du Golfe ? « Assurément négatives », indique M. Marzouki. Le mépris de l'Arabe, la volonté de puissance, la supériorité technologique, l'hypocrisie. Et ce sont ces générations-là, « les travailleurs », par toutes sortes de propagandes nationalitaires ou islamistes, qui seront, demain, aux commandes de leur pays.

Pour l'heure, les pays maghrébins cherchent à gérer, chacun à leur manière, l'après-guerre. En Tunisie, le mot d'ordre officiel est de tourner la page du Golfe, de clarifier une position « mal comprise » par Paris, en clair de « dédramatiser ». M. Habib Ben Yahya, le chef de la diplomatie, réduit la portée de ce malentendu aux dimensions d'un simple « accident de parcours ».

« Combien de crises, note-t-il, avons-nous déjà traversés, qui n'ont laissé aucune trace ! »

Pour les Tunisiens qui ont hérité, de leurs ancêtres phéniciens, un sens certain des affaires, l'amitié retrouvée à son prix. D'autant plus élevé que l'on sait la France dans les meilleures dispositions du monde pour renouer, très vite, le dialogue avec les pays du Maghreb. Il faut donc battre le fer pendant qu'il est chaud. « On ne va pas changer comme ça de monnaie », confie M. Ben Yahya.

« Notre modèle de société se rapproche beaucoup du nôtre », se plaît-on à souligner, dans les milieux officiels tunisiens où l'on insiste sur la nécessité de le défendre contre une menace islamiste par une vigoureuse politique économique. Ainsi, M. Abdallah Kallal, le ministre de l'Intérieur, a-t-il récemment lancé l'idée d'une sorte de plan Marshall. Montant de la facture que Paris est, pour une large part, appelé à régler : 1 milliard de dollars par an pendant cinq ans.

La fierté marocaine s'accommode assez mal de ce discours, même si d'aucuns, comme M. Tazi, plaident désormais pour des « relations d'intérêt sur la base du bénéfice mutuel ». Mais, ce qui importe bien davantage pour Hassan II, c'est la fragile revanche que les événements lui permettent de prendre sur la France. « Nos rapports sont au beau fixe », se félicite-t-on dans son entourage, à un point noir près : les médias.

La manière pondérée et responsable avec laquelle le souverain chérifien a géré la guerre du Golfe pourrait en faire de nouveau, aux yeux de Paris, un utile et précieux interlocuteur pour renouer le dialogue avec le monde arabe. Alors qu'à l'automne dernier, la brouille franco-marocaine, née après la publication du livre de Gilles Perrault, *Notre ami, le roi*, avait mis en fumée un assez beau coup moins séduisant de sa personnalité.

### L'ère du partenariat

Pour retrouver, outre-Méditerranée, la confiance perdue, « la France doit se montrer tout de suite sérieuse sur la question palestinienne », qui, pour l'opinion publique maghrébine, est le nerf de la paix au Proche-Orient. « Nous l'attendons du tour-nant », affirme M. Fathallah Oualalou, chef du groupe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Parlement marocain. Il ne lui suffit pas de répéter ses prises de position d'avant-guerre. On les connaît par cœur. Elle doit maintenant passer aux actes, prendre des mesures concrètes pour les faire aboutir.

Au demeurant, il y a un ton paternaliste, une sorte de préchi-précha auquel succombent parfois les hommes politiques français, qui a de plus en plus de mal à franchir la Méditerranée. A cet égard, les propos récemment tenus par M. Michel Rocard, à l'Assemblée nationale, invitant les pays du Maghreb à dépasser leurs déceptions et leurs

frustrations, ont fait, ici et là, grincer bien des dents. « Cette tendance de la France à s'élever en genéraliste moral, est difficilement acceptable, précise M. El Malki. Cela nous rappelle un certain passé colonial ».

A vrai dire, de Tunis à Rabat, se fait jour, à des degrés divers, le souci de « dépassionner » les relations franco-maghrébines. Au point même d'entendre un universitaire marocain plaider « le calcul froid au-dessus de toute autre considération ». « On entre dans l'ère du partenariat », affirme M. Ben Yahya. Mot qui, ici, a, aujourd'hui, bien meilleure presse que celui d'un peu vieillot de coopération. A cet égard, d'aucuns évoquent la nécessité de dépasser le cadre proprement bilatéral des relations franco-maghrébines. Manière de les enrichir. Avec l'Europe pour horizon et la Méditerranée comme terrain d'exercice.

La Maghreb n'est d'un côté qu'à 13 kilomètres de l'Europe via le détroit de Gibraltar et guère plus de l'autre par le canal de Sicile. Dans le débat nord-sud, la Méditerranée devient un compromis acceptable, un projet qui a plus de consistance économique et moins de connotation politique que celui de la francophonie. Aujourd'hui, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie redécouvrent ce « lien », cette « mer intérieure » dont ils occupent la rive sud-ouest.

La Méditerranée, formulée à succès ? Encore conviendrait-il que, dans la perspective du marché unique de 1993, la Maghreb réussisse à rassembler ses énergies. Reste qu'entre deux ensembles économiques de force à combler inégale, les relations n'en seront pas moins conflictuelles, notamment en matière de libre circulation des hommes et des biens. Comme elles pouvaient l'être avec la France. Pour débloquer ce dialogue nord-sud, il faudra peut-être alors autre chose que du « calcul froid ». Quelque chose qui ressemblera, quand même, à une sorte de complicité chaleureuse.

JACQUES DE BARRIN

Il est un pays qui a donné naissance au mot **azur** et qui en a fait son mot de passe entre le ciel, la mer et le voyage des yeux.

# MAROC

OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME, 161 RUE SAINT-HONORÉ 75001 PARIS. TÉL. : 42 60 63 50.

مكتبة الأمل



حزب الناصريين

## POLITIQUE

Après la décision de la chambre d'accusation d'Angers

# La revanche du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, réunie à huis clos, vendredi 19 avril, sur requête du procureur de la République du Mans, a considéré que la procédure ouverte le 8 janvier dernier au Mans et conduite par le juge Thierry Jean-Pierre était « conforme au droit ». La chambre d'accusation devait se prononcer sur la régularité de l'ouverture de cette procédure, qui avait été rendue possible par un réquisitoire supplétif basé sur les déclarations de M. Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la fédération sarthoise du Parti socialiste. L'annulation de ce réquisitoire aurait entraîné l'annulation de l'ensemble des actes de procédure, et notamment de la perquisition opérée le 7 avril par le juge Jean-Pierre, au siège parisien de la société Urbatech.

Le jour même, le magistrat avait été dessaisi du dossier, sur décision du président de son tribunal. Au contraire, le fait que la chambre d'accusation ait considéré la procédure initiale régulière lève les doutes sur la poursuite de

l'instruction, désormais confiée au juge Jacques Liberge au Mans. Par ailleurs, la chambre d'accusation a considéré que les deux parties civiles qui s'étaient constituées auprès du juge d'instruction, la Ligue des contribuables et l'Union départementale de la CGT, étaient irrecevables. La décision de la chambre d'accusation constitue une véritable victoire pour le juge Thierry Jean-Pierre, ainsi que pour les deux substituts du parquet du Mans qui lui avaient donné les moyens juridiques d'élargir sa saisine.

M. Jean-Pierre a en ast d'ailleurs déclaré « très, très heureux ». « Cette décision montre le mal-fondé des déclarations de Henri Nallet et de Georges Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure. » En revanche, elle constitue un véritable camouflet pour le ministère de la Justice, MM. Nallet et Kiejman n'étant ni l'un et l'autre vivement engagés dans ce dossier en dénonçant des erreurs de procédure et en mettant en cause personnellement le juge d'instruction, dont ils estimaient l'attitude partisane. Le ministère de la

Justice se refusait, vendredi 19 avril, à tout commentaire sur la décision de la chambre d'accusation, tant que ses motivations ne seraient pas connues. De même on ne souhaitait pas Place Vendôme s'exprimer, samedi 20 avril, sur les conséquences politiques de cette affaire.

L'opposition, alla, a réagi immédiatement, demandant par la voix notamment de MM. Alain Juppé, Bernard Pons, Jean-Louis Debré, Alain Madelin, François d'Aubert, Philippe de Villiers, aux deux ministres de démissionner. Dans les milieux judiciaires, où depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre on n'avait pas ménagé le soutien au magistrat tant critiqué par le pouvoir, ni manqué de dénoncer, toutes tendances confondues, l'atteinte à l'indépendance des magistrats et le trop grand poids de l'exécutif sur la justice, les réactions ont été tout aussi vives. Le Syndicat de la magistrature, dont M. Jean-Pierre est le délégué régional, dénonce « l'opération de désinformation de l'exécutif » dans l'affaire du dessaisissement du juge du Mans. « Le

garde des sceaux et le ministre de la Justice n'ont pas respecté le principe de la séparation des pouvoirs fondé sur l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et qui est un principe constitutionnel. » Pour l'Union syndicale des magistrats (modérée, majoritaire), la décision de la chambre d'accusation rend « inexplicable et suspect » le dessaisissement du juge Jean-Pierre.

« Que reste-t-il du cambriolage judiciaire dénoncé par Georges Kiejman ? Le dessaisissement était aussi rapide qu'injustifié. » L'Association professionnelle des magistrats (droite) estime, elle, que le décision de la chambre d'accusation « est un désaveu cinglant infligé aux deux ministres, qui n'ont cessé de clouer au pilori ce magistrat en l'accusant de très graves fautes professionnelles. » L'APM estime qu'ils se sont « disqualifiés » et leur demande « d'en tirer les conséquences ».

Les réactions dans les milieux politiques

## M. Le Pen dénonce la « pourriture de l'Etat socialiste »

M. Jean-Marie Le Pen a dénoncé, vendredi 19 avril, devant plus d'un millier de militants et sympathisants réunis à Versailles, « la pourriture de l'Etat socialiste », dont les principales personnalités font partie, a-t-il dit, du « gacha de la république ». Evoquant par le menu les « affaires » de ces dernières années, de Luchaire à Urbatech, M. Le Pen n'omettant pas celles auxquelles des personnalités de l'opposition avaient été ou seraient mêlées (Chammet, Cogedim), M. Le Pen a affirmé, à la grande joie de l'assistance, que « c'est en gentilles manières que le gouvernement se promène ».

« Ce sont des menteurs, ce sont des voleurs », a-t-il lancé, en accusant également l'opposition — à l'exception de M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, dont il a salué l'attitude — d'être complice des socialistes par son silence. « Il est vrai que pour monter au coq, il est nécessaire d'avoir des caleçons propres », a-t-il ironisé à propos de MM. Jacques

Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard. Demandant l'ouverture d'instructions sur les « affaires », le président du Front national a expliqué qu'il n'ose « espérer que la conscience morale exigeante de M. Rogard, ni celle de M. Mitterrand puissent les pousser jusqu'à se trancher la gorge eux-mêmes ».

La salle a chaudement applaudi la dénonciation de « l'Etat mafieux », symptôme de la « décomposition » de la classe politique française, et la « déliquescence » de la démocratie. M. Le Pen a expliqué que la démocratie est un système « médiocre », mais qu'il n'en connaît pas d'autre. La salle est restée muette. « Les structures politiques de notre pays sont profondément corrompues, et je suis le seul à pouvoir le dire, car je suis le seul à pouvoir le dire, car je suis le seul à pouvoir le dire », a-t-il encore lancé, après avoir systématiquement mis dans le même sac la droite et la gauche parlementaires.

P. S.

## M. Juppé estime que MM. Nallet et Kiejman « se sont déconsidérés »

BOURG-EN-BRESSE  
de notre correspondant

M. Alain Juppé inaugurerait la nouvelle permanence départementale du RPR, vendredi 19 avril, à Bourg-en-Bresse (Ain), quand il a pris connaissance de la dépêche de l'agence France-Presse annonçant que la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers avait jugé conforme au droit la procédure suivie par le juge Jean-Pierre dans l'affaire Urbatech. « MM. Nallet et Kiejman ont été d'une imprudence verbale phénoménale », a déclaré le secrétaire général du RPR. Ils

n'ont pas eu de mots assez durs pour accuser le juge Jean-Pierre d'avoir été l'objet, sinon l'artisan, d'une manipulation politique et d'avoir violé les règles de l'instruction. Ils se sont déconsidérés dans cette affaire. Je ne vois pas bien, désormais, quelle autorité ils conservent sur l'institution judiciaire. A eux d'en tirer spontanément les conséquences. » Pour M. Juppé, « tout cela prouve que la thèse d'une pression politique exercée par le pouvoir socialiste pour faire obstacle au cours de la justice était la bonne ».

L. G.

## M. Pons (RPR) accuse le garde des sceaux « d'avoir sciemment menti »

M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a demandé, vendredi 19 avril, que MM. Henri Nallet et Georges Kiejman viennent « s'expliquer » devant les députés après la décision de la chambre d'accusation d'Angers. Cette décision « inflige un démenti cinglant » aux propos tenus le 9 avril par le ministre délégué de la Justice et le 10 avril par le garde des sceaux, a observé M. Pons dans un rappel au règlement, ajoutant : « On ne peut pas dire n'importe quoi dans l'hémicycle, qui n'est pas un préau d'école. On bien ces deux ministres étaient mal informés, ou bien ils ont sciemment menti à la représentation nationale. » Le président du groupe RPR a demandé une suspension de séance pour « le temps nécessaire à la venue des ministres ». MM. Nallet et Kiejman ne s'étant pas présentés au Palais-Bourbon, la séance a repris vingt minutes plus tard. M. Pons a alors souligné qu'« après avoir menti à la représentation nationale »,

M. Nallet lui infligeait le témoignage de son « mépris souverain ». Au nom du groupe UDF, M. Jean-Luc Prél, député de la Vendée, s'est associé aux propos du président du groupe RPR.

□ M. de Villiers : « Une leçon cal-saute ». — M. Philippe de Villiers, député (UDF-PR) de la Vendée, a déclaré, vendredi 19 avril, que la décision de la chambre d'accusation d'Angers « est une leçon pour tout le monde, cuisante pour le pouvoir ». L'ancien ministre « laisse le soin à M. Nallet », qui, a-t-il dit, « vient de la chambre d'accusation rouge », « d'en tirer les conséquences ».

□ M. Madelin : démission. — M. Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, a déclaré, vendredi 19 avril, que « pour le bon fonctionnement de la justice », M. Henri Nallet, garde des sceaux, « doit donner sa démission ».

Il est 10 heures, et déjà, les journalistes bantent le palais de justice d'Angers. La chambre d'accusation de la cour d'appel doit, il est vrai, se prononcer dans la journée sur la régularité de l'ouverture de l'instruction judiciaire qui est à l'origine de « l'affaire Jean-Pierre ». La plupart des protagonistes n'ont pas attendu cette audience pour dire tout et fort leur sentiment sur le sujet : M. Henri Nallet a affirmé à plusieurs reprises que M. Thierry Jean-Pierre « avait manifestement enfreint les règles de la procédure pénale ». M. Georges Kiejman, que les juges se devaient de ne pas oublier « leur maître, la loi et rien que la loi », et M. Jean-Pierre que la « procédure suivie était parfaitement régulière ». Cette fois, la parole est à la justice.

L'audience est ouverte par le président de la chambre d'accusation, M. Jean Gouette. Il y a là les deux avocats de la Ligue des contribuables, M. Sylvain Garant et Jean-Marie Job, l'avocat de l'Union départementale sarthoise de la CGT, M. François Gallot-Lavallée, et l'avocat d'Urbatech, M. Yves Baudelot. Le président Gouette, qui sait l'affaire délicate, tente d'embellir d'apaisantes les esprits. « Je ne fais pas de politique, précise-t-il, je fais du droit. »

### « Justice vichyste »

L'audience est ouverte, et l'on discute déjà de la présence de la Ligue des contribuables et de l'Union départementale de la CGT. L'avocat général et le président sont d'accord : ces deux associations sont constituées des deux parties civiles après la saisine de la chambre d'accusation par le procureur du Mans. Faut-il dès lors accepter leur présence à l'audience ? M. Yves Baudelot en profite pour soulever le problème de la recevabilité de ces deux parties civiles. Premier incident. Faut-il l'idée de se voir interdire l'audience, les avocats de la Ligue des contribuables et de la CGT se récrient. « Il était impensable d'aborder ce sujet, expliquait M. Sylvain Garant dans

la soirée. La chambre d'accusation n'en était pas saisie. Nous étions en plein surréalisme. » Querelles, éclats de voix, indignation : les avocats des deux parties civiles présentes demandent brusquement une suspension de séance.

A peine sortis de la chambre, tous trois se précipitent à la bibliothèque du Palais afin de consulter la jurisprudence. Ils faillirent, et se renseignent. Et une demi-heure, leur religio est faite : la chambre d'accusation ne peut se saisir de la régularité de leur constitution de partie civile. De retour à l'audience, les trois avocats détaillent leurs arguments. Le président et ses deux conseillers se retirent. A 12 h 30, lorsqu'ils reparaissent, les constitutions de parties civiles sont déclarées irrecevables. Les yeux de la chambre d'accusation, la Ligue des contribuables et l'Union départementale de la CGT n'avaient pas, selon la formule consacrée, « intérêt à agir » dans ce dossier.

Le président Gouette prie alors les trois avocats de quitter la salle. Cette fois, c'est le tollé. « Nous avons en face de nous une justice vichyste, moins la malice et plus l'hypocrisie », lance M. Garant devant les journalistes. Il s'agit d'un véritable coup d'Etat judiciaire. Nous allons immédiatement nous pourvoir en cassation. » Plus mesuré, M. Job, qui défend lui aussi la Ligue des contribuables, se contente d'une remarque pincée d'intuition. « Il ne faut pas, explique-t-il, préjuger de l'arrêt qui sera rendu tout à l'heure. »

Chassés de la chambre, les parties civiles tonnent mais l'audience se poursuit. Le président et ses deux conseillers entendent successivement le réquisitoire de l'avocat général d'Angers et la plaidoirie de l'avocat d'Urbatech. M. Yves Baudelot, tous deux demandant l'annulation du réquisitoire signé le 8 janvier par le substitut du procureur du Mans au vu de la première déposition de l'ancien numéro deux du PS sarthois, Pierre Coicadan. « Les seules prévisions données par le docteur Coicadan, plaide M. Baudelot, se limi-

taient en effet à dire qu'il avait su que certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics, et n'étaient pas plus précises que ce que le docteur Coicadan avait pu lire dans des articles de presse. » Dénonçant « l'imprécision » de la déposition, il souligne que M. Pierre Coicadan « n'a cité aucune infraction, aucune date, et aucun lieu ».

Cet épisode dure à peine une demi-heure. A 13 heures, l'audience s'achève, mais le Palais se prépare à un nouvel incident : les avocats de la Ligue des contribuables, qui attendent devant la porte depuis qu'ils ont quitté l'audience, se précipitent sur M. Baudelot en l'insultant. « Il nous avait tiré une balle déloyale en plein cœur en expliquant l'irrecevabilité », explique M. Sylvain Garant. « Prouve que j'ai dépassé le ton du débat mondain. Je lui ai dit vivement qu'il déshonorait notre profession. » On est à deux doigts de l'empoignade. Une fois le calme revenu, c'est l'attente.

### « Très, très heureux »

A 16 heures, l'arrêt de la chambre d'accusation surprend tout le monde : M. Baudelot était persuadé de la nullité du réquisitoire pour extorsion de fonds, les avocats des parties civiles ne croyaient pas, disent-ils, à la « sérénité de la justice ». Dès l'annonce de la décision, le juge Jean-Pierre se dit, lui, « très, très heureux ». « La décision de la chambre d'accusation, explique le magistrat du Mans, prouve, à tout le moins, le mal-fondé des déclarations de MM. Nallet et Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure avant même que l'arrêt de la chambre d'accusation ne soit rendu. » Les parties civiles, qui viennent pourtant d'être déclarées irrecevables, exclament : « Ce soir nous déboulons le champion », lance M. Sylvain Garant. La justice va enfin pouvoir faire son travail. M. Baudelot, qui se dit à la fois « déçu » et « surpris », annonce, lui, un prochain

pourvoi en cassation. Assommée, la Chancellerie se tait.

La chambre d'accusation, dont l'arrêt ne sera notifié que la semaine prochaine, a donc jugé que l'ouverture, le 8 janvier, de l'instruction judiciaire pour extorsion de fonds était « conforme au droit ». A ses yeux, la déposition du docteur Coicadan expliquant que « certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics » suffit à fonder l'ouverture de l'instruction judiciaire pour extorsion de fonds.

La chambre d'accusation ne pouvait toutefois se prononcer sur l'ensemble de la procédure suivie par le juge Jean-Pierre. La requête du procureur du Mans, M. Henri Bertron, était clairement limitée à la première étape du dossier, c'est-à-dire l'ouverture, le 8 janvier, de l'instruction. Les magistrats d'Angers s'étaient donc pas invités à se prononcer sur l'ensemble de la procédure, notamment l'inculpation et l'incarcération. Le 6 avril, de M. Christian Giraudon, et la perquisition menée par le juge Jean-Pierre dans les locaux parisiens d'Urbatech, le 7 avril.

L'instruction sur l'affaire Urbatech menée au tribunal du Mans va donc pouvoir se poursuivre. Le juge Jacques Liberge, qui est chargé du dossier depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre, est désormais totalement maître de la conduite de l'instruction. La prochaine étape sera sans doute l'ouverture des cinq caisses de dossiers saisis par le juge Jean-Pierre dans les locaux d'Urbatech. Il suffit à M. Liberge, pour briser les sceaux, de convoquer le seul inculpé de l'affaire, M. Christian Giraudon, son avocat, M. Baudelot, et le « tiers chez lequel la saisie a été faite », le liquidateur d'Urbatech.

La Ligue des contribuables, dont la constitution de partie civile a pourtant été jugée irrecevable dans l'après-midi, n'a d'ailleurs pas perdu de temps. A peine connue la décision de la chambre d'accusation, elle fait sauter le juge Liberge une requête demandant l'ouverture immédiate des scellés.

ANNE CHEMIN

## Le râleur et les minitélites

Dans un style volontiers dépouillé, répondant le plus souvent en quelques mots, le juge Jean-Pierre s'est prêté, vendredi 19 avril, au jeu des questions-réponses sur la sarvice Minitel du quotidien Libération. Les réponses ont été rédigées dans la matinée. Le juge ignorait encore la décision de la chambre d'accusation d'Angers.

Répondant à une question des minitélites sur « les moyens dont disposent les magistrats solidaires de lui » afin d'influer sur le cours de cette affaire, le juge a été formel : « Il est théoriquement impossible d'influer sur le cours d'une affaire. Bien qu'il soit pour le moins choquant que le garde des sceaux lui-même ait son ministre délégué annonçant aux médias que la procédure est nulle avant que la chambre d'accusation ne statue... »

M. Thierry Jean-Pierre affirme qu'il n'est pas un « juge rouge », qu'il se situe « en dehors du jeu

politique », et « l'exploitation qui peut être faite d'une affaire judiciaire par les uns ou par les autres ne [le] concerne pas. » Les minitélites s'obstinent pourtant, parfois avec un brin d'humour. « La mairie de Paris vous a-t-elle offert un poste de conseiller juridique avec l'inspecteur Giraudon, et ce pour l'année prochaine ? » demande l'un d'eux. Le juge Jean-Pierre se dédant. « Non, pourquoi, vous avez des tuyaux ? »

Les minitélites se montrent insistants : « Pourquoi cette obstination, quel est votre but ? » Et le juge Jean-Pierre s'interroge. « Et si la véritable mobile du crime » si le désir d'aller jusqu'au bout d'un dossier ? Sa caméra, dit-il, « l'indiffère ». Et qu'il quelqu'un lui demande ce qu'il reste à un juge « qui ne peut pas faire son boulot », M. Jean-Pierre répond sans hésiter : « Râler contre ceux qui l'empêchent de le faire... »

## Sans péril

Suite de la première page

La décision d'Angers ne remet pas le dessaisissement du juge Jean-Pierre en question, tant, du moins, que le collègue qui le remplace n'est pas en congé, auquel cas le tableau des permanences laisse au dessaisi le droit d'instruire l'affaire qui devrait lui échapper...

On sera, en deux semaines, passé d'un « cambriolage judiciaire » à un micmac du même nom qui donne le tournis aux justiciables, affole les tournés, égare les esprits qui tentent naïvement d'y voir clair, et renforce le camp des ricanes et des déshabillés.

L'acharnement judiciaire à démontrer ce qu'on savait déjà — les dossiers du financement du PS — est déclaré régulier, en droit. Fort bien. Mais qu'y aurait gagné, en fait, et la justice et la politique ? La justice aura été ses déchéances, son mal vivre, sur un fond de récriminations légitimes, avec force mouvements de menton sur le thème « nous sommes le dernier rempart de la démocratie ».

La politique, côté PS et gouvernement, aura montré perte de sang-froid, hâte à conclure et peur de la lumière comme de son ombre. Côté opposition, elle aura montré une suspecte gourmandise, une précipitation à s'indigner comme à crier victoire, qui traduisent plus d'arrière-pensées sans rapports avec la justice et la vérité qu'une volonté vraie de poursuivre la corruption partout où elle se veut, tâche il est vrai colossale (et qui risquerait parfois de ramener des censeurs vers leurs propres scieries...).

La victoire judiciaire du « petit juge » couronne la provocation que semble avoir constitué, de bout en bout, son opération — puis qu'il œuvre encore, le fameux dimanche, alors qu'il se sait dessaisi — et a fonctionné à plein. Elle se résume sur le pouvoir politique aussitôt accouru. Entre l'adresse de ce juge et de ses amis à défer le pouvoir, et l'impotence des gouvernements à « tenir » la justice et à se tenir face à elle, qu'est-ce qui est, en définitive, rassurant pour la démocratie ? Pas grand-chose.

BRUNO FRAPPAT







Paris.

**M. Krasucki : « Nous voulons sincèrement changer nous avons du mal à le faire »**

**PIERRE-ANGÈLE GAY**

« L'innovation, la création ne se passe pas affaire de taillé, poursuit David Kirschner. Mais affaire d'adresses, de rêves, de vision. » Ce patron, qui fut scénariste, auteur et producteur de quinze autres séries de la Warner Spelling, s'adresse à une assemblée d'une messagerie de son incontestable réussite. Disney, qui comptait le réalisateur Tim Burton dans son équipe, ne savait trop comment l'employer. Lassé, ce dernier partit chez Warner Bros. Il y mourut... *Batman*. « *Warner ne fait plus de création, mais du business* », laisse tomber David Kirschner. Sur de lui, ce jeune homme sage. Tour sûr ?

Bonne nuit à y plus de trente ans, fondée Hilla et Joe Barbera, les créateurs de *Tom et Jerry*, le studio de Los Angeles a connu une heure de gloire pendant les années. Quand le



# Le Monde

## HEURES LOCALES

### Paris, galère pour les handicapés

Malgré les efforts de la municipalité et des services publics, les déplacements dans la capitale restent difficiles pour les personnes à mobilité réduite

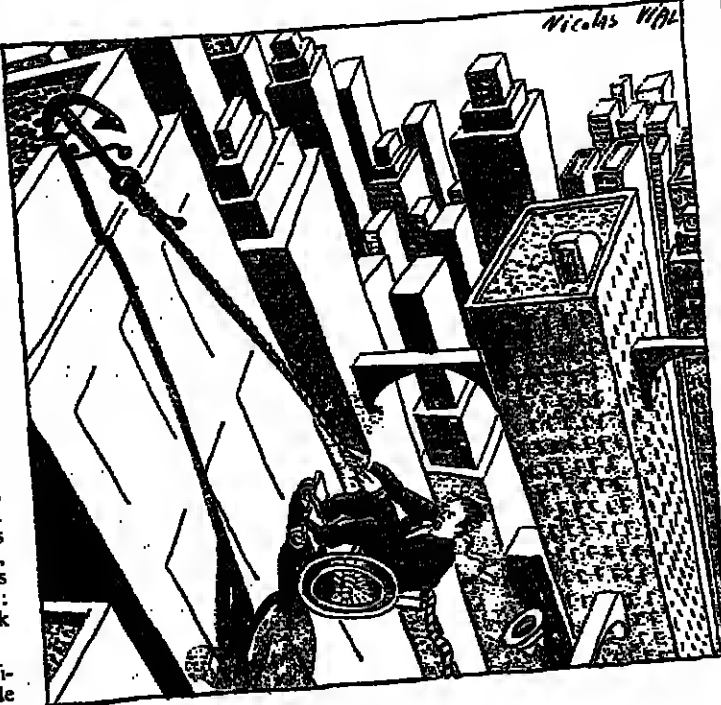
À la cime de l'Arche de la Défense, tout là-haut dans le ciel, on rencontre parfois, à demi soulevés sur les accoudoirs de leurs fauteuils roulants, des handicapés émerveillés par le panorama. Ils sont aussi fiers que des alpinistes ayant atteint un sommet. Car pour arriver là, depuis les profondeurs du parking, il leur a fallu emprunter quatre ascenseurs différents avec appel, attente, accès réservé et clé spéciale. Des complications identiques les attendent à la descente.

Paris, qui s'enorgueillit d'être l'une des villes les plus accueillantes du monde, peut être une galère quotidienne pour ceux qui ont l'infortune de n'être pas performants. Pourtant, situation non moins exceptionnelle, le gouvernement et la municipalité comptent dans leurs rangs deux hommes de caractère, tous deux handicapés, aussi résolu et méditerranéens l'un que l'autre : MM. Michel Gillibert et Patrick Segal.

Chacun à leur poste, ils symbolisent la volonté des malchanceux de la vie de participer à la marche du siècle et l'histoire nouvelle que les pouvoirs publics portent à cette demande. Mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Paris en porte le témoignage.

Certes, la capitale, dans son opulence, se montre généreuse. Allocation spéciale, aide aux familles ayant un enfant infirme, allocation de logement : elle a versé l'an dernier à quelques milliers de handicapés parisiens, en supplément des aides de l'Etat, plus de 63 millions de francs. Sans compter les dizaines de millions de francs de subventions qu'elle accorde aux associations d'occupants d'invalides. Une manne que les plus critiques reconnaissent comme unique en France. Mais ce n'est plus la bioéconomie que les handicapés sollicitent. Ils demandent un logement, du travail, le moyen de s'y rendre et l'accès à tous les services publics. La liberté d'être des citoyens comme les autres, en somme.

À cet égard, Paris accuse bien des retards. Pour un handicapé, qu'il soit malvoyant, atteint de surdité, diminué mental ou invalide moteur, se déplacer dans la capitale, c'est déjà une aventure. Depuis une dizaine d'années, les services de la voirie remodèlent les bords de trot-



toir pour faciliter le passage des chaises roulantes. Soixante-dix kilomètres leur sont ouverts... sur 1 200 kilomètres de rues. Mais les deux ou trois feux sonores expérimentés pour les aveugles ont été stoppés par plainte des riverains.

#### Un accompagnateur gratuit

Gagner un autre quartier est encore plus problématique. Contrairement aux métros de San-Francisco et d'Amsterdam, aux tramways de Lille, de Grenoble et au VAL de Lyon, le métro de Paris est impraticable par les handicapés moteurs. Les bandes de handicapés collées le long des quais rugueux collées le long des quais évitent à présent aux malvoyants de tomber sur les voies, mais il n'y a toujours pas d'annonce sonore des stations comme cela se pratique à Lille, à Lyon et en divers pays étrangers. Pour les sourds, incapables de comprendre ce que leur dit le guichetier, ou à l'arrêt dans une cinquantaine de stations (sur deux cent quatre-vingts) des dispositifs magnétiques facilitant la communication.

Pour le RER, c'est un peu mieux : dans treize-neuf gares sur soixante-deux, les fauteuils roulants peuvent emprunter d'anciens monte-charge

à condition de trouver un employé pour les manœuvres. Reste ensuite à pénétrer dans les wagons, ce qui est impossible sans aide dans un certain nombre de stations de banlieue.

Quant aux bus, il n'y a pas de plancher surélevé à 58 centimètres de la chaussée (moitié plus haut qu'en Allemagne), aucune indication visuelle d'indiquer les arrêts à l'intérieur du véhicule, et les annonces sonores ne fonctionnent que sur vingt-deux des cinquante-sept lignes. La RATP dépense une dizaine de millions de francs par an pour combler ces immenses lacunes.

En attendant, pour y suppléer, elle offre chaque jour à une centaine de handicapés un accompagnateur gratuit, qu'il convient de retenir par téléphone vingt-quatre heures à l'avance (1). On trouve encore, accessible avec la Carte orange, une petite flottille de minibus spéciaux transportant les handicapés de leur domicile à leur lieu de travail. Ce service, beaucoup plus restreint que celui de Bordeaux et de Marseille, est à la fois fort coûteux, insuffisant et à l'abandon. Pour les handicapés qui, faute de fortune personnelle, ne peuvent s'offrir une voiture et un parking, il reste les taxis, trop souvent

reluctants. Quant aux conducteurs invalides, pour lesquels le stationnement est théoriquement gratuit mais qui ne disposent pas d'emplacements réservés, ils paient de « la galère » des déplacements en ville. Toutes les associations réclament la création d'un comité régional des transports harmonisant enfin les initiatives des diverses institutions. Il s'agit en effet d'une seule et même difficulté dans un itinéraire pour dissuader un infirme de tenter l'aventure.

#### Aménager les boutiques

L'anarchie des transports est d'autant plus déplorable que les efforts se multiplient pour rendre les lieux publics accessibles. Depuis 1988, la municipalité y consacre 5 millions de francs par an. La totalité des mairies et des marchés couverts. 30 % des jardins et des services sociaux, 70 % des édifices culturels et 40 % des piscines qu'elle gère peuvent être fréquentés sans problème par les handicapés moteurs. Initiative particulièrement appréciée : M. Patrick Segal, ce « Super-man en fauteuil roulant » devenu l'adjoint de M. Jacques Chirac en 1989, a fait éditer des guides d'orientation indiquant, plans à l'appui, quelles sont les rues et les bâtiments publics accessibles aux handicapés. Trois arrondissements (3<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>) sont déjà pourvus. Tous les autres, promet-on, seront « couverts » d'ici à 1995. En outre, M. Segal s'efforce, non sans mal, de convaincre les commerçants parisiens d'aménager leurs boutiques (souvent un simple plan incliné amovible suffit) pour mieux accueillir leurs clients invalides.

L'Etat, de son côté, a vigoureusement relancé en 1989 une politique tendant à faciliter l'accès des transports en commun, des constructions privées et des édifices publics aux handicapés. Les musées nationaux, au moins, avaient pris le devant. Si le Centre Pompidou avait oublié les invalides (comme les Galeries Lafayette, d'ailleurs), le Grand Louvre - depuis la construction de la Pyramide -, le Musée d'Orsay, le Musée Picasso, la Cité des sciences ont prévu les rampes et les ascenseurs qui conviennent, même si ces derniers nécessitent encore un appareil spécial muni de la clé ad hoc. M. Patrick Segal affirme que, depuis des années, il fréquente librement les musées, les salles de spectacle et de cinéma de la capitale. « Il faut parfois se fâcher pour être admis, recon-

naît-il, mais on y arrive ». Le Châtelet, Bercy et l'Opéra Bastille sont ainsi fréquentables sous réserve d'un petit coup de main ici ou là.

C'est la Cité des sciences de La Villette qui - technique oblige - a le plus innové. Une partie des cent cinquante mille volumes et des cinq mille sept cents périodiques de la médiathèque peuvent être consultés par les malvoyants grâce à des appareils qui lisent à haute voix ou qui traduisent en braille. Dans les salles, traduisent en braille. Dans les salles, des chemins tactiles au pied sont tracés au sol et les audiovisuels - dont les trois quarts sont compréhensibles même si l'on ne connaît pas les images - ont des commandes en braille. Quant aux écoliers sourds, ils découvrent avec enthousiasme les trésors de la Cité grâce à des animateurs qui leur parlent le langage des signes. Leurs maîtres découvrent des élèves sourds attentifs, questionneurs et avides de savoir. « Quotidiennement, dit un responsable, nous démontrons que les efforts accomplis pour sortir des handicapés de leur isolement sont formidablement productifs. Et qu'ils profitent, en fin de compte, à tout le monde ».

Restent, pour les handicapés, deux points particulièrement noirs dans la capitale : le logement - financièrement encore plus inaccessible que pour le commun des mortels - et l'emploi. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, Paris a tendance à devenir, chaque jour davantage, une ville réservée aux fortunés et aux performants.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Voyage accompagné. Tél. : 46-70-38-74.

### Le papier recyclé s'impose à Rennes

La collecte des vieux papiers est presque devenue une habitude pour les citoyens et un service supplémentaire pour les municipalités. La ville de Rennes propose, depuis 1985, à ses habitants d'accomplir ce geste civique qui permet de récupérer des feuilles imprimées pour les recycler. L'an passé, 1 200 tonnes de papier ont ainsi été remassées, un volume qui témoigne de l'importance de l'opération.

Mais la municipalité d'Edmond Hervé ne s'est pas contentée de cette première victoire écologique. Elle a décidé d'aller plus loin en choisissant d'imprimer son bulletin municipal sur du papier recyclé. Depuis quelques jours, les habitants de la capitale bretonne ont pu découvrir dans leur boîte aux lettres un magazine imprimé sur un nouveau support qui ne provient pas directement des arbres. Le Rennais, tiré à 107 000 exemplaires chaque mois, nécessite pour sa fabrication 18 tonnes de papier. Grâce à un accord passé avec une usine du pôle, située à Turckheim, où cette municipalité a obtenu que cette matière première provienne de déchets domestiques et industriels, renoués. « Le papier recyclé, réputé fragile et gris il y a encore dix ans, est aujourd'hui reconnu de plus en plus comme une bonne qualité par les plus exigeants des imprimeurs », explique Martial Gabilard, premier adjoint au maire et directeur de la publication.

Le bulletin a abandonné sa couverture glacée, mais la couleur est toujours présente au fil des pages d'un journal qui a su éviter l'écologie. Pour les finances municipales, ce changement de papier signifie une économie de près de 30 000 francs par numéro. Quant aux élus Verts, ils applaudissent ce « pas dans le bon sens ».

S. B.

### L'INSERTION DES HANDICAPÉS MENTAUX LÉGERS EN MILIEU PROFESSIONNEL : UN DÉFI RELEVÉ PAR LES HAUTS-DE-SEINE

Le conseil général, l'A.N.P.E. (Agence Nationale pour l'Emploi), la D.D.T.E. (Direction Départementale du Travail et de l'Emploi) et l'A.D.A.P.E.I. (Association Départementale des Amis et Parents d'enfants Inadaptés) ont réuni leurs compétences afin d'établir un plan d'insertion professionnelle efficace pour les handicapés légers mentaux.

Un contrat dit d'adaptation, d'une durée de trois à six mois, a permis à treize d'entre eux de s'intégrer progressivement au sein de l'entreprise dans les meilleures conditions possibles.

Des employeurs aussi divers que « Prismic », « McDonald's » ou « Bayard Presse » ont choisi de « jouer le jeu ».

C'est la première fois qu'une telle initiative est prise par un conseil général.

Ainsi le nouveau plan départemental prévoit, sur l'année 91, l'insertion en milieu professionnel de cinquante handicapés mentaux avec un stage modulé de 6 mois, aboutissant à la signature d'un contrat. Après l'embauche, l'entreprise dispose, à sa demande, d'un service d'accompagnement totalement financé par le conseil général des Hauts-de-Seine.



Une expérience à suivre...

JACQUES FORTIER

### La longue histoire du POS de Strasbourg

Vingt-quatre ans après la loi qui obligeait les communes à élaborer un plan d'occupation des sols, M<sup>me</sup> Catherine Trautmann présente un nouveau projet pour la capitale alsacienne

Pour de nombreux fonctionnaires et élus de Strasbourg, avril 1988 a été une date à marquer d'une pierre noire : le tribunal administratif de Strasbourg venait d'annuler le plan d'occupation des sols (POS) minutieusement préparé pendant douze ans sous la houlette des maires Pierre Pfimlin (UDF), puis Marcel Rudloff (UDF). Les magistrats strasbourgeois donnaient ainsi raison au préfet du Bas-Rhin, M. Mahdi Hacène, qui leur avait détaillé de nombreux griefs au sujet de l'Etat contre le POS strasbourgeois. Ils ouvraient aussi, à onze mois des municipales, un sérieux flou juridique sur l'urbanisme strasbourgeois et offraient un bon terrain de bataille à l'opposition socialiste, qui allait l'emporter l'année suivante.

De quelle maladie incurable souffrait ce POS ? D'abord, d'un excès de confiance dans son prédecesseur, le

règlement municipal des constructions, né de la loi locale de 1910. Ce document, à l'époque d'avant-garde dans une Alsace profitant du droit allemand, était très complet, très précis et facile à mettre à jour : la seule signature du maire suffisait. Pour ne pas perdre ce pouvoir, les maires de Strasbourg avaient cru pouvoir annexer purement et simplement le règlement municipal dans le POS. Erreur, ont dit les juges : erreur, ont corrigé les conseillers d'Etat.

Autre querelle : le préfet avait croisé le fer pour défendre les nombreux terrains militaires de Strasbourg et les aménageurs convoitaient bourg. Etus et aménageurs convoitaient bourg. Etus et aménageurs convoitaient bourg. Etus et aménageurs convoitaient bourg.

Aujourd'hui, force est de reconnaître que le projet était prohibé : le retour d'une forte proportion de Forces françaises d'Allemagne (FFA) sur Strasbourg va rendre précieuses ces terrains hérités de la demi-couronne des fortifications allemandes de la fin du dix-neuvième siècle.

#### Préserver la zone verte des fortifications

Enfin, les magistrats ont trouvé bien laconiques quelques destinations de terrains : la simple mention « équipement public » pour de vastes zones, notamment dans le quartier européen, était insuffisante. Bref, la copie n'était même pas amenable, mais il était temps de refaire, ce qui a été accompli en vingt-quatre mois par la municipalité socialiste de M<sup>me</sup> Catherine Trautmann.

Entre-temps, il a bien fallu trouver une solution provisoire pour éviter que la seule loi de la jungle ne règle l'urbanisme strasbourgeois. Surtout, le vide juridique désarmant la ville, privée de son droit de préemption urbain, c'est-à-dire de sa faculté d'acquiescer en priorité tout terrain à vendre. A l'automne 1989, dix zones d'aménagement différées (ZAD), couvrant les 445 hectares les plus « sensibles » du territoire strasbourgeois, ont été créées. Ainsi, la ville recouvrait son droit de préemption. La solution apparaissait un peu fragile, mais pouvait durer quelque temps, les délais de recours étant fort longs.

### Montpellier Technopole

Parfaitement intégrée dans le développement de la ville, très habilement médiatisée, gérée de très près par un maire dynamique, telles sont les principales caractéristiques de la technopole de Montpellier, à laquelle est consacré un supplément spécial du Monde.

Au sommaire : la technopole et ses cinq pôles spécialisés, le projet urbain dans lequel elle s'intègre, ses retombées sur le département et la région.

Lire pages 10 à 13

سكنا في الامم



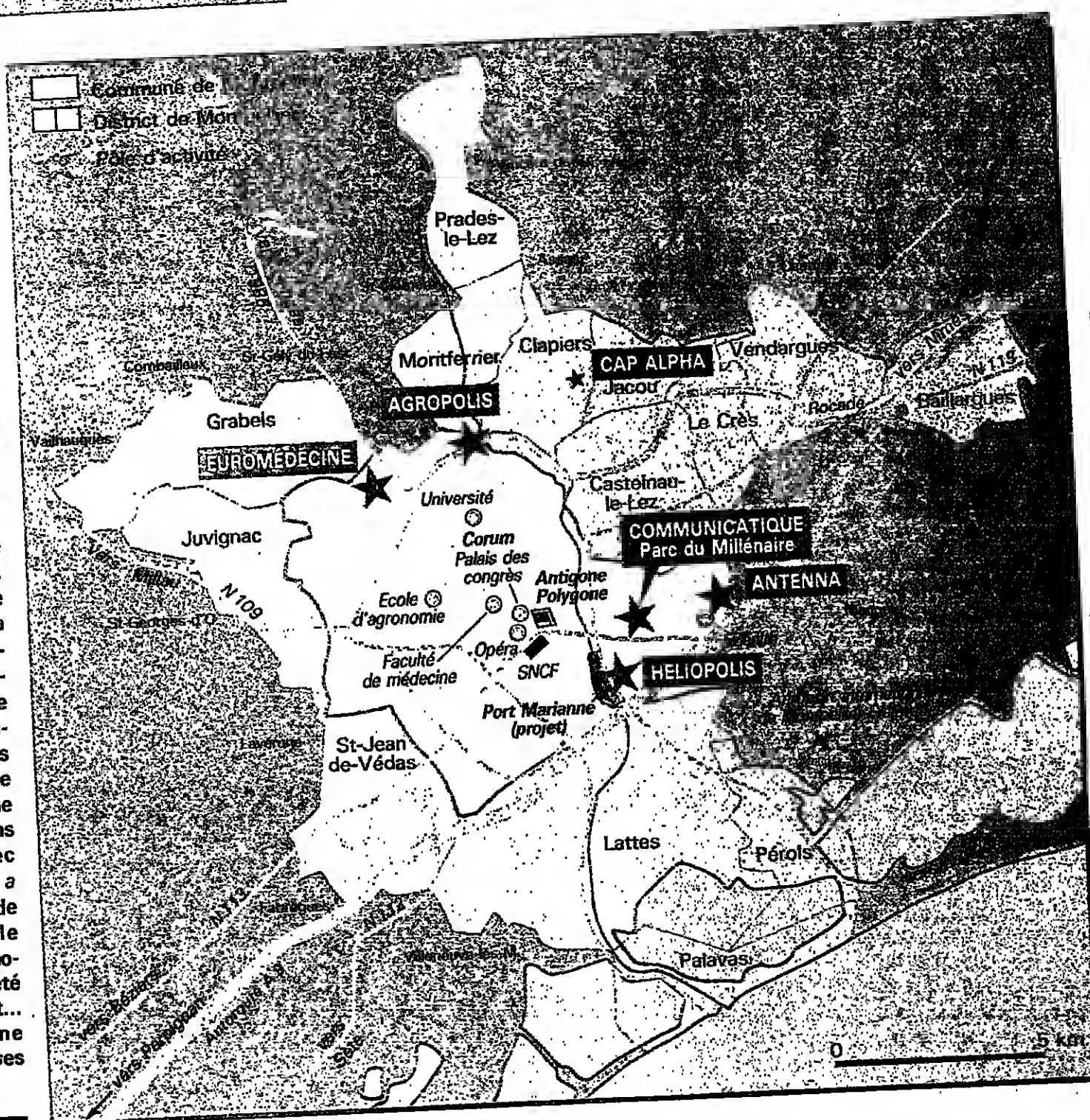
صكزاوناالاحل

10 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 avril 1991 •

# Le Monde TECHNOPOLES MONTPELLIER

la ville dans

Georges Frêche a inventé une nouvelle technique de développement qu'il appelle la « maïeutique médiatique » : l'art d'utiliser les médias pour faire « accoucher » les projets. Ce qui doit exister, à force d'annoncer que cela va exister, cela finit par exister. Souvent, sinon toujours. Cette façon de prendre – et de faire prendre – ses désirs pour des réalités, le bouillonnant maire de Montpellier la pratique de main de maître, sans aucune naïveté. Et avec succès puisqu'elle lui a permis de transformer de fond en comble la ville dont il a hérité. La technopole montpelliéraine a été imaginée, « vendue » et... réalisée dans le même style : c'est l'une de ses principales originalités.



Montpellier et sa région font partie de cette France méridionale dont la population continue de s'accroître fortement. Entre 1982 et 1990, la population de Montpellier est passée de 201 067 à 210 866 habitants (+ 4,87 %) ; celle de l'Hérault, de 706 499 à 794 603 habitants (+ 12,47 %) ; celle de Languedoc-Roussillon, de 1 926 514 à 2 114 985 habitants (+ 9,78 %).

Ce sont là des taux de croissance records qui s'expliquent par l'attrait – climatique et économique – qu'exercent ces régions. Contrepartie néfaste de ce succès : dans le bassin d'emploi de Montpellier, qui compte près de 350 000 personnes, on enregistre un taux de chômage de 13,2 %, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI.

## Une fusée à cinq étages

La technopole comprend plusieurs pôles spécialisés dans un secteur bien précis

**OFFICIELLEMENT**, la technopole montpelliéraine a vu le jour il y a six ans, lorsque fut créée Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole. Cette association, émanation du district, a été chargée de promouvoir le développement économique local en s'appuyant sur les « gisements » de matière grise répartis dans les universités, grandes écoles et centres de recherche.

Il est alors apparu nécessaire de créer des parcs où devaient être accueillies et se concentrer les activités de pointe, mais, surtout, où seraient regroupées par thème les spécificités de la technopole. Cinq pôles ont ainsi été définis.

Le premier, Agropolis, rassemble les activités spécialisées dans l'agronomie tropicale et méditerranéenne. Il regroupe, autour de l'université et des grandes écoles, des centres de recherche et des petites entreprises dans un parc scientifique.

Le pôle Euromédecine a pris naissance grâce à la faculté de médecine et à la réputation millénaire de Montpellier dans ce domaine. Sur son parc d'activités, on trouve une floraison de sociétés spécialisées dans le matériel médical de pointe (ABX, Sanofi, Support System international...). 162 au total, soit 4 000 emplois.

Le pôle Communicative s'est développé autour d'IBM et des laboratoires de recherche de l'université des sciences et techniques

de Languedoc. Il est basé à l'Est, sur le parc du Millénaire, où sont regroupées 150 entreprises, soit 4 000 emplois, dont 2 700 pour IBM.

### Demain Port Marianne

Le pôle Antenna regroupe des activités de production des images (création vidéo et dessin animé par ordinateur), de diffusion et de réflexion sur les moyens de communication moderne. Il s'appuie essentiellement sur l'IDATE et le nouveau réseau câblé en fibre optique de la ville.

Le dernier pôle, Héliopolis, qui doit mettre en valeur les activités touristiques, est aujourd'hui en plein développement, notamment autour du Corum – le Palais des congrès-Opéra – au cœur de la ville. Il ne décollera vraiment que lorsque sera sorti de terre le quartier de Port Marianne, à partir duquel la ville renouera symboliquement ses liens avec la mer. Des entreprises spécialisées dans les loisirs devraient alors venir s'installer dans ce secteur qui leur est destiné.

Chaque pôle est équipé suivant les besoins de ses entreprises, et une politique de communication particulière est mise en place pour chacun. C'est ainsi que, dans chacun, une grande manifestation annuelle, comme les journées Euromédecine ou celles l'IDATE...

Les résultats sont là : entre 1982

et 1987, le nombre d'établissements industriels et commerciaux installés sur le district a augmenté de 8,3 %. Le rythme annuel de création d'emplois, qui était de 1,5 % entre 1982 et 1986 avec 4 189 postes créés, s'est brusquement accéléré entre 1986 et 1989. Avec 3 316 emplois créés durant cette dernière période, la croissance annuelle moyenne des emplois a atteint 3,4 % et ne semble pas vouloir ralentir.

L'ensemble des secteurs d'activité est représenté, mais le bâtiment et le tertiaire marchand

connaissent un développement plus spectaculaire. Ces emplois qualifiés compensent la crise sensible d'autres secteurs plus traditionnels comme l'agriculture ou l'artisanat, désormais sinistrés en Languedoc-Roussillon.

« Sans se mêler de leurs affaires, on a intégré les économistes dans des réseaux en mettant des outils à leur disposition. Nous sommes aujourd'hui devenus incontournables », explique Patrick Geneste, directeur de l'École supérieure de chimie de Montpellier et président de l'association Montpellier LR

Technopole. Membre du MRG, ce Montpelliérain pure souche fait partie des quelques stratèges de Georges Frêche, le maire de Montpellier. Ce dernier lui a cédé l'an dernier une présidence qu'il exerce depuis avec zèle.

Montpellier LR Technopole possède des bureaux à Bruxelles et à Paris, ainsi que des correspondants à Stockholm, Louisville, New-York et Barcelone. Elle prospecte activement les marchés étrangers, non sans une certaine imagination. « Nous avons pu pénétrer en Grande-Bretagne grâce à la ligne aérienne directe avec Londres de Don Air, précise ainsi Patrick Geneste. La prospection foite par les bureaux britanniques du tourisme nous a considérablement aidés ».

La médaille a cependant un revers : le bassin de Montpellier, qui compte selon l'ANPE près de 350 000 habitants, enregistre 13,2 % de demandeurs d'emploi, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI. Paradoxalement, Montpellier subit les effets pervers de son développement rapide. Ainsi, s'il est vrai que le district enregistre un taux record d'implantations d'entreprises, et même si l'indice de conservation des emplois est un des meilleurs de l'Hexagone avec l'Ile-de-France, un nombre non négligeable d'entre elles périclitent.

De nombreux étudiants montpelliérains préfèrent chercher du travail localement. Or, s'ils sont 60 000 aujourd'hui sur l'académie, ils seront, selon les prévisions de

l'éducation nationale, plus de 85 000 dans dix ans. Enfin, affirmer haut et fort, comme Montpellier le fait, ses qualités et son dynamisme au soleil se traduit par l'arrivée massive de populations que le bassin d'emploi n'est pas à même d'absorber. La ville a vu sa population tripler en vingt ans, avec une croissance parmi les plus fortes de ces dernières années en France. Avec la création d'emplois qualifiés et le transfert de nombreuses sociétés sont aussi arrivées des familles qui représentent des chômeurs potentiels.

### Former et adapter

De ce constat est née l'idée de la création d'un nouveau pôle de formation, qui aurait pour but d'attirer ou de renforcer des formations adaptées aux besoins locaux. Car, malgré les discours optimistes en la matière, il est désormais évident que les grandes écoles et les universités ne permettent pas à elles seules de répondre aux besoins du marché du travail.

Les employés non qualifiés à la recherche d'un emploi, pour la plupart des jeunes filles sans formation après le collège, sont en augmentation en Languedoc-Roussillon. Cela prouve que l'adéquation formation-emploi reste encore à trouver et qu'il faudrait implanter de grosses industries, qui, à part IBM, font pour l'instant défaut à cette région.

JACQUES MONIN

### Près de l'Espagne

Jean-Yves Delaune est président de France Technopole, l'association qui rassemble l'ensemble des responsables des technopoles et des parcs technologiques français. Voici le jugement qu'il porte sur la technopole montpelliéraine.

« Chaque expérience technopole est particulière et, de ce point de vue, chacune apporte sa contribution à l'enrichissement de la démarche. L'expérience technopole de Montpellier fait partie de celle-là. Quatre points forts la caractérisent à mon avis :

- son ancrage dans un réseau international ;
- une politique de communication globale et cohérente ;
- le choix de plusieurs axes d'excellence à partir desquels une stratégie d'accueil et d'accompagnement a été mise en œuvre et réussie sur au moins deux axes ;
- et, enfin, son inscription dans une démarche d'aménagement du territoire en insistant sur les effets de réseau et de diffusion sur le tissu régional.

« La positionnement de Montpellier près de l'Espagne autorise à rencontrer d'autres succès qu'elle n'aurait pu obtenir à partir de son seul bassin d'emplois pas assez dense aujourd'hui ».

Architectes



## MONTPELLIER TECHNOPOLE

# La ville dans toutes ses ambitions

Le développement économique n'est pas séparable de l'animation culturelle

**G**EORGES FRÈCHE, le maire de Montpellier, compare volontiers sa ville à la Florence du quinzième siècle. Sans fausse modestie, mais, il est vrai, non sans quelques raisons. Les Médicis furent en effet l'âme de la Florence du Quattrocento, une cité où le développement économique allait de pair avec le progrès des techniques et des arts. Ils avaient, pourrait-on dire, déjà inventé sans le savoir la notion de technopole, au sens, du moins, où l'entendent les responsables de la capitale du Languedoc-Roussillon qui veulent ériger un « ensemble urbain » dans lequel toutes les fonctions de la ville seraient intégrées et ne pas se contenter de juxtaposer une série de parcs scientifiques spécialisés.

S'il est vrai que la technopole montpelliéraine est d'abord plusieurs parcs d'activités et une pépinière d'entreprises qui prennent appui sur les centres de recherche et les universités locales, son originalité réside surtout dans le fait que le développement de ces parcs est intégré dans une démarche globale, un projet d'aménagement de la ville dans son ensemble et qui est déjà en partie réalisé.

Montpellier s'appuie d'abord sur une tradition universitaire et médicale ancestrale, un patrimoine historique bien préservé, un ensemble de services très complet et un environnement relativement vierge comparé à celui d'autres métropoles très anciennement et très fortement industrialisées et bâties.

La ville a d'autre part su se doter d'équipements de sports et de loisirs de qualité, entretenus et développés avec une rare constance politique. Quatre équipes sportives en première division, deux Opéras, dont l'Opéra Berlioz de 2 000 places inauguré l'an dernier, deux orchestres (le Philharmonique et celui des solistes soviétiques dirigé par Yuri Bashmet), de multiples festivals d'été... Cette liste, non exhaustive, témoigne d'un souci de ne négliger aucun moyen pour attirer entrepreneurs et investisseurs, publics ou privés.

### Promotion et médiation

Au tourisme individuel s'ajoute maintenant le tourisme d'affaires qui se développe autour du nouveau Corum, palais des congrès lui aussi intégré au centre historique. S'il souffre encore d'une capacité hôtelière mal adaptée à la demande, et d'une politique commerciale qui n'a pas encore pu être affinée, ce lieu de rencontre d'un niveau international symbolise parfaitement les ambitions culturelles et touristiques de la ville.

Turnant résolument le dos à la discrétion, Montpellier a toujours mené de pair réalisations et médiation. La fameuse campagne « Montpellier la surdouée » ne fut que le point de départ d'une méthode que la ville a beaucoup développée depuis, multipliant les campagnes de publicité et les opérations de promotion en tout genre en France, en Europe ou aux États-Unis.

Sur place, il n'est pas une réalisation qui ne soit expliquée et annoncée, la moindre façade ravalée faisant elle aussi l'objet d'un traitement médiatique. Les communiqués qui ne réussissent pas à trouver place dans la presse locale resurgissent dans les nombreuses publications institutionnelles. Au mensuel de la ville s'ajoute celui du district, ainsi que deux publications spécialisées pour le jeune public ou les personnes âgées. L'essentiel ici est de dénon-

ter quotidiennement l'immense capacité de travail des élus, abeilles d'une ruche qui s'active à faire de Montpellier un chantier permanent. Ainsi la ville fait-elle régulièrement état d'une foison de projets plus ou moins ambitieux, dont beaucoup seront ensuite modifiés ou même annulés.

L'exemple du projet « Port Marianne » est révélateur. Relayé lors de son lancement, il y a quatre ans, par les médias nationaux, la construction du futur port de Montpellier sur le Léz n'a toujours pas démarré, et nul ne sait encore aujourd'hui à quoi ce nouveau quartier ressemblera. La maquette de l'architecte Ricardo Bofill, bien que présentée et exposée, a été rangée au placard. Alors que la ville négocie toujours avec les architectes et investisseurs, « Port Marianne » n'existe pour l'instant que sur les panneaux de signalisation.

### La voix de son maire

Annouer pour que cela se fasse. La stratégie montpelliéraine consiste ici à donner une existence médiatique à un projet, même si celui-ci n'a pas encore été définitivement mis au point pour ancrer sa réalité fictive dans l'esprit des investisseurs potentiels. Qui en effet peut mettre en doute une réalisation ambitieuse qui a fait l'objet d'une campagne aussi élaborée? Ancien préfet du Languedoc-Roussillon, Yves Jean Bentejac avait constaté, en parlant de Montpellier, que « l'image y précède souvent la réalité, mais qu'envisage cette dernière la rattrape ».

Dernier maillon de cette chaîne médiatique : il s'agit de persuader le Montpelliérain qu'il fait partie d'une élite. Ainsi peut-on voir par épisodes fleurir sur les panneaux d'affichage urbains des campagnes, parfois proches de la propagande, destinées à exalter un certain cheuvisisme. L'une d'entre elles soulignait récemment, sondage à l'appui, que 66 % des Français envieraient le sort des Montpelliérains. Chaque classement élogieux pour les réalisations de la ville est placé. La municipalité délivre en permanence à ses citoyens un double message : « Vous pouvez être fiers d'habiter ici, et par là même fiers de nous, qui vous donnons cette fierté ».

Il n'est pas un panneau de chantier qui ne laisse transparaître une once de publicité municipale. Un immense M, emblème de Montpellier, a été tracé sur le rond-point à l'entrée ouest de la ville. La fontaine construite à l'intérieur de la cour de la Babotte, dans le centre historique, dessine la même lettre, comme si une main omnipotente marquait cette cité, et ses signes urbains, de son empreinte. En l'occurrence, celle de son maire.

A la tête de la ville depuis 1977, Georges Frêche est socialiste, certes, mais reste un homme politique atypique. Physique de rugbyman, verbe haut et coloré, Georges Frêche est ennemi de la langue de bois, ne déteste pas les coups de gueule mais demeure un calculateur habile, et, finalement, l'assurance de ce fondeur imprévisible ravit ses amis et déconcerte ses détracteurs.

Maire de Montpellier mais également président du district, Georges Frêche a transformé par ses ambitions cette ville bourgeoise et endormie, en tissant sa toile autour d'institutions qu'il a pour la plupart lui-même contribué à créer. Peu d'associations parasmunicipales échappent à son influence. Ce maillage, historiquement compréhensible, est parfois perçu comme un fardeau par

des acteurs locaux qui souffrent du poids des institutions locales, mais il est ici un gage de cohérence et d'efficacité, y compris dans le développement urbain. La plupart des initiatives partent en effet du haut pour être ensuite plébiscitées par une base naissante.

Ainsi le récent quartier Antigone s'est-il d'abord été conçu, dans son ensemble, de manière à s'intégrer au centre-ville, avant que les lots soient concédés séparément aux promoteurs privés. Il en ira de même avec « Port Marianne ». Le « visionnaire » Georges Frêche a par ailleurs déjà programmé le futur déplacement du centre-ville vers l'est, en bordure de l'aéroport international et de la future gare TGV. Et pour l'instant, contre ses détracteurs qui le taxent de boulimie et s'inquiètent de la construction au pas de charge d'une vitrine « château de cartes », le public et les investisseurs lui donnent raison.

L'empreinte d'une si forte personnalité ne va pas, cependant, sans heurts. Les relations sont pour le moins tendues entre Georges Frêche et Gérard Saumade, le président socialiste du conseil général. Non seulement leurs tendances respectives au sein du PS se sont récemment déchirées (l'un soutient Lionel Jospin, l'autre Laurent Fabius), mais leur différend s'est déplacé sur le terrain « de la ville et de la campagne ».

Georges Frêche dénonce la sous-représentation de Montpellier à l'Assemblée départementale, et reproche à Gérard Saumade de privilégier injustement le rural au détriment de l'urbain. Une autre guerre se livre du côté du conseil régional avec son président UDF, Jacques Blanc.

« Ces hommes se parlent, mais ne s'écoulent pas », confie un observateur averti, commentant les relations ombageuses des trois « mastodontes » locaux. Il en résulte un climat parfois très tendu dans lequel certains décideurs ont du mal à travailler. Choisir un camp est en effet souvent s'aliéner l'autre, même si quelques contre-exemples émergent ici et là, comme l'arrivée à Launès, dans la banlieue de Montpellier, du groupe franco-britannique GEC-Alsthom, le développement du pôle Agropolis de Montpellier, ou le rapprochement amorcé l'an dernier entre Montpellier et Nîmes, qui a mis fin à des années d'incompréhension entre les deux villes.

Mais le revers de la médaille pour cette nouvelle « Californie française » est sans doute là. Quelles que soient les raisons et les responsabilités des brouilles que chacun se renvoie à la figure, on se prend à regretter qu'au lieu d'audace investie par chacune de ces personnalités dans leurs champs d'action respectifs ne soit pas plus souvent mise au service d'un travail en commun.

J. M.

La fin du chantier Antigone et les immeubles Bofill.



MONTPELLIER  
EUROCTE

## Modèle d'avenir.

« Douze états construisent aujourd'hui l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle. Les Eurocités, héritières des villes de la Hanse et du Quattrocento, rythmeront sa vie quotidienne. »

Montpellier, dont la vie économique est bâtie sur la puissance de ses universités, de ses grandes écoles, de la recherche et de la formation, s'affirme comme un modèle de ville-technopole. Solidaire des villes de sa région, comme en témoigne le pôle Montpellier-Nîmes-Alès, et de ses zones rurales, Montpellier conjugue au quotidien, un urbanisme innovant et qualité de vie. Avec un environnement de haut niveau, une vie culturelle et sportive intense, Montpellier la Surdouée a pour ambition d'être l'une des trente villes d'Europe qui marqueront le siècle à venir.

Georges FRÈCHE

Député-Maire de Montpellier - Président de Montpellier District



Montpellier est membre fondateur du Club des Eurocités, vice-président du Club Mondial des Technopoles. Centre d'entreprise et d'innovation modèle désigné par la CEE.

Contactez : Montpellier L.R. Technopole - Synergie 1 - Parc du Millénaire  
770, rue Alfred Nobel - 34036 Montpellier cedex 1 - Tél : 67 22 77 77.

MONTPELLIER  
LA SURDOUÉE

## Architectes vedettes

Pour accompagner son développement urbain, Montpellier s'est attaché, ces dix dernières années, les services de plusieurs grands architectes.

Le premier à avoir imprimé sa marque à la ville, il y a dix ans, est le Catalan Ricardo Bofill, autour du quartier Antigone, au bout de la place de la Comédie, jusqu'au nouvel hôtel de région à l'est.

Avec Bofill, Montpellier adopte le néoclassicisme. Colonnes et places circulaires se déploient vers la flèche Léz dans une synthèse gréco-romaine. Grandiose pour les uns, pompiers pour les autres, le quartier est en passe d'être achevé.

Tout aussi ambitieux, mais à contrario résolument contemporain, le Corum de Claude Vercori, inauguré en novembre 1990, est une œuvre massive, ancrée au bout de l'esplanade, à peine adoucie de lignes brisées et de quelques courbes.

La ville vient d'autre part de faire appel à Richard Meier, dont le projet d'espace Pitot est en cours de construction, sous le Peyrou, à deux pas du palais de justice. Il s'agit d'une grande place centrale bordée d'arcades, fidèle au style du vieux Montpellier, autour de laquelle s'articuleront des commerces et des bureaux. En sous-sol seront installés un parking de 700 places, des services publics et un complexe sportif avec une piscine.

Dernier projet, lui aussi très ambitieux : la réalisation d'un nouveau quartier de 20 000 habitants, Port Marianne, au bord du port de plaisance sur le Léz. Deux architectes de talent en seront les premiers chefs d'orchestre, Christian de Portzamparc, à qui l'on doit la Cité de la musique de La Villette, et Robert Krier.

هكذا ان اللان







La région  
prend le relais

## MONTPELLIER TECHNOPOLE

# A qui profite le progrès ?

Georges Frêche : le monde rural doit  
se brancher sur les lieux du savoir et de l'innovation

Le débat n'est pas nouveau : il est soulevé autour de toutes les technopoles : celles-ci mobilisent beaucoup d'énergies et de capitaux, mais à qui profite le progrès qu'elles engendrent ? Les promoteurs prétendent qu'elles irriguent l'ensemble de la région qui les entoure mais certains prétendent que, bien loin de les enrichir, elles appauvrissent leurs voisins immédiats, auxquels elles envoient leurs habitants s'échapper pour aller travailler ailleurs. Cette discussion sur le fond devient particulièrement épineuse lorsqu'elle se complique, comme c'est le cas à Montpellier, de querelles de personnes anciennes et nouvelles. Georges Frêche, maire de Montpellier, et Gérard Saumade, président du conseil général de l'Hérault, ont, sur ce sujet, répondu à nos questions.

JACQUES MONIN

« Comment analysez-vous l'influence économique de la technopole montpelliéraine sur l'ensemble de la région Languedoc-Roussillon ? »

« Il faut relier cette question à l'absence d'une politique de la ville en France. Il devrait y avoir dans ce pays une vingtaine d'eurocités, des villes à la dimension européenne. Cela implique le pouvoir de commandement économique, le savoir-faire scientifique, et de sortir du phénomène de concentration des activités à Paris. »

« Un exemple : 95 % des œuvres de Beaubourg ne sont pas exposées. On pourrait avec ça faire dix musées d'art contemporain en France. La même remarque peut être faite dans beaucoup d'autres domaines. »

« Certes l'Etat ne peut transférer dans les villes de province les sièges de grandes sociétés privées, mais ce transfert se fera certainement si on crée dans un certain nombre de cités un environnement urbain, culturel, universitaire qui incite à la décentralisation, comme nous le faisons à Montpellier. »

« Les enquêtes montrent pourtant que la technopole montpelliéraine a encore un très faible effet d'entraînement sur

sa région, en particulier dans les zones rurales. »

« Il ne suffit pas de pleurnicher et dire « on va développer le rural », ou de plaider pour l'installation d'entreprises et leur donnant simplement une subvention. On peut développer le rural à condition que les entreprises soient branchées sur les lieux de savoir qui sont dans les eurocités où se trouvent les universités. »

« Il faut donc que se crée une volonté politique des villes moyennes pour se constituer en réseau avec les eurocités, et une volonté politique des zones rurales pour, par « percolation », se pénétrer peu à peu de la richesse des villes. Par exemple dans l'Hérault, l'irifrance, à Paulhan, se branche sur un pôle de Montpellier pour développer des activités d'hydrogéologie, Tuve-d'Oc, à La Grand-Combe dans le Gard, se branche sur l'INSERM pour la fabrication de tuyaux de jardin performants et compétitifs. Il y a des entreprises informatiques dans des petites communes de l'Hérault, mais ce sont des sous-traitants d'IBM à Montpellier. »

« Vous pensez donc avoir les moyens d'irriguer le monde rural, mais vous décrivez un manque de volonté de la part de celui-ci... »

« Les conseils généraux, pour des raisons historiques, ne représentent que le monde rural. Ils multiplient donc tous les facteurs d'isolement de celui-ci par rapport aux villes. Mais si on veut freiner la désertification, il faut engager une action volontariste pour que le rural et l'urbain travaillent ensemble. La plupart des électeurs dans le monde rural l'ont compris, mais pas tous les élus. Ce qui caractérise le paysan, au sens noble du terme, c'est sa fidélité en politique. Quand il estime un conseiller général, il va le réélire pendant quarante ans. Ces gens-là sont dans un monde qui se meurt mais qui est fidèle. »

« J'arrive quant à moi à travailler avec certains maires qui acceptent de jouer le jeu, et l'électoral répond très bien. J'ai passé des accords avec la chambre de commerce de Millau, avec le conseil général de l'Aveyron et Bruxelles. Mais pour le moment la coopération est bloquée avec le conseil général de l'Hérault. »

« Preuve que les relations politiques conflictuelles handicaptent le développement économique... »

« Les problèmes de querelles politiques ici sont dépassés. 20 % des emplois que nous avons créés depuis dix ans l'ont été sur Montpellier, 60 % sur les communes du district et 20 % hors du district. Mais je ne peux pas à la fois payer nos grandes manifestations économiques-médiatiques et envoyer les entreprises de nos pépinières dans des pôles de développement ruraux. Je suis tout à fait d'accord sur la condition de partager les frais, c'est ce que je demande au conseil général. »

« En ce qui concerne mes rapports difficiles avec la région, que l'an me donne un seul exemple où la ville de Montpellier a refusé de travailler avec elle ! Alors que le conseil régional s'est retiré de tout ce qu'il faisait avec Montpellier. C'est suicidaire pour la région et je considère, malgré cette guerre civile, comme une nécessité absolue de voir la ville, le département et la région travailler ensemble. »

« Qu'attendez-vous de votre récent rapprochement avec la ville de Nîmes ? »

« Si l'Etat et la DATAR n'ont pas une politique globale de la ville, ils ont en revanche une politique de réseaux de villes, et la charrette, même mise avant les bœufs, est bonne à tirer. Nous allons médiatiser un pôle Montpellier-Nîmes avec des stands communs dans les grandes Faires internationales d'Hanovre, de Londres, de Barcelone. Sur le plan universitaire, Jean Bausquet, le maire de Nîmes, a accepté d'être le partenaire de l'université de Montpellier, plutôt que d'avoir une petite université de Nîmes isolée. Nous envisageons la création d'une école des beaux arts Montpellier-Nîmes qui permettrait de jumeler les arts plastiques et le dessin animé par ordinateur. »

« J'ai également rencontré le maire d'Alès et nous préparons un projet commun de constitution d'un pôle Montpellier-Nîmes-Alès de 800 000 habitants, ce qui permettrait, tout en gardant les villes à échelle humaine, d'avoir une marge de manœuvre correspondant à l'agglomération de Toulouse ou de Marseille. Nous songeons également dans le même style à un pôle Montpellier-Perpignan. »

## Gérard Saumade : éviter que la ville garde pour elle ses entreprises

« V-a-t-il, comme on le dit, un déséquilibre entre le développement de Montpellier et celui du département de l'Hérault ? »

« Le décollage de Montpellier dans les années 70 est lié à l'arrivée des pieds-noirs, au développement de son université, à l'aménagement du littoral, et à l'arrivée d'IBM. Cette ville était déjà tertiarisée, donc prête à la mutation, ce qui n'était pas le cas, par exemple, de Béziers, qui s'est retrouvée désertée devant la crise de la viticulture. »

« S'il n'y a pas une volonté des collectivités locales proches de Montpellier exprimée par des réalisations, la ville exportera ses habitants, mais pas ses entreprises. L'effet mécanique d'un pôle est un effet avant tout d'agglomération, les effets de diffusion sont beaucoup plus faibles et rarement mécaniques. »

« C'est aux collectivités de financer ces réalisations ? »

« Il faut que les collectivités locales créent les infrastructures de transport des véhicules et des images, de communication et de télécommunication - avec l'Etat qui est un partenaire incontournable en France. Ensuite : l'enseignement, les sports, la culture, les loisirs et tout ce qui concourt à la qualité de la vie : adduction d'eau, assainissement... Tout compte. »

« Ensuite, il faut des zones d'activités, mais repensées. Les entreprises placées l'une à côté de l'autre, c'est ringard. La cité nouvelle se créera en s'appuyant sur l'homme dans sa globalité. Il faudra un terrain

de sport à côté des entreprises, des piscines... C'est ce que j'ai demandé à Rolo Castro d'étudier pour l'aménagement d'une zone de 15 hectares près de Montpellier. »

« Il est indispensable d'imaginer un développement pas simplement polaire, mais par réseaux. Le fait que le TGV passe dans cette région aura un impact décisif sur l'évolution de l'économie. Même chose pour le doublement de l'autoroute, des routes départementales, et le câblage. »

« Les chefs d'entreprise doivent trouver à l'intérieur du département autant d'avantages que dans le métropole, sinon nous aboutirons à une société à deux vitesses. Et nous avons des atouts : les problèmes des agglomérations, surtout dans le tertiaire, créent des situations de thrombose, notamment de circulation routière. »

« Mais les structures ne suffisent pas, encore faut-il des chefs d'entreprise, et cette région en manque. On ne fait encore pas assez. Cette région a perdu depuis le dix-huitième siècle la mentalité d'entrepreneur. Et il y a une concurrence trop rude. Et il y a une concurrence trop rude. Et il y a une concurrence trop rude. »

« Les élus ruraux sont-ils prêts à assurer l'évolution que vous préconisez ? »

« Ils en ont la volonté. Mais préférer des entreprises est, par exemple, infiniment plus difficile à Béziers que près de Montpellier. Des cadres qui quittent Béziers pour Montpellier, j'en connais, mais je ne connais pas l'inverse. »

## Vu d'ailleurs

### Thierry Bruhat : évaluation impossible

Vingt technopoles, un premier bilan, sous ce titre la DATAR vient de publier les résultats de l'analyse qu'elle a demandée à Thierry Bruhat, conseil en organisation, sur l'état et les résultats de l'expérience technopolitaine en France. Voici, à propos du point précis des effets des technopoles sur leur territoire local, les conclusions qui intéressent Montpellier.

Pour Georges Frêche, « l'interland » de la technopole sera entraîné par le tourisme, par la formation, par un certain nombre d'activités de loisirs, par la sous-traitance, par la complémentarité. Ces hypothèses sont confrontées aux contradictions suivantes :

« entraînement par la sous-traitance : le seul exemple sur le long terme est IBM, qui a créé lui-même un réseau de sous-traitants locaux... »

« entraînement par le tourisme : le tourisme, d'affaires qu'on entend développer avec le palais des congrès est encore trop peu significatif pour qu'on sache à l'heure l'arrière-pensée. Le tou-

risme côtier, le plus important en chiffre d'affaires, concerne des catégories socio-professionnelles qui ne sont pas visées par l'opération technopole. »

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'outils d'évaluation des retombées d'une opération technopole sur l'économie de la région de Montpellier ; aucune étude ne permet d'imputer les créations d'entreprises à un facteur particulier, encore moins à un « effet technopole », la croissance économique de la région étant antérieure à l'opération. Par contre, des effets négatifs peuvent être appréciés, avec des indicateurs comme :

« les taux de diplômés et de sous-qualifiés dans le département : ils dépassent l'un et l'autre les moyennes nationales ; »

« le taux de dossiers RMI à Lunel, petite ville entre Montpellier et Nîmes, est l'un des plus forts de France ; la recomposition sociologique de cette ville peut être lue comme un effet pervers du développement de Montpellier. »

Les coûts sociaux du développement économique de la ville-centre semblent externalisés sur son environnement proche.

## En avance,



Pas besoin d'être la plus grande, pour être la 1<sup>re</sup> dans les matières d'avenir : 1<sup>re</sup> au palmarès des villes les plus dynamiques de France, 1<sup>re</sup> en création d'entreprises et d'emplois...

## Inspirée,



Eurocité créative, elle fait courir les artistes et les publics du monde entier : en 1991, 3 festivals internationaux de musique, danse, et cinéma, 80 concerts à l'Opéra Berlioz, 21 congrès internationaux au Corum, le Palais des Congrès.

## Nature.



Dans un merveilleux environnement, entre Méditerranée, Camargue et Cévennes, Montpellier Eurocité rime avec défense de l'environnement et écologie, une écologie au service des hommes.

**MONTPELLIER**  
LA SURDOUÉE

هكذا ان الامل











هكذا من الامل

# CULTURE

## BIBLIOGRAPHIE

### Coluche, l'autre nous-même

Biographie d'un homme dérangeant dont on découvre les fragilités

COLUCHE  
de Philippe Boggio  
Flammarion, 423 p., 136 F.

Notre collaborateur Philippe Boggio vient de publier un livre sur Coluche. Nous avons demandé à Dominique Wolton, sociologue, directeur de recherche au CNRS, d'en rendre compte.

On ne sort pas indemne de l'excellente biographie que consacre Philippe Boggio à Coluche, mort d'un stupide et évitable accident de moto le 19 juin 1986, car elle révèle les passions et les controverses suscitées par cette trajectoire si radicale et si précocement arrêtée à quarante-deux ans.

Coluche n'a pas toujours pu car on ne fait pas rupture avec soi, avec la société, avec les autres, en étant bien élevé. Et la violence qui lui permit de sortir de son destin de banlieusard pour atteindre celui de vedette détestée et adorée et réussir à retrouver, avec les Restos du cœur, le désir d'amour qui gît intact sous les égocismes tristes de nos sociétés, n'a pas été sans faire quelques dégâts. Mais qui s'en tire sans dégâts ?

C'est finalement ce mélange de force et de vulgarité, de génie et de culot, de mauvaise foi et de tendresse, qui a permis au public de s'identifier à lui. En un mot, il parlait à la place de beaucoup d'autres, de tellement d'autres, comme le manifesta de manière abyssale le succès de son début de campagne présidentielle en 1981 !

Coluche n'a probablement pas toujours été agréable, surtout pour ses proches, mais ce que montre si clairement cette biographie, c'est qu'il y avait dans cet homme une lutte aiguë entre le tendre et le violent, l'angoissé et le despote, le solitaire et le bruyant, entre l'homme de la rupture et celui qui cherchait la reconnaissance. Il n'y avait pas un seul Coluche, explication probable à ce que de multiples publics aient pu s'accrocher à lui.

En dépit du succès, des copains, de Paul Lederman, de Claude Berri, d'Europe 1... Coluche n'arrivait pas à s'accumuler. Les échecs, les faillites, risquaient sans cesse d'annuler ce qui avait été acquis. Il y eut beaucoup de chutes dans cette trajectoire si rapide, et si l'on retient les victoires, celles du Café de la Gare, du Théâtre du Gymnase, de la



GASTON BÉGIN

radio, de Tchao Pantin, des Restos du cœur, de combien de tragiques impasses ont-elles été accompagnées ? C'est peut-être cette fragilité, inconnue jusqu'à ce jour, et que le lecteur découvre, qui explique aussi la fidélité constante du public. Au-delà des excès.

Pendant quinze ans, Coluche a dérangé, choqué, mais il a souvent plus fait pour bousculer la société que des dizaines d'autres. Bien sûr, il y manquait toujours les bonnes manières, mais aurait-il fait le quart de ce qu'il fit avec des bonnes manières ? On ne sort pas indemne de cette biographie parce qu'elle rappelle à chacun le match, la plupart du temps perdu, entre la violence des désirs et les multiples concessions qu'imposent la vie, les autres, les institutions, la société.

La force du livre est de n'essayer aucune des limites et contradictions d'un homme dont il est de bon ton aujourd'hui de limiter l'impact alors même que le succès de la plupart de ses entreprises a constitué pendant près de dix ans

une sorte de référence, aimée ou détestée.

D'ailleurs, son succès vint sans doute de ce qu'il incarnait, par les mots, cette violence sociale qui, la plupart du temps, ne peut se dire. Sauf par les gestes et souvent plus violemment. Entre les mots et les coups, Coluche avait réussi. In extremis, à choisir, et il était sans doute difficile de lui demander, en plus, d'avoir bon goût. Nous vivons dans une société bien élevée, mais la société n'est jamais bien élevée et c'est ce qu'il n'a cessé de rappeler avec ses mots, autant qu'avec son corps.

De Montrouge à Tchao Pantin, sa force fut d'être le héros de la banlieue. De la banlieue et pas de la classe ouvrière, car il est de la génération qui vient après la classe ouvrière. Et c'est en cela qu'il représentait notre société, et beaucoup s'y sont identifiés. D'ailleurs, il a physiquement incarné et symbolisé toutes les aspirations pour la liberté et l'affranchissement, de cette génération qui va de 1950 aux années 1980.

De la bouffe à la drogue et au sexe, de la solitude à l'argent et à l'amour, il a tout essayé, s'est brûlé à toutes les espérances d'une époque obsédée par la libération jusqu'à s'en taper la tête contre les murs. Il en est le symbole et l'acteur avec, en plus, un talent de communication et de publicité qui, après tout, est aussi, pour le meilleur et pour le pire, une caractéristique de notre société.

Coluche fut un des miroirs de son temps. Il dénonçait, sans un certain cynisme, le système qu'il avait appris à utiliser, mais il réussit aussi plus d'une fois à mobiliser ce besoin de générosité, de tolérance et d'amour aussi fort, mais moins visible, que le cynisme ambiant, et que l'on trouve aujourd'hui dans les grandes causes humanitaires dont il fut un des grands initiateurs. Cynique peut-être, mais aussi moraliste, comme dans la meilleure tradition. Un de ses grands talents est d'avoir transformé cette violence sociale, si souvent tue, en une suite ininterrompue de mots et de gags qui faisaient rire beaucoup de monde. Car il fit beaucoup rire. En un mot, il fut populaire.

Mais comme il l'aurait dit, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre et cette lutte effrénée, il la payait très cher. Le texte sobre et bien au-delà de la biographie, car il révèle en chacun le Coluche qui sommeille. Et qui gêne.

DOMINIQUE WOLTON

## CINÉMA

### Pauvre papa poule

GAWIN  
d'Arnaud Ségnac

Félix est touché de science-fiction, il a la tête dans les étoiles. Il est aussi leucémique. Ceci explique que son papa, un vétérinaire très malade, de ses mains mais extrêmement affectueux, emprunte une soucoupe volante dégingolée dans une fête foraine avec le costume de l'extraterrestre assorti, et, dans cet équipage, transporte son fils sur un sécr de la mer de Glace, censé figurer le relief tourmenté d'une planète lointaine.

Pas recommandé pour la santé défaille du bambin, tout ça. Heureusement, au moment où les rations de survie de chocolat à la noisette viennent à manquer, et où les sinagres pataudes de ET d'occasion commencent à excéder le jeune malade (et nous doc !), un savant en houpelarde, opportunément retiré sur ces sommets inhospitaliers, exécute quelques passes

magnétiques sur l'enfant soudainement réanimé. Miracle de l'amour, au cas où vous ne l'auriez pas compris. Si seulement ces naïvetés faisaient avancer la recherche médicale, hélas...

Hélas, Arnaud Ségnac et son co-scénariste Alexandre Jardin n'ont opté ni pour le mélodramatique lacrymal ni pour la comédie gentiment sentimentale. Ils l'ont évité, mais ils ont eu de bonnes intentions rouillées et leur soucoupe ne décolle pas. Le gamin a un exquise cheveu sur la langue et un toupet d'enfer mais cabotine évidemment moins que l'hypocrite Wojtek Pszonick (le magnétiseur). Quant à Jean-Hugues Anglade, la plupart du temps déguisé en bougie qui coule sous la déferlante de l'extraterrestre Gawin, il manifeste un dévouement au rôle, au film, qui force le respect. Il a fait sa BA de l'année.

DANJÈLE HEYMANN

### Les petites bêtes qui courent

ARACHNOPHOBIE  
de Frank Marshall

Il existe au cinéma deux sortes de violence : celle des mégapoles et de ses criminels capables du pire sadisme, et celle des petites villes apparemment calmes, qui deviennent la proie de tous les démons. Dans ce cas là, on voit une famille s'installer dans une jolie maison sur laquelle, après quelques brèves séquences d'exposition, d'épouvantables catastrophes s'abattent...

C'est à cette dernière catégorie qu'appartient le film de Frank Marshall *Arachnophobie*, terme savant pour désigner la peur irrationnelle des araignées, dont souffre Jeff Daniels, médecin de San Francisco. Il n'aime pas la compagnie, mais sa femme, école, tient à respirer le bon air.

L'araignée évoquée par le titre arrive du Venezuela dans un corbeil contenant un photographe (mort). Il était parti en reportage avec un savant qui étudiait justement les araignées. Le débat est parfaitement classique, et même

conventionnel, la suite également. Frank Marshall n'a pas cherché l'originalité, il a soigneusement appliqué les lois du genre en essayant d'en tirer le maximum. Avec les araignées, il joue, et l'on peut dire, sur du velours. Ce sont des bêtes immondes, et il est plutôt rassurant de constater qu'un grand gaillard comme Jeff Daniels, lui aussi, est terrifié. On ne voit pas d'araignées, si ce n'est en gros plan les multiples pattes du monstre, ses yeux sans regard, ses crocs perdus dans un corps moiré. L'horreur... Surtout quand des araignées familières, comme on peut en voir vraiment, commencent à pulluler...

En fait, tout est dans la manière de distiller les repères d'angoisse, les respirations d'humour - confiantes principalement au gigantisme John Goodman, inébranlable destructeur d'insectes. Frank Marshall connaît son métier, même s'il conduit son film au rythme nonchalant des petites villes. Un film avant tout destiné aux arachnophobes.

COLETTE GODARD

## MUSIQUES

### Lenny Kravitz : né trop tard

Pour son dernier album, le chanteur s'enfonce encore dans sa recherche des années 60

Lenny Kravitz est jeune, beau et célèbre. Il vient d'écrire un succès international pour Madonna, *Juicy* My Love, il n'est sûrement pas pauvre. Mais il est de très mauvaise humeur. A part les dreadlocks à la jamaïcaine (apparus dans l'imagerie rock au milieu des années 70), sa tenue, depuis les boots à talon jusqu'aux petites lunettes rondes, proclame la monotonie d'un style spatio-temporel irréplicable. Lenny Kravitz était fait pour Carnaby Street, Londres W1, 1967.

Bien sûr, il s'en défend, affirme que sa musique est actuelle. Il est parmi les très rares rockers à s'être

engagé contre la guerre du Golfe. Mais il a choisi de réenregistrer *Give Peace A Chance*, le titre bymne pacifiste de John Lennon. Kravitz a demandé la permission à Yoko Ono et embarqué le jeune Sean Lennon-Ono dans l'aventure.

La guerre est finie, et son nouvel album, *Mama Said*, est arrivé dans les bacs. On pourrait considérer le disque comme une collection de pastiches (Lennon, Hendrix, Smokey Robinson). Lenny Kravitz ne reconnaît pas les sources individuelles, seulement une parenté avec la période qui va de Jimi Hendrix à Led Zeppelin : « Pour moi ne plus jouer cette musique ?

On exécute encore des œuvres vieilles de plusieurs siècles, la musique que j'aime n'a que vingt ans. Pourquoi l'enterrer ? Pourquoi ne pas raser une ville parce qu'elle est vieille ? D'ailleurs c'est ce qu'on fait en Amérique... »

Le chanteur, guitariste, batteur, compositeur et coproducteur, a encore une fois travaillé presque seul sur ce disque. Alors qu'il avait recruté un groupe remarquable pour sa tournée de 1990 (certains membres continueront de faire du Kravitz sans Kravitz au sein de *Maggie's Dream*), il s'en est séparé et se lance sur l'abécédaire de l'âme sans musicale : « Personne

ne fait la même chose que moi. Les groupes neo-psychédélics anglais ? Ça n'a rien à voir », dit-il, un tantinet outragé.

Lenny Kravitz a été le compagnon de Lisa Bonet, la fille aînée du docteur Huxtable (Bill Cosby) dans le *Cosby Show*. Cette liaison lui donnait un accès gratuit à une des tabloïds, ce dont ce discret maladif se serait volontiers passé. Les récentes turbulences de sa vie personnelle ont quand même servi de matière première à *Mama Said* : « Le premier album parlait de moi », il évoque avec émotion le temps passé seul dans le studio, le paradis comparé à ce qui suit : s'occuper de l'emballage (« je déteste les CD, où est la pochette ? c'est un timbre poste »), former un groupe alors que la tournée commence dans quelques semaines, tourner des vidéos.

Il n'empêche, Lenny Kravitz sera sur scène, sur les écrans et à la radio, essayant de se glisser par mimétisme au panthéon du rock, tel qu'il se jouait entre 1967 et 1972.

THOMAS SOTINEL

### Le retour en chansons de Miriam Makeba en Afrique du Sud

#### « On ne sait pas toujours où l'on va... »

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Les blessures de Miriam Makeba sont en train de cicatriser. En juin, de retour au pays pour la première fois après trente et un ans d'exil, la chanteuse sud-africaine s'était recueillie sur la tombe de sa mère, décédée, en 1980, un an après son départ. « J'ai cinquante-neuf ans, une petite-fille de vingt-trois ans et envie de fêter mon soixantième anniversaire parmi vous », a-t-elle déclaré sans coquetterie. La grand-mère de la chanson sud-africaine, qui a toujours le rythme dans la sang, même si le souffle est un peu plus court, a réussi son retour, le temps de deux concerts. Elle ne rentrera définitivement au pays qu'à la fin de l'année.

Muaque rime avec politique. Entra « Rassemblez-vous ! - Ne nous divisez pas ! », qu'elle dut

de blancs libéraux BCBG ou baba cool, et même une religieuse en voile bleu et col blanc...

En boutou et turban rouge, Miriam Makeba est apparue dans un nuage de fumée blanche, sous les couleurs changeantes des projecteurs. Altamant tubes et nouveaux airs, interdits d'antenne jusqu'à l'an passé, elle a ravi son public. « J'ai cinquante-neuf ans, une petite-fille de vingt-trois ans et envie de fêter mon soixantième anniversaire parmi vous », a-t-elle déclaré sans coquetterie. La grand-mère de la chanson sud-africaine, qui a toujours le rythme dans la sang, même si le souffle est un peu plus court, a réussi son retour, le temps de deux concerts. Elle ne rentrera définitivement au pays qu'à la fin de l'année.

Muaque rime avec politique. Entra « Rassemblez-vous ! - Ne nous divisez pas ! », qu'elle dut

baisser, et « une chanson pour renvoyer les enfants à l'école ». Miriam Makeba s'est souvenue que, en 1975, elle avait assisté aux fêtes de l'indépendance du Mozambique. Les paroles écrites pour l'occasion font la part belle à feu Samora Machel et aux rebelles d'alors. Elle en tire des leçons : « Ne jamais oublier d'où l'on vient, car on ne sait pas toujours où l'on va ni où l'on va. (...) Nous avons été réduits à l'esclavage sur notre propre terre. (...) Nous devons pardonner si nous ne savons pas oublier. »

Miriam Makeba dédiée sa dernière chanson, « Ma merveilleuse maman », interprète à capella, à Albertina Sisulu, une vieille militante de la lutte anti-apartheid, qui assistait au spectacle en compagnie de son époux, Walter, l'une des figures de proue du Congrès national africain.

FREDERIC FRITSCHER

**DU LUNDI AU SAMEDI**  
THEATRE  
MONTMARTRE  
LES HOMMES NAISSENT  
TOUS EGO  
...drôlissime... MATCH  
...une virtuosité tout à fait époustouflante... LE FIGARO  
...burlesque jusqu'au délire... L'HUMANITE  
...un comique explosif... L'EXPRESS  
...dépouillant... LE QUOTIDIEN  
...entre Hitchcock et Buster Keaton... EUROPE 1  
...le vernis craque, l'ego explose... LE PARISIEN  
AU FOYER DES 19F  
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS  
LOC. 43 22 77 74  
160F - ETUDIANTS 80F

**Le Monde**  
PUBLICITE  
LITTERAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

**DU LUNDI AU SAMEDI**  
PETIT MONTMARTRE  
GUSTAVE  
FLAUBERT  
Mémoires  
d'un fou  
Rarement on a vu un bonheur de théâtre aussi sincèrement vécu, aussi personnel, aussi intime, aussi authentique, aussi passionné.  
Michel Cassard, L'Espresso  
LOC. 43 22 77 74





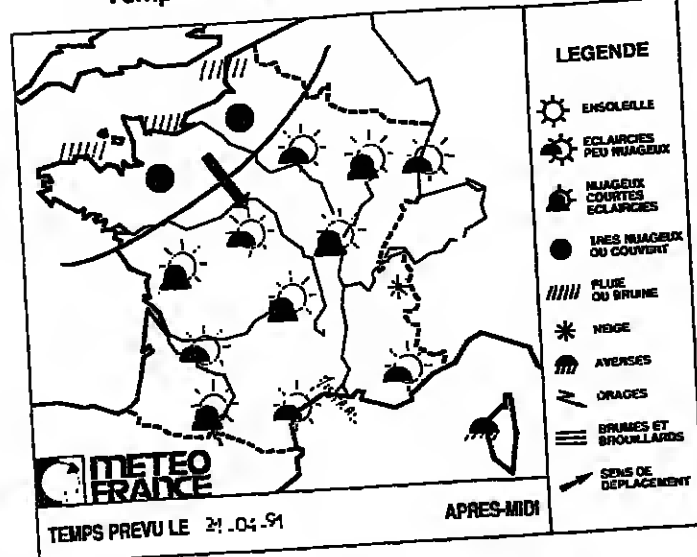


سكزا من الاحل

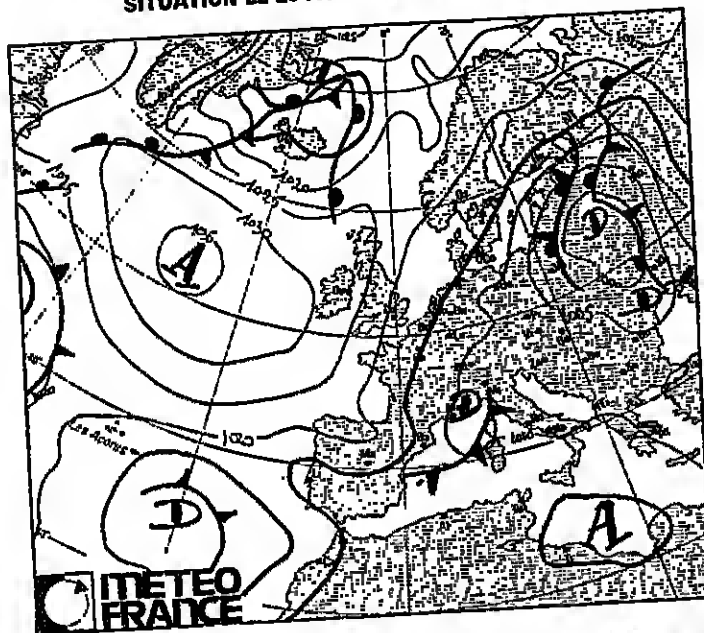
18 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 avril 1991 •

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 21 avril 1991  
Temps froid et pluies sur la moitié nord.



SITUATION LE 20 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



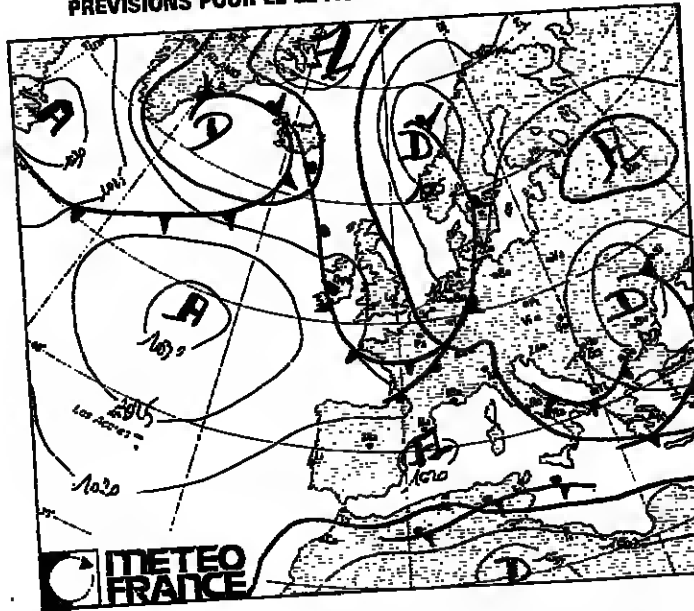
Lundi : précipitations éparsees au sud, agité sur le nord. Sur le pourtour méditerranéen, quelques éclaircies matinales, le ciel se couvrira rapidement. En fin de journée le mistral et la tramontane se mettront à souffler assez fort.

Sur Aquitaine, Limousin, Massif central, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées, la grisaille et la pluie (ou le neige en montagne à basse altitude) seront au menu au lever du jour, ces précipitations s'atténueront en cours de matinée mais le ciel restera chargé toute la journée. Partout ailleurs, plus au nord, furtives

déclairs et nombreux passages nuageux alternent. De fréquentes averses se produiront près de la frontière belge, de façon plus sporadique de la Normandie au Centre et à la Franche-Comté. Le vent de nord-ouest soufflera fort sur les côtes de la Manche, un peu moins fort dans l'intérieur.

Les températures matinales seront généralement comprises entre 0 et 1 degré et 4 ou 5 degrés. Les températures maximales s'échelonneront entre 9 ou 10 degrés sur le nord et le nord-ouest et 14 ou 15 degrés sur le sud-est.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 20-04-91  
Valeurs extrêmes relevées entre le 19-04-1991 à 18 heures TU et le 20-04-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
11 6 N	10 6 N	7 2 D
12 2 D	12 2 D	10 6 C
13 3 C	13 3 C	11 6 C
14 4 C	14 4 C	12 6 C
15 5 C	15 5 C	13 6 C
16 6 C	16 6 C	14 6 C
17 7 C	17 7 C	15 6 C
18 8 C	18 8 C	16 6 C
19 9 C	19 9 C	17 6 C
20 10 C	20 10 C	18 6 C
21 11 C	21 11 C	19 6 C
22 12 C	22 12 C	20 6 C
23 13 C	23 13 C	21 6 C
24 14 C	24 14 C	22 6 C
25 15 C	25 15 C	23 6 C
26 16 C	26 16 C	24 6 C
27 17 C	27 17 C	25 6 C
28 18 C	28 18 C	26 6 C
29 19 C	29 19 C	27 6 C
30 20 C	30 20 C	28 6 C
31 21 C	31 21 C	29 6 C
32 22 C	32 22 C	30 6 C
33 23 C	33 23 C	31 6 C
34 24 C	34 24 C	32 6 C
35 25 C	35 25 C	33 6 C
36 26 C	36 26 C	34 6 C
37 27 C	37 27 C	35 6 C
38 28 C	38 28 C	36 6 C
39 29 C	39 29 C	37 6 C
40 30 C	40 30 C	38 6 C
41 31 C	41 31 C	39 6 C
42 32 C	42 32 C	40 6 C
43 33 C	43 33 C	41 6 C
44 34 C	44 34 C	42 6 C
45 35 C	45 35 C	43 6 C
46 36 C	46 36 C	44 6 C
47 37 C	47 37 C	45 6 C
48 38 C	48 38 C	46 6 C
49 39 C	49 39 C	47 6 C
50 40 C	50 40 C	48 6 C
51 41 C	51 41 C	49 6 C
52 42 C	52 42 C	50 6 C
53 43 C	53 43 C	51 6 C
54 44 C	54 44 C	52 6 C
55 45 C	55 45 C	53 6 C
56 46 C	56 46 C	54 6 C
57 47 C	57 47 C	55 6 C
58 48 C	58 48 C	56 6 C
59 49 C	59 49 C	57 6 C
60 50 C	60 50 C	58 6 C
61 51 C	61 51 C	59 6 C
62 52 C	62 52 C	60 6 C
63 53 C	63 53 C	61 6 C
64 54 C	64 54 C	62 6 C
65 55 C	65 55 C	63 6 C
66 56 C	66 56 C	64 6 C
67 57 C	67 57 C	65 6 C
68 58 C	68 58 C	66 6 C
69 59 C	69 59 C	67 6 C
70 60 C	70 60 C	68 6 C
71 61 C	71 61 C	69 6 C
72 62 C	72 62 C	70 6 C
73 63 C	73 63 C	71 6 C
74 64 C	74 64 C	72 6 C
75 65 C	75 65 C	73 6 C
76 66 C	76 66 C	74 6 C
77 67 C	77 67 C	75 6 C
78 68 C	78 68 C	76 6 C
79 69 C	79 69 C	77 6 C
80 70 C	80 70 C	78 6 C
81 71 C	81 71 C	79 6 C
82 72 C	82 72 C	80 6 C
83 73 C	83 73 C	81 6 C
84 74 C	84 74 C	82 6 C
85 75 C	85 75 C	83 6 C
86 76 C	86 76 C	84 6 C
87 77 C	87 77 C	85 6 C
88 78 C	88 78 C	86 6 C
89 79 C	89 79 C	87 6 C
90 80 C	90 80 C	88 6 C
91 81 C	91 81 C	89 6 C
92 82 C	92 82 C	90 6 C
93 83 C	93 83 C	91 6 C
94 84 C	94 84 C	92 6 C
95 85 C	95 85 C	93 6 C
96 86 C	96 86 C	94 6 C
97 87 C	97 87 C	95 6 C
98 88 C	98 88 C	96 6 C
99 89 C	99 89 C	97 6 C
100 90 C	100 90 C	98 6 C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F film à éviter ; On peut voir : N ne pas manquer ; M chef-d'œuvre ou classique.

### Samedi 20 avril

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !  
22.40 Magazine : Ushuaïa.  
23.40 Magazine : Formule sport.  
0.35 Au trot.  
0.40 Journal, Météo et Trafic infos.
- A 2**
- 20.45 Téléfilm : Pas un sou de plus, pas un sou de moins.  
22.25 Magazine : Bouillon de culture.  
0.00 Journal et Météo.  
0.20 Série : Médecins de nuit.  
1.10 Série : Le Saint.  
2.00 Magasin sport : Rugby.
- FR 3**
- De 20.00 à 0.15 La SEPT  
0.15 Série rose : La Dame galante.  
0.45 Magazine : L'Heure du golf.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : Le Dernier Crime d'Al Capone.
- 22.00 Les Nuls... l'émission.**  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Le Blob. ■  
0.30 Cinéma : Femmes au bord de la crise de nerfs. ■■
- LA 5**
- 20.50 Divertissement : Grain de folie.  
22.15 Débat : A tort et à raison.  
0.00 Journal de la nuit.  
0.10 Magazine : Intégral (rediff.).
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Les Magiciens du mercredi.  
22.20 Téléfilm : Marquée à vie.  
0.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Musique : Rapline.
- LA SEPT**
- 21.00 Les camps du silence. De Bernard Mangianta.  
23.00 Soir 3.  
23.20 Documentaire : Latin Jazz à New-York.

### Dimanche 21 avril

- TF 1**
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).  
15.10 Série : Agence tous risques (rediff.).  
16.00 Divertissement : Vidéo gag.  
15.35 Disney Parade.  
18.00 Magazine : Téléfoot.  
19.05 Magazine : 7 sur 7.  
20.00 Journal, Météo et Trafic infos.  
20.45 Cinéma : L'ouragan vient de Navarone. ■  
22.50 Magazine : Ciné dimanche.  
22.55 Cinéma : L'Année sainte. ■  
0.35 Journal et Météo.  
0.55 Concert : Les Bis des Rencontres de piano.
- A 2**
- 13.25 Dimanche Martin (et à 15.50).  
15.00 Série : Mac Gyver.  
15.35 Téléfilm : Le Roi de sa vie.  
17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.  
18.30 Magazine : Stade 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Gerville poker.  
22.20 Magazine : Musiques au cœur.  
23.15 Journal et Météo.  
23.35 Série : Les Grands Entraineurs.  
0.35 Série : Le Saint.
- FR 3**
- 13.30 Magazine : Musicales.  
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.  
17.30 Magazine : Montagne.  
18.00 Amuse 3.  
19.00 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag cité.  
20.05 Série : Benny Hill.  
20.35 Jeu : Spécial Questions pour un champion.  
22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Marie Saurat.  
22.25 Journal et Météo.  
22.45 Cinéma : La Tentatrice. ■■■  
0.25 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 14.00 Téléfilm : Le Procès du démon.  
15.35 Magazine : 24 heures.  
16.40 Dessin animé : Les Simpson.  
17.05 Les Nuls... l'émission.  
18.00 Cinéma : Benji la malice. ■  
19.25 Flash d'informations.  
19.30 Ca cartoon.  
20.30 Dis Jérôme... ?  
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.  
20.40 Cinéma : Veuve mais pas trop... ■■  
22.20 Flash d'informations.  
22.25 L'Equipe du dimanche.  
1.05 Cinéma : Mister Frost. ■
- LA 5**
- 13.30 Série : L'Enfer du devoir.  
14.30 Sport : Tennis.  
16.25 Tiercé à Longchamp.  
16.50 Documentaire : La Grande Saga des ennemis.  
17.20 Cirque.  
16.25 Série : La Famille des collines.  
19.20 Contes à dormir debout.  
19.50 Journal.  
20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabach.  
20.45 Journal des courses.  
20.50 Cinéma : Le Garde du corps. ■  
22.30 Magazine : Reporters.  
23.30 Magazine : Top chrono.  
0.10 Journal de la nuit.  
0.20 Le Club du Télé-achat.
- M 6**
- 13.55 Série : Supercopier.  
15.25 Variétés : Ouvert le dimanche.  
16.45 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.  
17.40 Série : L'Homme de fer.  
18.30 Série : Les Routes du paradis.  
19.25 Magazine : Culture pub.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.  
20.30 Magazine : Sport 8 (et à 0.10).  
20.35 Téléfilm : 2010, on a tué sur la Lune.  
22.25 Capital.  
22.35 Cinéma : Les Nuits chaudes de Cléopâtre. ■  
0.05 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 13.30 Histoire parallèle. Feuilleton : Champagne Charlie.  
14.25 Réflexions faites.  
16.00 Documentaire : Benedita Da Silva ou les Sentiers de la favela.  
17.45 Images.  
18.00 Concert : Sotti, Barerbohm et Schiff jouent Mozart.  
19.15 Documentaire : L'Opéra du roi.  
20.00 Documentaire : Acte d'amour.  
20.30 Cinéma : Dona Flor et ses deux maris. ■■  
22.20 Court métrage : A Veilha e Bar.  
22.30 Cinéma : Hôtel de France. ■■  
0.10 Courts métrages.
- De lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING »**  
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COLEMAN et la collaboration de « Monde »

## CARNET DU Monde

### Décès

M. Pierre Carton de Wiart, Réginald, Yvelande, Christine, Hélène, Paul, Claire, Etienne, Christine et Laurence, ses enfants, beaux-enfants, petits-enfants, et arrière-petit-enfant, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CARTON de WIART, né à Bruxelles le 19 novembre 1912, survenu le 15 avril 1991.

Le service religieux a eu lieu le 17 avril, dans l'intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

Martine Bonadona-Constans, son épouse, Xavier Constans, son fils, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CONSTANS, survenu brutalement à l'âge de cinquante-sept ans, à Paris, le 18 avril 1991.

Une cérémonie au milieu des tulipes aura lieu le mardi 23 avril, à 14 h 30, au funérarium de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai Jules-Guesde.

Le commandant Jacques-Yves Cousteau, Les administrateurs de la Fondation Cousteau, Et de The Cousteau Society, Ses collègues, Ses amis, Et les équipages de la Calypso et de l'Alcyon, ont l'immense regret de faire part du décès de

M. Jacques CONSTANS, vice-président pour la science, la technologie et les affaires internationales, survenu brutalement, à Paris, le jeudi 18 avril 1991.

M. Madeleine Moulin, sa fille, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Germaine DEGROND, député honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, médaille du combattant volontaire de la Résistance, croix du combattant, survenu, le 18 avril 1991, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques civiles auront lieu au cimetière de Vernouillet (Yvelines), le 23 avril, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.  
132, rue de Marsinval, 78540 Vernouillet.

Les familles Gaiffe, Scheur, Jacquin, Lodz, Tapscot, Leclercq, Jumez, Sirguy-Hannock, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean GUILLAUME, dit GAUFFE, survenu le 29 mars 1991, en son domicile, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 25 avril, à 16 h 30, au cimetière des Chateaux, place des Déportés, à Besançon, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.  
132, rue de Marsinval, 78540 Vernouillet.

Caen, Aix-en-Provence, Sainte-Mère-Eglise.

Françoise Puts, son épouse, Antoine, Martin et Renaud, ses enfants, Denise et André Puts, ses parents, Marcelle Constans, sa belle-mère, Clara Delcambre-Lepros, sa grand-mère, Gilbert et Jeanine Lemprière, son beau-frère et sa belle-sœur, et leurs filles, Nadège et Mathilde, Sa famille, Et ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-René PUTS, maître de conférences, université de Caen, le 17 avril 1991, dans sa quarante-troisième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 20 avril, à 11 heures, au cimetière Nord-Est, avenue Georges-Clemenceau, à Caen.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de Lévis, 14000 Caen. Hameau de la Torse, route Cézanne, 13100 Aix-en-Provence. Cap de Laine, 50480 Sainte-Mère-Eglise. Les Préfiches, 5, rue de la Hache, 14000 Caen.

Pompes funèbres Lesnere, Villers-Bocage. Tél. : 31-77-10-10.

Thérèse Revon vous prie d'avoir une pensée pour son père

Louis REVON, né le 11 janvier 1898, ingénieur en chef honoraire SNCF, il fut directeur de CSF-Thomson, président-fondateur des CFDT, officier de la Légion d'honneur, Mérite national. Reconnaissance française, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaille de la justice, médaille de l'éducation surveillée.

Outre ses six enfants, il éleva joyeusement, avec son épouse, trois « boat-people », et créa le premier foyer de semi-liberté pour délinquants.

Le 11 avril 1991, son regard étonné, puis serein, s'est éteint paisiblement.

Il a laissé « Ses » mots : « En suivant lentement la route que j'achève, j'arrive maintenant au bout de mon chemin. Le soleil fatigué par la durée du jour estompé, en se couchant, l'ombre du grand sapin. »

Louis Revon.

« Car la joie, quand déjà la douleur est profonde, la joie est plus profonde que la peine. » Nietzsche.

Thérèse Revon, 53, avenue du Maine, 75014 Paris.

M. Charles Zerah, son épouse, M. et M. Daniel Levy-Corcos, et leurs enfants, M. Dov Zerah, son fils, M. Nilda Zerah, sa belle-fille, Et ses petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Charles ZÉRAH, survenu à l'âge de soixante et onze ans. L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Antony, le 19 avril 1991.

Les prières d'usage ont eu lieu ce samedi 20 avril, à la synagogue de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.  
« Les justes reposent toujours en paix. »

147, avenue du Général-Ledoux, 92340 Boulogne-Billancourt.

Remerciements

M. et M. Louis MERMAZ, Pierre et Laure, adressent leurs remerciements à toutes celles et tous ceux qui les ont entourés lors de la mort de

Frédéric.

Anniversaires

A la douce mémoire de Marie-Françoise, qui, le 21 avril 1990, nous quittait.

J. THIEULIN, 70, rue de Reims, 76000 Rouen.

En souvenir de notre bien-aimé et inoubliable fils et frère

François TRONIK, HEC 1981, qui nous a quittés il y a quatre ans, le 22 janvier 1987 (21 avril 1987).

Services religieux

A la mémoire de M. Roger COHEN, professeur en Tunisie, les offices religieux seront célébrés à la synagogue, 28, rue Buffault, le 20 et le 21 avril, à 18 h 30.

Famille Cohen-Sala, 9, place des Terres, 75017 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

### CARNET DU MONDE

Remerciements : 40-65-23-94 ou 40-65-23-98

Les avis doivent être insérés LE JOUR MEME

S'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal, 15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 208 808 F

Télécopieur : 45-66-77-13

Tout de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 82 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.











# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### L'Espagne à la place de la France ?

L'Espagne, réputée à émettre son second emprunt en sous. Contée à une des grandes banques de ce pays, la Banco, la transaction sera importante, d'une taille pouvant aller jusqu'à 1 milliard. On lui prête généralement un fort bon accueil. Sa durée, espère-t-on, devrait être moyenne, de l'ordre de six à huit ans. Si tel était le cas, elle ne tarderait pas à prendre la place laissée vacante par le Trésor français, qui, quant à lui, incite les détenteurs de ses obligations de six ans à s'en défaire pour les échanger contre de nouvelles, beaucoup plus longues, qui seront remboursées dans onze ans. Un des principaux avantages que Paris peut tirer de son offre d'échange d'ordres techniques, celui d'éviter son propre marché à terme, le Matif, face à celui de Londres. La concurrence entre les principales places financières de notre continent est très vive, et les autorités ne ménagent aucun effort pour promouvoir le rôle de leur capitale.

Autre grand pays européen à attirer l'attention ces derniers jours sur le marché international des capitaux, l'Italie n'a finalement que peu souffert de la sévérité d'un des principaux établissements d'évaluation de crédit. Moody's vient de laisser entendre qu'il pourrait baisser la note qu'il donne à la dette italienne. Jusqu'à présent il lui accordait son prestigieux « AAA », qu'il réserve aux meilleurs des emprunteurs. L'ampleur de l'endettement du secteur public transalpin, qui dépasse le produit national brut, l'incite à changer d'avis.

#### L'Afrique du Sud emprunte en dollars

L'Italie a, comme la France, un grand emprunt en cours qui viendra à échéance en l'an 2000 et avait que Moody's n'a fait que de se rassurer. Jeudi 18 avril, le premier rapporteur des points de base (ou centimes de point de pourcentage) de plus que le précédent, à la veille du week-end, l'écart s'était creusé à douze points, les titres italiens procurant un rendement de 9,14 % et les français de 9,02 %. La diffé-

rence demeure inférieure à celle de quinze points de base maturée il y a un an à la sortie de ces deux emprunts.

Depuis que l'an dernier les Douze ont décidé à Luxembourg de lever une partie des sanctions en vigueur contre le régime de Pretoria, la perspective d'un retour de l'Afrique du Sud sur le marché des capitaux semble se préciser. Ce pays n'a plus offert d'obligations internationales en souscription publique depuis 1983. Jusqu'à un milieu d'avril, seules quelques rares transactions privées ont vu le jour, principalement en francs suisses et en deutschemarks, comme celle émise en mars par Eskom, la société nationale d'électricité de ce pays (le Monde du 17-18 mars) ou même en livres sterling. Il est difficile de se faire une idée exacte de la situation, car il ne transpire que fort peu de ces affaires. Mais, des indications dont on dispose, il ressort que, dans l'ensemble, ces six dernières années, leur volume est demeuré très faible, et qu'il ne s'est agi que de prolongation d'emprunts venant à échéance.

Ce qui distingue la plus récente transaction de ce genre, lancée jeudi 18 avril, c'est qu'elle est libellée en dollars des Etats-Unis, la devise reine de l'euro-marché. Certains spécialistes y voient une sorte de désengagement qui préfigurerait une réouverture totale aux signatures sud-africaines. D'autres se montrent beaucoup plus prudents dans leur interprétation. Pour eux, le retour de la monnaie américaine s'explique, car la nouvelle opération a pour but de remplacer partiellement une euro-emission de 75 millions de dollars, lancée en 1985 par le truchement de la Commerzbank et que Pretoria doit rembourser le 30 avril de cette année. Les nouveaux détenteurs de ces warrants, recevraient 100 millions de dollars, au lieu de 75 millions de francs suisses, même si le cours de l'actif était inférieur à ce prix. An cas où dans trois ans il aurait valu davantage, le rapport serait plus élevé, mais il ne dépasserait pas 100 000 francs suisses. Roche pourrait alors, à son choix, soit fournir une action en échange de ces warrants, recevoir 100 millions de francs suisses, ou bien les vendre sur le marché à la parité de 1 franc suisse pour 100 francs suisses. Les obligations seraient remboursées au taux de 3,50 % l'an jusqu'en 2001. L'opération était placée sous la direction de la Société de banque suisse. Elle a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs institutionnels.

pour que dans les milieux financiers on se décide à parler ouvertement de la dette sud-africaine.

#### Emission record d'une société européenne

Dans le comparatisme des emprunts liés à des actions, l'opérateur le plus en vue de ces derniers jours a pour émetteur une entreprise de la société pharmaceutique Roche. La transaction retient l'attention pour un grand nombre de raisons. Son montant de 1 milliard de dollars est gigantesque. C'est véritablement la plus volumineuse de sa catégorie jamais lancée pour le compte d'un groupe industriel européen. La signature, particulièrement appréciée, est des plus rares. Roche n'avait jamais auparavant sollicité de l'investissement. La construction est d'un type nouveau. Les obligations d'une durée de dix ans sont accompagnées de warrants qui, à une date précise d'un peu plus de trois ans, assureront à leurs détenteurs un revenu. Ce revenu dépendra certes du cours de l'action au porteur, Roche holding, au moment de l'émission, mais contrairement aux warrants habituels, qui sont des bons d'acquisition d'actions, un rendement minimum est garanti.

Le tant se présente de la façon suivante. Chaque obligation de 10 000 dollars est munie de 73 warrants qui sont immédiatement détachables. L'investisseur qui, ce mai 1991, présentera 100 de ces warrants, recevra au moins 7 000 francs suisses, même si le cours de l'action était inférieur à ce prix. An cas où dans trois ans il aurait valu davantage, le rapport serait plus élevé, mais il ne dépasserait pas 100 000 francs suisses. Roche pourrait alors, à son choix, soit fournir une action en échange de ces warrants, recevoir 100 millions de francs suisses, ou bien les vendre sur le marché à la parité de 1 franc suisse pour 100 francs suisses. Les obligations seraient remboursées au taux de 3,50 % l'an jusqu'en 2001. L'opération était placée sous la direction de la Société de banque suisse. Elle a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs institutionnels.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Brusque flambée du dollar

Près de 4 % de hausse en vingt-quatre heures pour la devise américaine, entre jeudi 18 avril dans l'après-midi et vendredi 19 avril en fin de journée. Cette hausse s'est exercée, essentiellement, vis-à-vis des monnaies européennes et, surtout, du mark allemand manifestement affaibli malgré les déclarations martiales des officiels allemands. A la veille du week-end, le dollar valait 1,7350 DM et 5,85 F, venant de 1,6750 DM et 5,65 F, battant son record de l'année 1991, établi le 28 mars dernier à 1,7210 DM et 5,8160 F. Au moment où ce record était battu, une avance d'ordres d'achat a déferlé, provoquant de vendeurs à découvert (short) qui rachetaient les dollars cédés auparavant, le rythme de la remontée s'accélérait sous l'effet des ordres-stop, qui sont exécutés automatiquement lorsque le cours d'une devise atteint un niveau fixé à l'avance, à la hausse ou à la baisse, pour limiter les pertes des opérateurs. En deux mois, le dollar vient de regagner ce qu'il avait perdu en un an.

Le « déconstruc-tion » du mouvement a été d'abord l'annonce, jeudi, d'une forte diminution du déficit commercial des Etats-Unis en février, ramené à 5,3 milliards de dollars, contre 7,2 milliards en janvier et une moyenne mensuelle de 8,4 milliards en 1990. Ce déficit est le plus bas enregistré depuis sept ans (septembre 1983).

Ensuite, la parution d'un article du *Washington Post* suivant lequel les membres de la commission de l'économie de la Réserve fédérale américaine (Fed), réunis le 26 mars, auraient décidé, à l'unanimité, de ne plus baisser les taux d'intérêt à court terme. Le président de la Réserve, M. Alan Greenspan, aurait proposé qu'aucune diminution du taux d'intervention de la Fed, actuellement fixé à 6 %, n'ait lieu désormais si...

l'activité économique fléchissait encore.

L'attitude prisée par le journal aux responsables de la Fed est fort plausible, dans la mesure où, ces dernières semaines, de très vifs débats opposaient ces responsables sur l'opportunité d'une nouvelle détente du loyer de l'argent, au moment même où la fin prochaine de la récession semble probable aux yeux de nombreux analystes outre-Atlantique. Dans ces conditions, le coup d'arrêt à la spéculation sur la baisse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis, entre-tenu depuis des semaines, et qui pesait sur les cours du dollar, a immédiatement provoqué l'envolée d'un billet vert déjà affaibli par l'audition de la balance commerciale. Enfin, sur un plan technique, le franchissement très aisé de ce fameux cours de 1,7210 DM a excité les opérateurs sur graphiques (chartistes) qui, tout de suite, fixé un nouveau canal d'évolution pour le dollar, désormais de 1,70 DM-1,75 DM, et pourquoi pas 1,80 DM, contre 1,65 DM-1,70 DM précédemment.

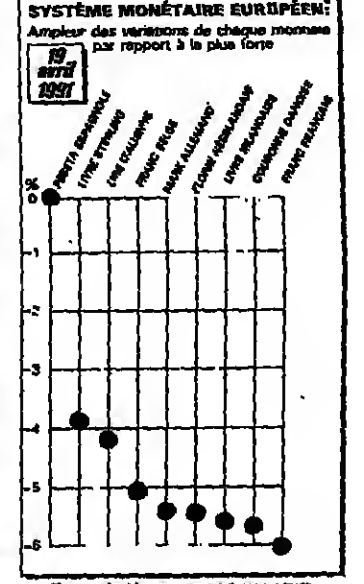
Si le dollar s'est montré ferme, le deutschemark est resté faible et ceci vis-à-vis de toutes les devises. Cette faiblesse, dont les causes sont bien connues (hausses salariales outre-Rhin et graves difficultés de la fusion économique RFA-RDA), ne peut que déconstruire les dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), dont les déclarations se multiplient, avec un thème quasiment unique : il faut que la monnaie allemande reste forte pour contribuer à la lutte contre l'inflation en évitant une augmentation du coût des importations. C'était le sens des propos de M. Hans Tietmeyer, membre du directoire, en début de semaine, relayé, à la veille du week-end, par le vice-président, M. Helmut Schlesinger.

ger, affirmant : « nous ne sommes pas satisfaits de la parité dollar-mark ». La parade, évidemment, est le maintien de taux d'intérêt élevés outre-Rhin, avec une possibilité de relèvement supplémentaire, qui devrait permettre au mark de se raffermir, comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans le passé, notamment à l'automne 1989. Cette fois-ci, néanmoins, la potion magique, et amère, pourrait ne plus être aussi efficace, les milieux financiers internationaux tenant le raisonnement suivant : « Plus la Bundesbank relève ses taux, moins on a confiance dans le mark (faut-il qu'elle ait peur pour prendre de telles mesures) ». C'est bien ce qu'on observait autrefois, au début des années 1980, quand le franc était faible.

Dans cette affaire, la monnaie française ne peut que gagner, au sein du Système monétaire européen tout au moins, et surtout vis-à-vis du mark, dont le cours, en fin de semaine, est retombé un peu au-dessous de 3,37 francs au plus bas depuis son cours pivot de 3,3535 francs, comme en septembre de l'année dernière. Ce recul, on le sait, reconstruit la marge de manœuvre de la Banque de France, qui pourrait, à nouveau, abaisser ses taux directeurs sans avoir à défendre le franc.

Toutefois, des obstacles techniques se dressent toujours sur sa route. La grande vigueur de la peseta, dépeçée par des taux d'intérêt capotés, accablés, continue à pousser le franc en queue du SME, ce qui oblige les banques centrales des deux pays à intervenir. La Banque d'Espagne n'a maintenu ses taux d'intervention cette semaine, devant les espoirs.

FRANÇOIS RENARD



#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 19 AVRIL 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACES	15 avr	16 avr	17 avr	18 avr	19 avr	15 avr	16 avr	17 avr	18 avr	19 avr
New-York	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Paris	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Zurich	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Frankfurt	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Berlin	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Amsterdam	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Milan	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Madrid	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Stockholm	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 19 avril, 4,2302 F contre 4,1653 F le vendredi 12 avril.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### La banane face au cyclone du grand marché

Peu de gens savent que la signature du traité de Rome en 1957 fut retardée de quatre jours par un différend avec l'Allemagne sur le protocole relatif aux échanges de bananes du marché unique européen, ce fruit si cher encore de faire des siennes, tant les producteurs des départements d'outre-mer (Martinique et Guadeloupe) craignent pour leur survie.

Introduite au dix-huitième siècle par Colbert, imposée par le Code Noir de l'esclavage (à raison de 25 arpent par tête), la culture de la banane dans les Antilles françaises a connu son essor dans les années 30, le gouvernement souhaitant assurer l'approvisionnement total de la métropole et créer une flotte bananière. Depuis un arbitrage de 1962, le marché français de l'ordre de 400 000 tonnes par an est partagé à raison de 2/3 pour les DOM et de 1/3 pour les Etats producteurs de la zone franc.

PRODUITS	COURS DU 19-4
Café (Arabica)	1 430 (+ 54) Livres/tonne
Aluminium (London)	1 427 (- 5) Dollars/tonne
Nickel (London)	9 103 (+ 52) Dollars/tonne
Sucre (Paris)	263,6 (-) Dollars/tonne
Café (Robusta)	575 (- 3) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 548 (+ 47) Dollars/tonne
Or (Chicago)	278,75 (- 9,50) Cents/once
Métal (Chicago)	254,75 (+ 2) Cents/once
Soja (Chicago)	173,80 (+ 3,10) Dollars/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Mais, fin 1990, le Cameroun a largement dépassé son quota de 9 000 tonnes, exportant à très bas prix et provoquant pour les planteurs antillais des pertes estimées à plus de 100 millions de francs. Cet épisode intervient dans un contexte tendu, l'ouverture européenne suscitait l'importation prochaine des bananes de toutes origines sans taxe ni prélevement.

Une telle menace inquiète les producteurs de la Communauté, en particulier ceux des Antilles qui souffrent d'un écart de compétitivité face aux concurrents latino-américains, pour des raisons principalement climatiques. En Martinique et en Guadeloupe, le schéma journalier atteint 320 tonnes. Dans la région caribéenne et en Amérique latine, il varie entre 30 et 80 tonnes. Au Honduras, un carton de 20 kilos de fruits se vend 1 dollar, soit 5,5 francs. Le même prix exactement qu'un kilo de bananes des Antilles « rendu le Havre ».

Les DOM français ne sont pas les seuls touchés par les risques de la libéralisation au sein de la Communauté. Les productions européennes représentent en effet 25 % du marché des Douze. Aux bananes « françaises » de Guadeloupe et de Martinique s'ajoutent la production espagnole des Canaries (350 000 à 400 000 tonnes), celle de Madère (Portugal) pour 40 000 tonnes et celle de la Crète (Grèce) pour 12 000 tonnes. Quant aux pays ACP fournisseurs traditionnels de la CEE (avec une part de marché de 25 %), il s'agit des producteurs francophones (Côte d'Ivoire et Cameroun) et anglophones : les îles sous le Vent (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, le Belize et le Surinam). Sans oublier la Somalie au titre des ACP italiens... Quant aux pays tiers exportant vers la Communauté, qui obtiennent 50 % du marché, ce sont principalement l'Équateur, le Guatemala, le Honduras et la Colombie (1).

siennels des Antilles ont demandé à la CEE l'instauration d'un régime particulier pour la banane européenne après 1993 : une taxation spéciale qui favoriserait les fruits d'Amérique latine au-delà du droit de douane normal en vigueur de 20 %. Ce prélevement à l'entrée serait ensuite réversé aux pays exportateurs concernés, afin de les appuyer dans leur recherche de nouveaux marchés ou dans le développement de leurs cultures vivrières. Président de la Sicabam (2), M. Yves Hayot voit dans cette proposition une double vertu morale et économique : elle permet aux planteurs latino-américains de récupérer un pouvoir d'achat jusqu'ici « confisqué » par les multinationales bananières ; elle assure la pérennité des plantations européennes - Antillaises principalement - par le jeu de la préférence communautaire, sans les exposer d'un effort de modernisation et d'homogénéisation des qualités. Dans les DOM français, cette activité occupe 2 500 producteurs, représente 30 000 emplois directs et indirects, soit 25 % des actifs. Zones de cyclones et d'ouragans (le prénommé Gilbert, en 1988, jeta à terre 40 000 tonnes de bananes en Guadeloupe), ces régions sont aussi limitées dans l'espace : les plus vastes plantations couvrent une centaine d'hectares. Rien de commun avec les bananeraies de 10 000 hectares d'un seul tenant du Guatemala, qui permettent des traitements aériens ou l'aménagement de ports privés non soumis au contrôle des douanes. Le cyclone du grand marché unique menace ce fruit très populaire consommé en Europe comme dessert.

ERIC FOTTORINO

(1) Sur le marché de la banane, on peut lire dans la collection « Cyclone » l'ouvrage de Bénédicte Châtel et Jean-Pierre, paru ce mois-ci chez Economica (58 francs). La banane y est présentée comme « l'un des produits les plus remarquables du commerce international ».

(2) Société d'intérêt collectif agricole bananière de la Martinique.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Mais qui a peur de la Bundesbank ?

La subite remontée des rendements des emprunts d'Etat allemands, passés de 8,26 % à 8,40 %, pour le bond 10 ans à la suite des propos musclés des dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), a jeté un petit froid en France où le cours de l'échéance juin du MATIF, partis pour la gloire à plus de 107, ont rétrogradé vendredi à 106,40 ce qui équivaut à un rendement de 8,90 % pour l'Etat français à 10 ans, l'écart entre Paris et Frankfurt continuant à se réduire lentement (0,50 point contre 0,55 point la semaine dernière). A un moment, l'Etat 10 ans cotait 8,79 %, ce qui commençait à devenir intéressant.

Tout le problème, maintenant, est de savoir comment les marchés européens réagiront à un nouveau durcissement de la politique monétaire allemande en cas où le mark continuerait à fléchir, ce qui n'est nullement exclu. A la veille du week-end, M. Karl-Otto Pöchl, président de la Bundesbank, a

affirmé que l'environnement inflationniste en Allemagne s'était considérablement aggravé, les augmentations de salaires contribuant à alimenter les pressions inflationnistes ; en conséquence, la banque centrale continuera de « tenir les rênes serrées », ce qui servira également à raffermir le cours du mark, a-t-il prévenu (en fait, tout est là).

L'avertissement est donc clair, et il est vraisemblable que le taux des pensions de la Bundesbank pourra être relevé un jour ou l'autre. La Banque de France n'aurait aucune raison de suivre, si elle n'a pas besoin de défendre le franc, comme l'évolution des parités de changes semble l'annoncer. Elle serait même en mesure de se déconnecter complètement, en abaissant son taux directeur en dessous de 9 %, partant du principe que la France, dont l'activité économique se ralentit, a un besoin urgent de réduire le coût du crédit pour ses entreprises, victimes de taux d'intérêt réels abso-

lument assésins. En fait, les préoccupations du gouvernement français sont totalement opposées à celles du gouvernement allemand, puisqu'à Paris on n'éprouve nul souci de calmer la surchauffe ni de brider une inflation naissante. La « déconnexion » est donc indispensable, et l'heure est peut-être venue de la réaliser, pour la première fois depuis vingt ans.

#### Restructurations d'emprunts

Sur le marché obligataire de Paris, la hausse initiale du MATIF a facilité le placement du milliard de francs demandé par Aéroports de Paris à 9,27 %, le repli de ce même MATIF contraindant un peu celui des Charbonnages de France (1,5 milliard à 9,20 % nominal, 9,17 % réel), l'écart de 0,55 point avec l'Etat, fixé par le syndicat placeur (BNP chef de file) étant jugé un peu maigre pour les prêteurs.

Les opérations de restructuration des emprunts se poursuivent à cadence accélérée, leur objectif étant de constituer des « gisements » d'un montant et d'une palette suffisants pour leur assurer une liquidité satisfaisante et faciliter leur placement, en France ou à l'étranger. Ces derniers mois, on a vu le Crédit local de France, le Crédit financier et EDF lancer des offres d'échange pour regrouper des « lignes » trop dispersées. Cette fois-ci, le Trésor a confié au Crédit commercial de France et au Crédit commercial de France et au Crédit commercial de France d'une offre d'échange d'un emprunt de 1,9 milliard d'eus (12 milliards de francs) 8,50 % 1997 contre une nouvelle tranche (à créer) 8,50 % 2002. L'objectif du Trésor est d'allonger l'échéance et surtout de mettre en ligne les coupons offerts, la sortie du 8,50 1997 hors du gisement du MATIF se faisant que le 10 % 2001 dont le taux nominal est trop élevé en regard des 9 % pratiqués actuellement sur l'écu. Ce même emprunt 8,50 % 1997 est détenu par les particuliers à hauteur de 400 millions d'eus et par les institutionnels à hauteur de 1,5 milliard d'eus, dont les trois quarts à l'étranger.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**FINANCIERE AGACHE**

**BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 3,778 MILLIONS DE FRANCS EN 1990**

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Jean Dromer a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé passe de 28,190 millions de francs à 29,076 millions de francs soit une progression de 3,1 %. A taux de change identiques à ceux de 1989, le chiffre d'affaires aurait été de 31,188 millions de francs, en progression de 10,6 %.

Le chiffre d'affaires du secteur des produits de prestige (LVMH, Christian Dior, Céline, Christian Lacroix) passe de 29,916 millions de francs à 21,238 millions de francs, et le secteur Distribution (Cueforama et Bon Marché) a connu une croissance plus élevée (+ 7,8 %) avec un chiffre d'affaires passant de 7,274 millions de francs à 7,838 millions de francs.

La dépréciation du dollar et du yen et la crise du Golfe ont également pesé sur l'évolution du résultat, la dépréciation des devises n'ayant pu être que partiellement compensée par la politique de couverture de change.

Le résultat net avant éléments inhabituels et le résultat net s'établissent à 3,667 millions de francs et 3,776 millions de francs contre 3,749 millions de francs et 3,886 millions de francs respectivement en 1989. A devises constantes, la croissance du résultat net aurait été de 21,1 %, ce qui reflète la performance économique réelle du groupe. En raison de l'effet de tests et des charges financières liées aux investissements, la part du groupe passe de 403 millions de francs à 230 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale qui se tiendra le 28 juin prochain à 11 heures à Paris, Nikko le versement d'un dividende de 10 francs par action (plus avoir fiscal de 5 francs) au titre de l'exercice 1990.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



## Pour éviter des accidents entre avions civils et militaires L'OTAN envisage de « quadriller » le ciel européen

La direction générale de l'aviation civile a ouvert une enquête sur l'origine d'un incident, survenu vendredi 19 avril, lorsqu'un Airbus de la compagnie Air Inter, en provenance de Marseille avec cent quarante passagers à bord, a été frôlé par deux Mirage-F1, de la base de Reims. L'Airbus, qui volait à quelque 300 mètres d'altitude, venait d'être autorisé à se poser sur le tarmac d'Orly, en

région parisienne, par la tour de contrôle de l'aéroport. Selon des témoins, les deux Mirage-F1 sont passés sous le nez de l'Airbus. Ni le contrôle aérien régional de Brétigny-sur-Orge ni la tour de contrôle de l'aéroport n'ont pas détecté suffisamment tôt l'intrusion qu'ils n'ont pas détectée suffisamment tôt, bien qu'il semble que les deux avions aient fait deux passages dans le ciel d'Orly.

### BRUXELLES

de notre correspondant

Le CEAC (Comité de coordination de l'espace aérien européen), créé en 1955 dans le cadre de l'OTAN pour concilier les exigences relatives aux espaces aériens civils et militaires, a été réactivé pour faire face à l'accroissement général du trafic civil et aux nouveaux problèmes posés par l'augmentation des vols entre l'Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est sortie de son isolement mais fort en retard dans le domaine de la sécurité.

Une rencontre à ce sujet aura lieu prochainement, sans doute en

septembre, « entre les anciens ennemis de la guerre froide, dans le prolongement de la déclaration de Londres sur la coopération avec l'Est », a annoncé, vendredi 19 avril à Bruxelles, un haut fonctionnaire de l'organisation.

Il s'agit d'éviter des incidents tels que l'entrée, il y a quelques années, d'un Mig-23 soviétique sans pilote dans l'espace aérien occidental, mais surtout d'aider des pays comme la Pologne et la Hongrie à abandonner les mauvaises habitudes de la guerre froide, pendant laquelle les militaires avaient la priorité, pour s'adapter à l'essor du trafic civil.

### « Des bous émissaires tout désignés »

« Leurs systèmes sont tout à fait dépassés, l'Allemagne réunifiée en fait l'amère expérience », a dit le responsable de l'OTAN, insistant notamment sur la nécessité de rendre compatibles les matériels de l'Est et ceux de l'Ouest, en matière de radars, de bandes de fréquences et de procédures d'identification des appareils.

Les nouveaux objectifs du CEAC concernent aussi la coopération avec les civils occidentaux. Un seul accident par interférence des trafics militaires et civils a eu lieu dans l'espace aérien européen depuis la création de l'OTAN, ce fut en 1958 en Italie et pas du fait de l'armée. Mais cela a été obtenu au prix de

nombreuses mesures de sécurité qui retardent beaucoup de vols commerciaux. « Les militaires étant des bous émissaires tout désignés », selon l'OTAN.

Actuellement quelque dix mille appareils militaires, dont six mille avions de combat, sont présents dans les pays européens de l'OTAN, et il faut ajouter des milliers d'hélicoptères. Bien qu'on ait de plus en plus recours à la simulation pour l'entraînement des pilotes, cela entraîne singulièrement les exigences de l'aéronautique civile.

La crise du Golfe, pendant laquelle le trafic a augmenté d'environ 20 % au-dessus de l'Europe, malgré la diminution des longs courriers civils, a incité le CEAC à réfléchir à ce qu'il pourrait proposer aux organisations non militaires, tel l'EUROCONTROL.

Son idée est de « s'éloigner du système actuel des corridors affectés à chacun, d'un point à un autre, pour le remplacer par un contrôle de zones avec un partage souple de l'espace ». Autrement dit, l'espace aérien européen serait divisé en « carreaux de damier », pris en charge alternativement par l'armée ou les contrôleurs aériens civils, en fonction des nécessités du moment.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## Bouygues et les Galeries Lafayette associés dans un vaste projet immobilier à Berlin

Le groupe de bâtiment et travaux publics Bouygues et les Galeries Lafayette, ainsi que la société américaine Tishman Speyer Properties, ont été sélectionnés par le Sénat de Berlin et la Freiehandelsstadt (l'organisme chargé des privatisations) à l'issue d'un appel d'offres et d'un concours d'architecture, pour un vaste projet de rénovation. Il s'agit de rebâtir une partie de la Friedrichstrasse, proche de l'ancien mur, avant guerre principale artère des affaires et du commerce de la ville et presque totalement détruite par les bombardements de 1945.

Le projet prévoit la construction, d'ici à 1995, de 120 000 m<sup>2</sup> de bureaux, commerces, restaurants et logements pour un total de 1,4 milliard de deutschemarks (4,75 milliards de francs). Les Galeries Lafayette sont associées à l'architecte Jean Nouvel, Bouygues au cabinet new-yorkais Pei Cobb Freed et Tishman Speyer au cabinet allemand Ungers et Partners. Les trois firmes sélectionnées ont acheté les terrains pour l'équivalent de 1 milliard de francs.

Trois hommes gardés à vue à Bayonne après l'attentat contre une agence immobilière de Biarritz. Trois hommes, sympathisants présumés d'Iparretarak, ont été entendus, vendredi 19 avril, par la police judiciaire de Bayonne à la suite de l'attentat commis, dans la nuit du 18 au 19 avril, contre une agence immobilière de Biarritz. C'est le troisième attentat clandestin basque, dissout en juillet 1987, à fait de l'immobilier de loisirs sa cible privilégiée. Le premier avait visé, en novembre 1990, un programme en construction de Hendaye.

### EN BREF

■ **ANGOLA** : vente à De Beers de la production diamantifère. L'intégralité de la production diamantifère de la région de Cuango sera désormais vendue à De Beers, le premier marchand mondial de diamants bruts, au terme d'un contrat signé, vendredi 19 avril, entre cette société et la compagnie d'Etat Endimma. Cette production sera commercialisée, à Londres, par la Central Selling Organisation. (AFP)

■ **BANGLADESH** : incarcération de l'ancien président Ershad. L'ancien président du Bangladesh, Hossain Mohammad Ershad, qui était assigné à résidence depuis sa démission en décembre, a été incarcéré, jeudi 18 avril. Le nouveau premier ministre, M. Khawaja Zia, s'était engagé la semaine dernière à ce que M. Ershad soit placé en détention, en attendant son procès pour corruption et abus de pouvoir. (Reuters)

■ **CAMBODGE** : M. Hun Sen se rend à Tokyo pour subir des examens médicaux. M. Hun Sen, ministre cambodgien, M. Hun Sen, était attendu samedi 20 avril à Tokyo pour une visite privée durant laquelle une série d'examen médicaux, a indiqué le ministre japonais des affaires étrangères, M. H. Hun Sen, âgé de quarante ans, avait été hospitalisé à Fukuoka en décembre dernier après avoir été victime d'un malaise alors qu'il participait à des discussions sur le Cambodge. (AFP)

■ **CHINE** : mort de Qin Benli, figure célèbre du journalisme indépendant. Le journaliste chinois Qin Benli, intellectuel contestataire du régime, est mort d'un cancer du sein, âgé de 36 ans, à Shanghai, samedi 15 avril, à l'âge de soixante-trois ans. Fondateur et rédacteur en chef du World Economic Herald, hebdomadaire influent soutenu par les dirigeants réformistes, il avait joué un rôle important dans le mouvement de contestation du printemps 1989, ce qui lui avait valu d'être exclu du

Parti communiste. Ayant perdu son travail, il avait été contraint de vendre, il y a quelques années, sa maison pour vivre. Il continuait néanmoins de défendre la cause des étudiants contestataires. (AFP)

■ **CUBA** : Accord sur le prix du sucre entre Moscou et La Havane. Après six mois de négociations, Moscou a finalement accepté de continuer à payer pendant une année supplémentaire son sucre importé de Cuba au double du cours mondial. La Havane va donc pouvoir exporter dans le cadre de l'accord de commerce ratifié fin décembre pour 2,2 milliards de dollars de sucre à destination de l'URSS. Ces exportations représentent près de 80 % des recettes cubaines en devises convertibles. Cuba vient donc d'obtenir un nouveau répit au moment où la Havane, dont l'économie est particulièrement dépendante de celle de l'ancien bloc de l'Est, est de plus en plus menacée de voir Moscou, en proie elle-même à des difficultés croissantes, abandonner la pratique des tarifs préférentiels qu'elle lui accordait jusqu'ici. (AFP)

■ **GUATEMALA** : Demande d'assistance sur des cas de meurtres. Une association de familles guatémaltèques a affirmé, vendredi 19 avril, avoir recensé 118 fosses communes où auraient été enterrés clandestinement des victimes de violences qui ont ensanguiné le pays ces vingt dernières années. La demande a été faite au Groupe de Souveraineté des Nations Unies (GAM), qui représente 3 000 familles de disparus, a déclaré que les démarches de ce mouvement ont abouti à l'ouverture de cinq fosses. (AFP)

■ **MADAGASCAR** : accord de représentations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Madagascar et l'Afrique du Sud ont signé, vendredi 19 avril, un accord qui prévoit l'ouverture de bureaux de représentation malgache à Pretoria et sud-africain à Antananarivo, a annoncé le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha. (AFP)

■ **MALI** : le bilan des émeutes de mars. Le bilan officiel des émeutes, qui ont abouti, en mars, au renversement du général Moussa Traoré, s'élève à 112 morts et 822 blessés dont 412 ont été hospitalisés, a rapporté, vendredi 19 avril, le quotidien gouvernemental, L'Essor. (Reuters)

■ **MAROC** : signature d'un accord de coopération nucléaire avec la France. Un accord de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire a été signé, vendredi 19 avril, à Rabat entre le ministre marocain de l'énergie et des mines

et le Commissariat français à l'énergie atomique. Cet accord vise à développer les échanges scientifiques et techniques entre les organismes nationaux de recherche dans l'usage pacifique des techniques nucléaires. (AFP)

■ **OGANDA** : assassinat d'un missionnaire français. Un missionnaire français, le Père Alexander You, a été tué, lundi 15 avril, par des hommes armés à Banda, dans le sud-ouest de l'Ouganda, a indiqué, vendredi, le journal gouvernemental, New Vision. Agé de soixante et un ans, membre de la Congrégation des Pères blancs, il était arrivé dans le pays en 1959. (AFP)

■ **PORTO RICO** : traite les clandestins comme des réfugiés. Trente immigrants clandestins originaires de la République dominicaine, ont été relâchés, vendredi 19 avril, dans le naufrage de leur bateau, qui s'est échoué au large de la côte sud-ouest de Porto Rico. D'après un porte-parole de la police, environ 80 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation. (Reuters)

■ **SÉNÉGAL** : assassinat de deux notables au Casamance. Deux notables ont été tués, le week-end dernier, par des séparatistes casamançais, a annoncé, vendredi 19 avril, le quotidien pro-gouvernemental, Le Soleil. Selon ce journal, la rupture de la trêve récemment négociée entre le gouvernement et la rébellion pourrait être le fait d'une faction indépendante non concernée par les négociations en cours. (AFP)

■ **ZAIRE** : troubles sanglants dans plusieurs villes. Les violentes manifestations qui ont eu lieu, samedi 13 et lundi 15 avril, à Mbuji Mayi, ville diamantifère du centre du Zaïre, ont fait officiellement cinq morts. Pour le parti de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), la répression a tourné au massacre et a fait au moins treize morts, tués par balles. D'autre part, des incidents graves ont eu lieu récemment à Kinsangani et à Lubumbashi, la capitale de la province du Shaba. (AFP)

■ **ZAMBIE** : révoquant le ministre de la défense. Le président Kenneth Kaunda a révoqué, vendredi 19 avril, M. Dondou Siatia, son troisième ministre de la Défense depuis le 30 juin dernier, date à laquelle un militaire avait fait une fausse annonce à la radio pour dire que le gouvernement avait été renversé après des émeutes de la faim qui avaient causé la mort, à Lusaka, d'un moins 27 personnes. (AFP)

## ETATS-UNIS : devant la médiocre qualité de l'enseignement

## Le président Bush lance une réforme nationale de l'éducation

### WASHINGTON

correspondance

Déterminé à tenir sa promesse électorale d'être « le président de l'éducation », le président Bush, s'adressant à un groupe réunissant des milieux d'affaires, des gouverneurs et des membres du Congrès, a exposé, jeudi 18 avril, les grandes lignes d'un programme de rénovation et d'amélioration de l'enseignement, notamment dans le primaire et le secondaire. Il s'agit d'une « renaissance », a dit le président.

Le plan répond aux aspirations de l'opinion, dans une grande majorité d'inquiète de la qualité insuffisante de l'enseignement. Les préoccupations électorales ne sont pas absentes de l'initiative du président, soucieux d'échapper au reproche qui lui est généralement fait de se désintéresser des problèmes éducatifs. Les démocrates ont immédiatement qualifié d'« insuffisant » un programme qui, disent-ils, reprend « trop peu et trop tard » leurs propres propositions, que l'administration américaine a bloquées pendant des années.

« Ne comptez pas sur Washington pour résoudre les problèmes de l'enseignement », a dit le président. Les écoles du primaire et du secondaire continueront donc d'être de la responsabilité des Etats et des autorités locales. Néanmoins, si le nouveau projet entre en application, le gouvernement fédéral va jouer un rôle plus important. La Maison Blanche demandera au Congrès de modifier la législation pour permettre d'allouer des fonds fédéraux à certains élèves, notamment les plus « défavorisés » (pau-

vres, handicapés, nouveaux immigrants, etc.) pour leur permettre d'aller dans les écoles privées ou paroissiales. Cet encouragement donné à la liberté de choisir crée des remous.

Le choix ne doit pas condamner les écoles publiques, qui soulignent la nécessité de défendre le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat. D'autre part, le président compte sur l'aide du secteur privé. Il envisage pour 1996 la création de nouvelles écoles expérimentales, qui recevront chacune du gouvernement un don d'un million de dollars.

### « Tests de performance »

Un groupe de grandes sociétés s'est engagé à dépenser 150 millions de dollars pour un programme de recherche sur les conditions de travail, l'emploi de la technologie et les nouvelles méthodes pédagogiques de ces établissements. Par ailleurs, les milieux d'affaires sont invités à créer un système privé d'enseignement de qualité pour les travailleurs de leurs entreprises.

Le nouveau plan envisage surtout diverses mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement, notamment la création d'exams à l'échelle nationale, appelés « tests de performance », sur les matières fondamentales : mathématiques, sciences, anglais, histoire et géographie, dont les collèges et les employeurs auront à tenir compte quand ils examineront les candidats à l'admission au baccalauréat.

Enfin, des différences de traite-

ment sont prévues pour les enseignants, favorisant les plus compétents ou ceux travaillant dans les conditions les plus difficiles. Le recrutement sera encouragé par des dons fédéraux aux Etats et aux autorités locales, qui auront la charge d'instaurer un nouveau système permettant d'embaucher des enseignants n'ayant pas reçu une formation professionnelle. Le coût du projet est relativement faible : 200 millions de dollars sur un total de 27 milliards constituant le budget de l'éducation ; 230 millions de dollars seront destinés à « faciliter » aux parents le choix de l'école pour leurs enfants.

Le président a déclaré qu'il allait donner l'exemple pour encourager la formation continue, indiquant qu'il retournerait à l'école la semaine prochaine. « Je veux savoir comment me servir d'un ordinateur », a-t-il dit.

HENRI PIERRE

■ Une des figures de la Chambre des représentants, M. Morris Udall, part à la retraite. L'un des membres les plus respectés et populaires de la Chambre des Représentants, le démocrate d'Arizona Morris Udall, va prendre sa retraite après près de trente ans de vie parlementaire. Grand défenseur de l'environnement et juriste scrupuleux, M. Udall, bien connu par ailleurs pour son humour caustique, avait été battu aux primaires démocrates par Jimmy Carter lors de l'élection présidentielle de 1976. Agé de soixante-huit ans, M. Udall souffre depuis plus de dix ans de la maladie de Parkinson. (AFP)

### Vietnam

## Interpellation de M. Huong écrivain et résistante de la première heure

M. Duong Thi Huong, auteur de plusieurs romans, pièces de théâtre et nouvelles, a été interpellé le 13 avril à Hanoï et serait interrogé dans les locaux du ministère de l'Intérieur, a annoncé, vendredi 19 avril, son entourage. Il lui serait reproché d'avoir tenté de faire sortir du pays des textes rédigés dans le cadre de la préparation du septième congrès du PC, qui doit se réunir début juillet dans la capitale vietnamienne.

Auteur notamment d'un roman connu (Les Paradis aveugles, publié par Antoinette Fouque), qui décrit les déceptions romantiques de ceux qui ont combattu Français et Américains, M. Huong contribue, avec Phan Thi Hoa, Nguyen Huy Thiep et d'autres, à la renaissance de la littérature au Vietnam. Leurs ouvrages sont souvent censurés par le pouvoir.

Résistante de la première heure et membre du Parti communiste, elle avait réclaté, dès mars 1990, « l'abandon immédiat du principe de la dictature du prolétariat », ainsi que de celui du « centralisme démocratique ». Elle avait été placée en résidence surveillée en juin 1990. Phan Huy Duong, également traducteur en français de Phan Thi Hoa, présente Huong comme « l'écrivain le plus populaire du Vietnam ».

J.-C. P.

C. J. Simon  
Les banques

REPÈRES

M. Béziade  
La monnaie  
et ses mécanismes

REPÈRES

J. Régniez  
Les nouveaux  
produits financiers

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres  
LA DÉCOUVERTE

### L'ESSENTIEL

#### DATES

Il y a soixante-quinze ans : l'insurrection de Dublin..... 2

#### ÉTRANGER

URSS : les républiques face à l'Union

Le plan anti-crise du gouvernement..... 3

M. Gorbatchev en Corée du Sud

Le président soviétique a été mieux accueilli qu'au Japon..... 5

Le Québec en quête de souveraineté

La visite de M. Jacques Parizeau en France..... 5

#### POLITIQUE

La réforme hospitalière

M. Durieux cherche à obtenir la bienveillance des centristes..... 7

Livres politiques

« Les jeux du destin et de l'Histoire », par André Laurens..... 7

#### HEURES LOCALES

à Paris gélère pour les handicapés

à La longue histoire du POS de Strasbourg

à La supermarché des collectivités locales

à La Centre à la recherche d'un nom..... 9 et 14

à Montpellier, technopole 10 à 13

#### SOCIÉTÉ

Congrès du SNES

Une mise en garde à M. Joseph

avant la réforme des lycées..... 15

M. Le Pen au tribunal

La président du Front national et les « internationales »..... 15

#### CULTURE

« Coluche », par Boggio

Dominique Witman, antiquaire, rend compte de la biographie consacrée à Coluche..... 18

#### ÉCONOMIE

Lourd déficit à l'office HLM de Grenoble

La ville et le département devront intervenir..... 19

La Yougoslavie dévaluée

Le gouvernement Markovic propose un plan au Parlement fédéral..... 19

Flambée du dollar

Le billet vert a atteint 5,85 F à New-York..... 21

#### Services

Abonnements..... 2

Cartes..... 18

Marchés financiers..... 20-21

Météorologie..... 19

Mots croisés..... 18

Télévision..... 17

Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 avril 1991 a été tiré à 509 969 exemplaires.

## "J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 épisodes RADIO jusqu'au 30 juin

Europe 2

Le Monde